



Communiqué de presse

LA BANQUE CIBC ANNONCE SES RÉSULTATS DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2011

Toronto, Ontario – Le 26 mai 2011 – La **Banque CIBC** (CM aux Bourses de Toronto et de New York) a annoncé aujourd’hui un bénéfice net de 678 M\$ pour le deuxième trimestre terminé le 30 avril 2011, en comparaison du bénéfice net de 660 M\$ pour le même trimestre de l’exercice précédent. Le bénéfice dilué par action s’est élevé à 1,60 \$ en regard de 1,59 \$ il y a un an. Le bénéfice dilué par action (comptabilité de caisse) s’est établi à 1,62 \$¹, contre 1,61 \$¹ il y a un an. Pour le deuxième trimestre, le rendement des capitaux propres a été de 19,9 %.

Les résultats du deuxième trimestre de 2011 ont été touchés par l’élément suivant :

- une perte de 70 M\$ (50 M\$ après impôts, ou 0,13 \$ par action) liée aux activités de crédit structuré en voie de liquidation.

Le bénéfice net de 678 M\$ pour le deuxième trimestre se compare au bénéfice net de 799 M\$ du trimestre précédent. Le bénéfice dilué par action de 1,60 \$ et le bénéfice dilué par action (comptabilité de caisse) de 1,62 \$¹ du deuxième trimestre se comparaient au bénéfice dilué par action de 1,92 \$ et au bénéfice dilué par action (comptabilité de caisse) de 1,94 \$¹ du trimestre précédent, qui englobaient des éléments d’importance qui, regroupés, ont eu une incidence négative de 0,03 \$ par action sur les résultats.

Les ratios des fonds propres de première catégorie et des capitaux propres corporels de la Banque CIBC se sont établis à respectivement 14,7 % et 10,6 % au 30 avril 2011, en hausse par rapport à respectivement 14,3 % et 10,2 % au 31 janvier 2011.

« À l’heure actuelle, la Banque CIBC dépasse les nouvelles exigences réglementaires sur les fonds propres des banques mondiales, a déclaré Gerry McCaughey, président et chef de la direction de la Banque CIBC. Nous devançons considérablement le calendrier de mise en œuvre des nouvelles exigences proposé par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire et confirmé par le Bureau du surintendant des institutions financières. »

« Les activités essentielles de Marchés de détail et de services bancaires de gros de la Banque CIBC ont généré de solides résultats au cours du trimestre, poursuit M. McCaughey. La croissance robuste de nos bénéfices a contribué à raffermir davantage notre position de fonds propres. »

Rendement de nos activités essentielles

Marchés de détail CIBC a réalisé un bénéfice net de 553 M\$ au deuxième trimestre, une hausse de 66 M\$ en regard du trimestre correspondant de l’exercice précédent.

Les revenus ont atteint 2,5 G\$, une progression de 5 % par rapport au deuxième trimestre de 2010, attribuable principalement à la solide croissance des volumes à l’échelle des secteurs d’activité, y compris l’incidence de l’acquisition du portefeuille de cartes de crédit MasterCard au quatrième trimestre de 2010, qui a été contrebalancée en partie par la baisse des revenus de FirstCaribbean International Bank et par le resserrement des marges.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a reculé, pour passer de 333 M\$ au trimestre correspondant de l’exercice précédent à 279 M\$, ce qui s’explique par des radiations et des faillites moins nombreuses dans les portefeuilles de cartes de crédit et de crédit personnel et

par des provisions moins élevées dans le portefeuille Groupe entreprises, en partie contrebalancées par des radiations dans le portefeuille de cartes de crédit MasterCard.

Au deuxième trimestre de 2011, la division de détail de la Banque CIBC a continué d'offrir un meilleur accès et un plus grand choix à ses 11 millions de clients, en investissant à l'échelle de l'entreprise :

- Nous avons lancé trois nouvelles cartes de crédit MasterCard dotées de *PayPass* (fonctionnalité *TAPEZ ET PARTEZ* sans contact), y compris la carte CIBC Aventura World MasterCard, la carte CIBC Aventura MasterCard et la carte Dividendes illimités CIBC MasterCard, afin d'offrir plus de choix aux Canadiens dans la gamme de cartes de crédit de la CIBC, chef de file du secteur.
- Nous avons continué d'être le chef de file des services bancaires mobiles en lançant de nouvelles fonctionnalités qui offrent à nos clients un meilleur accès à leurs comptes grâce aux Services bancaires mobiles CIBC et en ajoutant de nouvelles fonctionnalités à l'application Conseiller en habitation CIBC.
- Nous avons continué de devancer l'échéancier de notre programme stratégique quinquennal d'investissement dans les centres bancaires en ouvrant, agrandissant ou déménageant neuf centres bancaires au cours de l'exercice 2011, et en prolongeant les heures d'ouverture les samedis dans plus de 500 centres bancaires et les dimanches dans 50 centres bancaires situés dans des zones urbaines ciblées.
- Le 29 avril, nous avons célébré la Journée nationale de reconnaissance envers les clients CIBC dans l'ensemble des centres bancaires, bureaux et centres d'appels CIBC partout au pays en signe de reconnaissance envers nos clients et pour les remercier de faire affaire avec nous.
- Nous avons lancé une nouvelle campagne de marketing qui offre aux clients davantage de raisons d'opter pour un transfert de leurs opérations bancaires à la CIBC, en vue d'obtenir des conseils d'experts ainsi que des produits et services novateurs et plus pratiques.

Les *services bancaires de gros* ont enregistré un bénéfice net de 112 M\$ au deuxième trimestre, en baisse de 24 M\$ en regard du trimestre précédent, en raison surtout du recul des revenus de Services financiers aux entreprises et de Banque d'investissement, qui a été partiellement contrebalancé par la diminution des frais autres que d'intérêts.

Les revenus se sont établis à 393 M\$, en baisse par rapport à 471 M\$ au trimestre précédent, du fait principalement du fléchissement des revenus de Services financiers aux entreprises et de Banque d'investissement et des changements apportés aux rajustements de l'évaluation de crédit liée aux contrats de dérivés.

Les services bancaires de gros ont à leur actif plusieurs réalisations notables au deuxième trimestre :

- Nous avons agi à titre de syndicataire chef de file d'un placement d'obligations de cinq ans, à 3,20 %, d'un capital de 1,0 G\$ pour la province d'Ontario.
- Nous avons été co-responsable des registres et co-mandataire principal d'une émission de billets non garantis de premier rang à 6,50 %, d'un capital de 225 M\$, pour Vermilion Energy.
- Nous avons été syndicataire chef de file du financement de 1,375 G\$ lors de l'acquisition de HS1 Limited par Borealis Infrastructure et le Régime de retraite des enseignantes et enseignants de l'Ontario.
- Nous avons agi à titre de conseiller financier auprès d'Equinox Minerals Limited lorsque celle-ci été vendue à Société aurifère Barrick pour un montant de 7,3 G\$.

- Nous avons été responsable des registres chef de file pour le premier appel public à l'épargne de Parallel Energy Trust, évalué à 393 M\$, le PAPE le plus important depuis le début de l'exercice.

« Au deuxième trimestre, la Banque CIBC a dégagé des résultats solides, conclut M. McCaughey. Les investissements que nous faisons dans nos divisions Marchés de détail et services bancaires de gros renforcent nos activités au Canada et nous placent en bonne position à long terme. »

Progrès de nos activités de crédit structuré en voie de liquidation

La Banque CIBC a continué de réduire ses positions dans son portefeuille de crédit structuré en voie de liquidation et a conclu plusieurs opérations qui, dans l'ensemble, ont réduit le montant nominal de référence de ses positions sous-jacentes d'environ 2,2 G\$ US, ce qui a donné lieu à une perte avant impôts de 19 M\$. Après la fin du trimestre, nous avons pris des mesures supplémentaires afin de réduire nos positions.

En dépit des mesures mises en œuvre par la Banque CIBC en vue de réduire ses positions, d'autres pertes importantes pourraient être comptabilisées en fonction du rendement des actifs sous-jacents et de la performance des garants financiers.

La Banque CIBC et ses collectivités

La Banque CIBC continue d'appuyer des causes qui comptent dans la vie de ses clients et de ses employés ainsi que pour les collectivités où elle exerce ses activités.

- Lors de son assemblée annuelle des actionnaires qui a eu lieu à Winnipeg en avril, la Banque CIBC a annoncé d'importants engagements pluriannuels à l'égard de nombreux projets d'investissement importants dans la collectivité, notamment des dons au projet de réaménagement du parc Assiniboine, à la Children's Hospital Foundation of Manitoba et à l'Opportunity Fund de l'Université de Winnipeg.
- La Banque CIBC a fait un don de 100 000 \$ à la Croix-Rouge canadienne, et les centres bancaires de partout au pays ont réuni des fonds supplémentaires pour contribuer aux efforts d'assistance à la suite du tremblement de terre et du tsunami qui ont dévasté le Japon en mars.
- Au cours du trimestre, la Banque CIBC a soutenu plusieurs programmes régionaux au Canada, y compris la construction de nouvelles installations à Prince George pour la division de la Colombie-Britannique et du Yukon de la Société canadienne du cancer, les programmes de perfectionnement de jeunes gens de la 4-H Foundation de l'Alberta et la campagne « Your new Y » du YMCA de Fredericton pour la construction d'un nouvel immeuble qui permettra de répondre à la croissance marquée de la collectivité.
- Par l'intermédiaire de la Fondation pour l'enfance CIBC, qui reçoit les fonds recueillis lors de la Journée du miracle CIBC, des dons ont été remis à la Colonie Sainte-Jeanne d'Arc pour financer les programmes de camp d'été pour filles au Québec et le programme nutritionnel Breakfast for Learning offert dans les écoles canadiennes.

1) Pour plus de précisions, voir la section Mesures non conformes aux PCGR.

Les investisseurs et les analystes peuvent obtenir de plus amples renseignements auprès de Geoff Weiss, vice-président, Relations avec les investisseurs, au 416 980-5093. Les médias sont priés de s'adresser à Rob McLeod, premier directeur, Communications et affaires publiques, au 416 980-3714, ou à Mary Lou Frazer, première directrice, Communications financières et Communications avec les investisseurs, au 416 980-4111.

L'information figurant dans les pages qui suivent fait partie du présent communiqué de presse.

(Le conseil d'administration de la Banque CIBC a passé en revue le présent communiqué de presse avant sa publication. Le président et chef de la direction et le chef des services financiers de la Banque CIBC s'appuient sur les procédures et contrôles de la Banque CIBC pour leur attestation du rapport financier du deuxième trimestre et des procédures et contrôles. Le chef de la direction et le chef des services financiers de la Banque CIBC présenteront volontairement une attestation à la Securities and Exchange Commission quant à l'information financière du deuxième trimestre de la Banque CIBC, y compris les états financiers consolidés intermédiaires non audités ci-joints. Ils présenteront les mêmes attestations aux Autorités canadiennes en valeurs mobilières.)

RAPPORT DE GESTION

Le rapport de gestion est présenté afin de permettre aux lecteurs d'évaluer les résultats d'exploitation et la situation financière de la Banque CIBC pour le trimestre terminé le 30 avril 2011, comparativement aux trimestres précédents. Le rapport de gestion doit être lu avec notre Rapport annuel 2010 et les états financiers consolidés intermédiaires non audités compris dans le présent rapport, dressé selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada. À moins d'indication contraire, tous les montants présentés dans le rapport de gestion sont libellés en dollars canadiens. Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin de rendre leur présentation conforme à celle adoptée pour la période considérée. Le rapport de gestion est en date du 25 mai 2011. D'autres renseignements concernant la Banque CIBC peuvent être obtenus sur le site SEDAR, à l'adresse www.sedar.com et sur le site de la Securities and Exchange Commission des États-Unis (SEC) à l'adresse www.sec.gov. Aucune information du site Web de la CIBC (www.cibc.com/francais) ne doit être considérée comme intégrée par renvoi aux présentes. Un glossaire des termes utilisés dans le présent rapport trimestriel figure aux pages 184 à 187 de notre Rapport annuel 2010.

Table des matières

5	Points saillants financiers du deuxième trimestre	20	Activités de crédit structuré en voie de liquidation et autres activités choisies	33	Autres risques
6	Vue d'ensemble			34	Questions relatives à la comptabilité et au contrôle
6	Résultats financiers			34	Conventions comptables critiques et estimations
8	Événement important	20	Activités de crédit structuré en voie de liquidation	34	Conventions comptables critiques et estimations
8	Perspectives pour 2011			36	Passifs éventuels
9	Revue de l'information financière trimestrielle	22	Autres activités choisies	36	Faits nouveaux en matière de réglementation aux États-Unis
11	Mesures non conformes aux PCGR	24	Situation financière	36	Faits nouveaux en matière de réglementation aux États-Unis
11	Vue d'ensemble des unités d'exploitation stratégique	24	Revue du bilan consolidé	37	Transition aux Normes internationales d'information financière (IFRS)
13	Marchés de détail CIBC	25	Sources de financement	38	Contrôles et procédures
16	Services bancaires de gros	27	Arrangements hors bilan		
18	Siège social et autres	28	Gestion du risque		
		28	Vue d'ensemble		
		28	Risque de crédit		
		30	Risque de marché		
		32	Risque d'illiquidité		

UN MOT SUR LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS : De temps à autre, nous faisons des énoncés prospectifs écrits ou oraux au sens de certaines lois sur les valeurs mobilières, y compris dans le présent rapport, dans d'autres documents déposés auprès d'organismes de réglementation canadiens ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, et dans d'autres communications. Ces énoncés comprennent, sans toutefois s'y limiter, des déclarations faites aux sections « Progrès de nos activités de crédit structuré en voie de liquidation », « Vue d'ensemble – Impôts sur les bénéfices », « Vue d'ensemble – Perspectives pour 2011 », « Activités de crédit structuré en voie de liquidation », « Sources de financement » et « Questions relatives à la comptabilité et au contrôle » du présent rapport et d'autres déclarations concernant nos activités, nos secteurs d'activité, notre situation financière, notre gestion des risques, nos priorités, nos cibles, nos objectifs permanents ainsi que nos stratégies et perspectives pour 2011 et les exercices subséquents. Ces énoncés se reconnaissent habituellement à l'emploi de termes comme « croire », « prévoir », « compter », « estimer » et d'autres expressions de même nature et de verbes au futur et au conditionnel. De par leur nature, ces énoncés prospectifs nous obligent à faire des hypothèses, notamment des hypothèses économiques qui sont présentées dans la section « Vue d'ensemble – Perspectives pour 2011 » du présent rapport, et sont assujettis aux risques inhérents et aux incertitudes qui peuvent être de nature générale ou spécifique. Divers facteurs, dont nombre sont indépendants de notre volonté, influent sur nos activités, notre rendement et nos résultats et pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des résultats attendus dans les énoncés prospectifs. Ces facteurs comprennent : le risque de crédit, le risque de marché, le risque d'illiquidité, le risque stratégique, le risque opérationnel, les risques juridiques et de réputation, le risque de réglementation et le risque environnemental; des changements d'ordre législatif ou réglementaire dans les territoires où nous exerçons nos activités; les changements apportés aux lignes directrices relatives aux fonds propres pondérés en fonction du risque et aux directives d'information, et leur interprétation; l'issue de poursuites et des questions connexes; l'incidence de modifications des normes comptables et des règles et leur interprétation; les changements apportés au montant estimé des réserves et provisions; l'évolution des lois fiscales; les changements à nos cotes de crédit; la situation ou les changements politiques; l'incidence possible de conflits internationaux et de la guerre au terrorisme, des catastrophes naturelles, des urgences en matière de santé publique, des perturbations occasionnées aux infrastructures des services publics et toute autre catastrophe sur nos activités; la fiabilité de tiers de fournir les infrastructures nécessaires à nos activités; l'exactitude et l'exhaustivité de l'information qui nous est fournie par nos clients et contreparties; le défaut de tiers de remplir leurs obligations envers nous ou nos sociétés affiliées; l'intensification de la concurrence livrée par des concurrents existants ou de nouveaux venus dans le secteur des services financiers; l'évolution des technologies; la tenue des marchés financiers mondiaux; les modifications à la politique monétaire et économique; les fluctuations de change; la conjoncture économique générale mondiale et celle du Canada, des États-Unis et d'autres pays où nous menons nos activités; les changements de prix et de taux du marché qui pourraient réduire la valeur des produits financiers; notre capacité à élaborer et à lancer des produits et services, à élargir nos canaux de distribution existants et à en créer de nouveaux, et à accroître les revenus que nous en tirons; les changements des habitudes des clients en matière de consommation et d'économie; notre capacité d'attirer et de retenir des employés et des cadres clés et notre capacité à anticiper et à gérer les risques associés à ces facteurs. Cette énumération ne couvre pas tous les facteurs susceptibles d'influer sur nos énoncés prospectifs. Aussi ces facteurs et d'autres doivent-ils éclairer la lecture des énoncés prospectifs sans toutefois que les lecteurs ne s'y fient indûment. Nous ne nous engageons à mettre à jour aucun énoncé prospectif du présent rapport ou d'autres communications, sauf si la loi l'exige.

POINTS SAILLANTS FINANCIERS DU DEUXIÈME TRIMESTRE

	Aux dates indiquées ou pour les trois mois terminés le			Aux dates indiquées ou pour les six mois terminés le	
	30 avril 2011	31 janvier 2011	30 avril 2010	30 avril 2011	30 avril 2010
Non audité					
Résultats financiers (en millions de dollars)					
Revenu net d'intérêts	1 528 \$	1 610 \$	1 497 \$	3 138 \$	3 011 \$
Revenu autre que d'intérêts	1 361	1 491	1 424	2 852	2 971
Total des revenus	2 889	3 101	2 921	5 990	5 982
Dotation à la provision pour pertes sur créances	194	209	316	403	675
Frais autres que d'intérêts	1 794	1 822	1 678	3 616	3 426
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et participations ne donnant pas le contrôle	901	1 070	927	1 971	1 881
Impôts sur les bénéfices	221	268	261	489	547
Participations ne donnant pas le contrôle	2	3	6	5	22
Bénéfice net	678 \$	799 \$	660 \$	1 477 \$	1 312 \$
Mesures financières					
Coefficient d'efficacité	62,1 %	58,8 %	57,5 %	60,4 %	57,3 %
Coefficient d'efficacité (comptabilité de caisse), base d'imposition équivalente (BIE) ¹	60,8 %	57,7 %	57,0 %	59,2 %	56,8 %
Rendement des capitaux propres	19,9 %	23,3 %	22,2 %	21,6 %	21,8 %
Marge d'intérêts nette	1,70 %	1,80 %	1,84 %	1,75 %	1,80 %
Marge d'intérêts nette sur l'actif productif d'intérêts moyen ²	1,94 %	2,08 %	2,16 %	2,01 %	2,12 %
Rendement de l'actif moyen	0,76 %	0,89 %	0,81 %	0,82 %	0,78 %
Rendement de l'actif productif d'intérêts moyen ²	0,86 %	1,03 %	0,95 %	0,94 %	0,93 %
Rendement total pour les actionnaires	8,52 %	(1,40) %	18,00 %	6,96 %	23,20 %
Renseignements sur les actions ordinaires					
Par action					
– bénéfice de base	1,61 \$	1,92 \$	1,60 \$	3,53 \$	3,18 \$
– bénéfice de base (comptabilité de caisse) ¹	1,63	1,95	1,61	3,57	3,22
– bénéfice dilué	1,60	1,92	1,59	3,52	3,17
– bénéfice dilué (comptabilité de caisse) ¹	1,62	1,94	1,61	3,56	3,21
– dividendes	0,87	0,87	0,87	1,74	1,74
– valeur comptable	33,47	32,98	30,00	33,47	30,00
Cours de l'action					
– haut	85,49	81,05	77,19	85,49	77,19
– bas	76,75	75,12	63,16	75,12	61,96
– clôture	81,91	76,27	74,56	81,91	74,56
Nombre d'actions en circulation (en milliers)					
– moyen de base	395 373	393 193	386 865	394 265	385 634
– moyen dilué	396 394	394 195	387 865	395 276	386 713
– fin de la période	396 978	394 848	388 462	396 978	388 462
Capitalisation boursière (en millions de dollars)	32 516 \$	30 115 \$	28 964 \$	32 516 \$	28 964 \$
Mesures de valeur					
Rendement des actions (selon le cours de clôture de l'action)	4,4 %	4,5 %	4,8 %	4,3 %	4,7 %
Ratio de versement des dividendes	54,1 %	45,2 %	54,5 %	49,3 %	54,7 %
Cours/valeur comptable	2,45	2,31	2,49	2,45	2,49
Données du bilan et hors bilan (en millions de dollars)					
Encaisse, dépôts auprès d'autres banques et valeurs mobilières	121 486 \$	102 990 \$	74 930 \$	121 486 \$	74 930 \$
Prêts et acceptations, déduction faite de la provision	188 169	185 261	183 736	188 169	183 736
Total de l'actif	384 106	363 219	336 001	384 106	336 001
Dépôts	278 602	258 983	226 793	278 602	226 793
Capitaux propres des porteurs d'actions ordinaires	13 286	13 021	11 654	13 286	11 654
Actif moyen	368 058	354 267	333 589	361 048	337 265
Actif productif d'intérêts moyen ²	323 969	307 606	283 589	315 652	286 124
Capitaux propres moyens des porteurs d'actions ordinaires	13 102	12 870	11 415	12 984	11 341
Biens administrés ³	1 348 229	1 344 843	1 219 054	1 348 229	1 219 054
Mesures de qualité du bilan					
Actif pondéré en fonction du risque (en milliards de dollars)	106,3 \$	107,0 \$	108,3 \$	106,3 \$	108,3 \$
Ratio des capitaux propres corporels ¹	10,6 %	10,2 %	8,9 %	10,6 %	8,9 %
Ratio des fonds propres de première catégorie	14,7 %	14,3 %	13,7 %	14,7 %	13,7 %
Ratio du total des fonds propres	18,9 %	18,4 %	18,8 %	18,9 %	18,8 %
Autres renseignements					
Ratio détail/gros ^{1,4}	76 % / 24 %	75 % / 25 %	76 % / 24 %	76 % / 24 %	76 % / 24 %
Équivalents temps plein	41 928	42 078	42 018	41 928	42 018

1) Pour plus de précisions, voir la section Mesures non conformes aux PCGR.

2) L'actif productif d'intérêts moyen comprend les dépôts productifs d'intérêts auprès d'autres banques, les valeurs mobilières, les valeurs empruntées ou acquises en vertu de prises en pension de titres ainsi que les prêts.

3) Comprendent les biens administrés ou gardés par Société de services de titres mondiaux CIBC Mellon, coentreprise à parts égales entre la CIBC et The Bank of New York Mellon.

4) Le ratio représente le capital économique attribué aux unités d'exploitation stratégique à la fin de la période.

VUE D'ENSEMBLE

Résultats financiers

Le bénéfice net pour le trimestre s'est établi à 678 M\$, en regard de 660 M\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent et de 799 M\$ pour le trimestre précédent. Le bénéfice net pour le semestre terminé le 30 avril 2011 a atteint 1 477 M\$, en regard de 1 312 M\$ pour la période correspondante de 2010.

Nos résultats pour le trimestre considéré ont été touchés par le facteur suivant :

€ une perte de 70 M\$ (50 M\$ après impôts) liée aux activités de crédit structuré en voie de liquidation.

Revenu net d'intérêts

Le revenu net d'intérêts a monté de 31 M\$, ou 2 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison surtout de la croissance vigoureuse des volumes de la plupart des produits de détail, y compris l'incidence de l'acquisition du portefeuille de cartes de crédit MasterCard réalisée le 1^{er} septembre 2010, en partie contrebalancée par le rétrécissement des marges. Le revenu net d'intérêts tiré des activités de négociation a été plus élevé au cours du trimestre, contrairement au revenu d'intérêts sur les nouvelles cotisations d'impôt et au revenu net d'intérêts tiré de la trésorerie qui ont été moins élevés.

Le revenu net d'intérêts a reculé de 82 M\$, ou 5 %, par rapport au trimestre précédent, le fait que le trimestre comptait trois jours de moins et le resserrement des marges ayant été en partie contrebalancés par la hausse du revenu net d'intérêts tiré de la trésorerie. Les résultats du trimestre précédent avaient été avantagés par la progression du revenu net d'intérêts sur les nouvelles cotisations d'impôt.

Le revenu net d'intérêts pour le semestre terminé le 30 avril 2011 a monté de 127 M\$, ou 4 %, par rapport à la période correspondante de 2010, en raison surtout de la croissance solide des volumes de la plupart des produits de détail, y compris l'incidence de l'acquisition du portefeuille de cartes de crédit MasterCard, en partie contrebalancée par le resserrement des marges. Les résultats de la période considérée ont été positivement influencés par l'augmentation du revenu net d'intérêts des activités de négociation, en partie neutralisée par la baisse du revenu net d'intérêts de FirstCaribbean International Bank (FirstCaribbean), le fléchissement du revenu net d'intérêts tiré de la trésorerie et la diminution du revenu net d'intérêts sur les nouvelles cotisations d'impôt.

Revenu autre que d'intérêts

Le revenu autre que d'intérêts a diminué de 63 M\$, ou 4 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Au cours du trimestre considéré, les activités de crédit structuré en voie de liquidation ont donné lieu à des pertes, comparativement aux gains réalisés au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les gains, déduction faite des dépréciations, sur les valeurs disponibles à la

vente, les revenus de négociation et le revenu de placements à la valeur de consolidation ont tous chuté au cours du trimestre. La baisse des honoraires d'administration de cartes de crédit a découlé de l'incidence des activités de titrisation. Ces facteurs ont été partiellement compensés par l'amélioration du revenu tiré des créances titrisées et celle du revenu tiré des fonds communs de placement et des activités de prise ferme et de consultation.

Le revenu autre que d'intérêts a été moins élevé de 130 M\$, ou 9 %, par rapport au trimestre précédent, ce qui s'explique principalement par la diminution des honoraires de prise ferme et de consultation et le recul des gains, déduction faite des dépréciations, sur les valeurs disponibles à la vente. Les honoraires d'administration de cartes de crédit ont baissé, surtout du fait de l'incidence des activités de titrisation. Ces facteurs ont été partiellement annulés par le revenu plus considérable tiré des créances titrisées. Les activités de crédit structuré en voie de liquidation ont enregistré des pertes semblables à celles du trimestre précédent. Le gain à la vente des activités de services aux émetteurs de la Compagnie Trust CIBC Mellon a été inclus dans les résultats du trimestre précédent.

Pour le semestre terminé le 30 avril 2011, le revenu autre que d'intérêts a chuté de 119 M\$, ou 4 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, les activités de crédit structuré en voie de liquidation ayant subi des pertes au cours de la période considérée comparativement à des gains à la même période il y a un an. Les résultats du trimestre considéré ont également subi l'incidence de la baisse des revenus de négociation et des gains plus bas, déduction faite des dépréciations, sur les valeurs disponibles à la vente. Les honoraires d'administration de cartes de crédit ont baissé, du fait de l'incidence des activités de titrisation. Ces facteurs ont été partiellement compensés par la hausse du revenu tiré des créances titrisées et l'augmentation du revenu tiré des activités de prise ferme et de consultation et des fonds communs de placement.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a fléchi de 122 M\$, ou 39 %, en regard du trimestre correspondant de l'exercice précédent. La diminution de 66 M\$ de la dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances dans les portefeuilles de prêts à la consommation découlait avant tout des radiations et des faillites personnelles moins nombreuses dans les portefeuilles de cartes de crédit et de crédit personnel et de l'incidence favorable de la titrisation de créances sur cartes de crédit effectuée au cours du premier trimestre de 2011, en partie contrebalancées par les pertes prévues sur le portefeuille de cartes de crédit MasterCard. La dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances dans le

portefeuille de prêts aux entreprises et aux gouvernements a reculé de 56 M\$, grâce principalement à l'affermissement de nos portefeuilles au Canada et de notre segment de financement immobilier aux États-Unis. La dotation à la provision générale a très peu changé par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, l'incidence de l'augmentation de la provision dans le portefeuille de cartes de crédit MasterCard, en raison de sa stabilisation vers des taux normaux de comptes en souffrance, ayant été contrebalancée en grande partie par davantage de reprises associées aux portefeuilles de prêts aux entreprises et aux gouvernements.

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a fléchi de 15 M\$, ou 7 %, en regard du trimestre précédent. La dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances a quant à elle reculé de 23 M\$, sous l'effet principalement de l'incidence positive de la titrisation de créances sur cartes de crédit susmentionnée et des radiations et des faillites personnelles moins nombreuses dans les portefeuilles de cartes de crédit et de crédit personnel, neutralisées en partie par les pertes prévues sur le portefeuille de cartes de crédit MasterCard, ce dernier se stabilisant vers des taux normaux de comptes en souffrance. La dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances dans le portefeuille de prêts aux entreprises et aux gouvernements a été plus élevée de 7 M\$. La dotation à la provision générale pour pertes sur créances a très peu changé par rapport au trimestre précédent, le montant plus élevé de la provision dans le portefeuille de cartes de crédit ayant été contrebalancé en grande partie par les reprises associées aux portefeuilles de prêts aux entreprises et aux gouvernements et de prêts personnels.

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a fléchi de 272 M\$, ou 40 %, pour le semestre terminé le 30 avril 2011, en regard de la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution de 138 M\$ de la dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances dans les portefeuilles de prêts à la consommation découlait avant tout des radiations et de faillites personnelles moins nombreuses parmi tous les produits, et de l'incidence favorable de la titrisation de créances sur cartes de crédit susmentionnée, en partie contrebalancées par les pertes prévues sur le portefeuille de cartes de crédit MasterCard. La dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances dans le portefeuille de prêts aux entreprises et aux gouvernements a baissé de 115 M\$, grâce principalement à l'affermissement de nos portefeuilles au Canada et du segment de financement immobilier aux États-Unis. La dotation à la provision générale pour pertes sur créances a enregistré une variation positive de 19 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, variation attribuable avant tout à la diminution des provisions dans les portefeuilles de crédit personnel et de cartes de crédit, en partie compensée par les reprises moins élevées dans le portefeuille de prêts aux entreprises et aux gouvernements et par l'établissement d'une provision pour pertes sur créances du portefeuille de cartes de crédit MasterCard.

Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts ont été supérieurs de 116 M\$, ou 7 %, en comparaison du trimestre correspondant de 2010, ce qui s'explique principalement par la hausse des salaires et des avantages sociaux et de charges de retraite, ainsi que celle des honoraires d'administration liés à l'acquisition du portefeuille de cartes de crédit MasterCard. La taxe de vente harmonisée (TVH), qui est entrée en vigueur en Ontario et en Colombie-Britannique le 1^{er} juillet 2010, a également contribué à la progression de diverses catégories de dépenses.

Comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent, les frais autres que d'intérêts ont accusé une baisse de 28 M\$, ou 2 %, principalement en raison d'une chute de la rémunération liée au rendement imputable en partie à la montée des frais de publicité et d'expansion des affaires, des frais d'occupation et des honoraires professionnels.

Les frais autres que d'intérêts pour le semestre terminé le 30 avril 2011 ont grimpé de 190 M\$, ou 6 %, en regard de la période correspondante de 2010, en raison principalement de la montée des salaires et des avantages sociaux et des charges de retraite, ainsi que des honoraires d'administration liés à l'acquisition du portefeuille de cartes de crédit MasterCard. Les résultats de la période considérée ont également été influencés par l'entrée en vigueur de la TVH, dont il est fait mention plus haut. Ces facteurs ont été partiellement neutralisés par le recul des taxes d'affaires et impôts et taxes sur le capital. Les résultats du trimestre précédent comprenaient un règlement avec la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario (CVMO) au sujet de notre participation sur le marché du papier commercial adossé à des créances (PCAC).

Impôts sur les bénéfices

Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, la charge d'impôts sur les bénéfices a été moins élevée de 40 M\$, ou 15 %, du fait essentiellement de la hausse du revenu exonéré d'impôt et de la baisse du taux d'imposition prévu par la loi.

Le recul de 47 M\$, ou 18 %, de la charge d'impôts sur les bénéfices par rapport au trimestre précédent était essentiellement attribuable au fléchissement des revenus.

Pour le semestre terminé le 30 avril 2011, la charge d'impôts sur le bénéfice a été de 58 M\$, ou 11 %, moins importante qu'à la période correspondante de 2010. Les résultats de la période considérée ont été avantagés par le redressement du revenu exonéré d'impôt et le recul du taux d'imposition prévu par la loi. Les résultats de la période correspondante de l'exercice précédent comprenaient une baisse de valeur des actifs d'impôts futurs de 25 M\$ résultant de l'adoption par l'Ontario de taux d'imposition des sociétés réduits.

À la fin du trimestre, notre actif d'impôts futurs atteignait 418 M\$, déduction faite d'une provision pour moins-value de 63 M\$ (67 M\$ US). L'actif d'impôts futurs comprend des reports en avant de pertes fiscales canadiennes autres qu'en capital totalisant 69 M\$ qui

viennent à échéance dans 18 ans, un montant de 54 M\$ lié aux reports en avant de pertes fiscales canadiennes en capital n'ayant pas de date d'échéance et un montant de 196 M\$ lié à nos activités américaines. Les normes comptables exigent qu'une provision pour moins-value soit établie lorsqu'il est plus probable qu'improbable que la totalité ou qu'une partie de l'actif d'impôts futurs ne sera pas réalisée avant son échéance. Bien que la réalisation ne soit pas assurée, nous sommes d'avis, d'après toutes les informations dont nous disposons, qu'il est plus probable qu'improbable que la totalité de l'actif d'impôts futurs, déduction faite de la provision pour moins-value, sera réalisée.

Au cours des exercices précédents, l'Agence du revenu du Canada (ARC) a émis des nouvelles cotisations dans lesquelles elle refuse la déduction de paiements d'environ 3,0 G\$ se rapportant au règlement lié à Enron en 2005 et aux frais juridiques connexes. En 2010, nous avons déposé un avis d'opposition devant la Cour canadienne de l'impôt. Le 30 septembre 2010 et le 12 novembre 2010, nous avons reçu des réponses du ministère de la Justice confirmant les nouvelles cotisations de l'ARC. L'affaire est maintenant devant les tribunaux. Nous pensons être en mesure de pouvoir défendre au moins le montant de l'économie d'impôts qui a été constaté jusqu'à maintenant. Si nous réussissons à défendre notre position fiscale en entier, nous serions en mesure de constater une économie d'impôts additionnelle de 214 M\$ et un remboursement des intérêts imposables d'environ 171 M\$. Si nous ne réussissons pas, une charge d'impôts additionnelle d'environ 862 M\$ et des intérêts non déductibles d'environ 123 M\$ nous incomberont.

Change

L'incidence de la conversion du dollar américain sur l'état des résultats consolidé intermédiaire s'estime comme suit :

	Pour les trois mois terminés le		Pour les six mois terminés le
	30 avril 2011 c.	30 avril 2011 c.	30 avril 2011 c.
En millions de dollars	30 avril 2010	31 janvier 2011	30 avril 2010
Diminution estimative des éléments suivants :			
Total des revenus	(21) \$	(15) \$	(39) \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	(1)	(1)	(2)
Frais autres que d'intérêts	(11)	(7)	(19)
Impôts sur les bénéfices et participations ne donnant pas le contrôle	(1)	(1)	(3)
Bénéfice net	(8)	(6)	(15)
Appréciation moyenne – \$ CA c. \$ US	6 %	4 %	6 %

Nos résultats pour les périodes précédentes ont été touchés par les éléments suivants :

Premier trimestre de 2011

- € une perte de 68 M\$ (49 M\$ après impôts) liée aux activités de crédit structuré en voie de liquidation;
- un gain de 43 M\$ (37 M\$ après impôts) à la vente de la division Services aux émetteurs de la Compagnie Trust CIBC Mellon.

Deuxième trimestre de 2010

- Un gain de 58 M\$ (40 M\$ après impôts) lié aux activités de crédit structuré en voie de liquidation;
- une reprise de frais d'intérêts de 30 M\$ (17 M\$ après impôts) liée au règlement favorable de vérifications fiscales relatives à des exercices antérieurs.

Premier trimestre de 2010

- € Un gain de 25 M\$ (17 M\$ après impôts) lié aux activités de crédit structuré en voie de liquidation;
- € une baisse de valeur de nos actifs d'impôts futurs de 25 M\$ résultant de l'adoption par l'Ontario de taux d'imposition des sociétés réduits;
- une incidence négative de 17 M\$ (12 M\$ après impôts) de la variation des écarts de taux sur l'évaluation à la valeur de marché du portefeuille de dérivés de crédit de nos programmes de couverture des prêts aux entreprises.

Événement important

Vente de la division Services aux émetteurs de la Compagnie Trust CIBC Mellon

Avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2010, la Compagnie Trust CIBC Mellon, coentreprise à parts égales entre la CIBC et The Bank of New York Mellon, a vendu ses activités de services aux émetteurs (transfert de titres et régimes d'achat d'actions des employés). Par suite de la vente, la Banque CIBC a comptabilisé au premier trimestre de 2011 un gain après impôts de 37 M\$, déduction faite des récupérations estimatives et des rajustements postérieurs à la clôture qui seront réglés à compter du 1^{er} novembre 2011. Les résultats des activités de services aux émetteurs de la Compagnie Trust CIBC Mellon ont été comptabilisés dans le segment Siège social et autres et ses résultats d'exploitation ne sont pas jugés importants pour les résultats consolidés de la Banque CIBC.

Perspectives pour 2011

L'économie canadienne et l'économie américaine devraient poursuivre leur remontée graduelle en 2011. La hausse du prix du pétrole et les réductions de dépenses mises en œuvre en avril 2011 ont freiné la croissance, de sorte que nous avons revu à la baisse d'un demi-point de pourcentage nos prévisions pour les États-Unis, qui ont été ramenées à 2,5 %. L'économie canadienne ayant amorcé l'année en force, nous avons fait passer nos prévisions de croissance à 2,8 %, soit légèrement en hausse, ce qui s'explique par la fermeté des prix des marchandises dans le secteur des ressources, mais également par la possibilité que la vigueur du dollar canadien ralentisse la reprise. Au

pays, il est prévu que les dépenses en immobilisations des entreprises augmenteront sensiblement, mais que la construction d'habitations et les dépenses des gouvernements progresseront plus lentement. Étant donné l'absence de risques d'inflation de base et la solidité du dollar canadien, les taux d'intérêt ne devraient augmenter que graduellement jusqu'à la fin de l'année, d'où une croissance plus modérée de la demande des consommateurs et de la demande d'habitations.

Marchés de détail CIBC devrait devoir composer avec un ralentissement de la demande de prêts hypothécaires et de crédit aux ménages ainsi qu'avec une modeste reprise de la demande de crédit aux entreprises. Les répercussions tardives de la récession sur la qualité du crédit continueront de s'estomper, permettant une amélioration des comptes en souffrance et une diminution des faillites personnelles. La demande de produits d'investissement devrait être stimulée lorsque la confiance s'améliorera.

Les services bancaires de gros devraient tirer profit d'un bon rythme d'émission d'actions et d'obligations, car les gouvernements demeurent d'importants emprunteurs et les entreprises profitent de la vigueur des marchés financiers. Les activités de fusions et acquisitions pourraient s'accroître à mesure que la confiance revient. On prévoit que la demande de crédit aux grandes entreprises sera soutenue par la croissance des dépenses en capital, bien que le marché de la dette publique et les flux de trésorerie internes représentent une option concurrentielle de financement. Le financement immobilier aux États-Unis pourrait demeurer au ralenti en raison d'un surplus de propriétés vacantes. Les taux de défaillance des entreprises pourraient être contenus, alors que nous nous éloignons de la récession.

Revue de l'information financière trimestrielle

En millions de dollars, sauf les données sur les actions, pour les trois mois terminés le	2011		2010				2009	
	30 avril	31 janvier	31 octobre	31 juillet	30 avril	31 janvier	31 octobre	31 juillet
Revenus								
Marchés de détail CIBC	2 452 \$	2 536 \$	2 480 \$	2 472 \$	2 334 \$	2 402 \$	2 356 \$	2 318 \$
Services bancaires de gros	393	471	238	315	548	613	503	552
Siège social et autres	44	94	536	62	39	46	29	(13)
Total des revenus	2 889	3 101	3 254	2 849	2 921	3 061	2 888	2 857
Dotation à la provision pour pertes sur créances	194	209	150	221	316	359	424	547
Frais autres que d'intérêts	1 794	1 822	1 860	1 741	1 678	1 748	1 669	1 699
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et participations ne donnant pas le contrôle	901	1 070	1 244	887	927	954	795	611
Charges d'impôts sur les bénéfices	221	268	742	244	261	286	145	172
Participations ne donnant pas le contrôle	2	3	2	3	6	16	6	5
Bénéfice net	678 \$	799 \$	500 \$	640 \$	660 \$	652 \$	644 \$	434 \$
Bénéfice par action								
– de base	1,61 \$	1,92 \$	1,17 \$	1,54 \$	1,60 \$	1,59 \$	1,57 \$	1,02 \$
– dilué	1,60 \$	1,92 \$	1,17 \$	1,53 \$	1,59 \$	1,58 \$	1,56 \$	1,02 \$

Les facteurs saisonniers ont eu une incidence modérée sur nos résultats trimestriels. Le premier trimestre est généralement caractérisé par une hausse des achats par carte de crédit pendant la période des Fêtes. Le deuxième trimestre compte moins de jours comparativement aux autres trimestres, ce qui engendre une diminution du bénéfice. Pendant les mois d'été (juillet – troisième trimestre et août – quatrième trimestre), les niveaux d'activité sur les marchés financiers sont généralement à la baisse, ce qui a une incidence sur nos activités de courtage, de gestion de placements et de services bancaires de gros.

La progression des revenus de Marchés de détail CIBC à compter du troisième trimestre de 2009 reflétait principalement la croissance des volumes, qui a en quelque sorte été annulée par le rétrécissement des marges. L'acquisition du portefeuille de cartes de crédit MasterCard en septembre 2010 a amélioré les revenus à compter du quatrième trimestre de 2010. La conjoncture des marchés financiers influe considérablement sur les revenus des services bancaires de gros. Au cours du deuxième semestre

de 2010 et au premier semestre de 2011, les revenus des services bancaires de gros ont été touchés négativement par les pertes découlant des activités de crédit structuré en voie de liquidation. Les revenus du segment Siège social et autres englobaient des gains de change sur les activités de rapatriement de capitaux réalisés au quatrième trimestre de 2010. Le gain à la vente de la division Services aux émetteurs de la Compagnie Trust CIBC Mellon a été constaté dans les résultats du premier trimestre de 2011.

La dotation à la provision pour pertes sur créances est fonction du cycle de crédit en général et du rendement du crédit dans les portefeuilles de prêts. Les provisions liées au crédit de détail ont augmenté au troisième trimestre de 2009, surtout en raison de la hausse des pertes des portefeuilles de cartes de crédit et de crédit personnel. Cette situation découlait de la croissance des volumes de même que de la détérioration de l'économie dans le secteur des biens de consommation. Les pertes des portefeuilles de cartes de crédit et de crédit personnel ont été moins lourdes en 2010 et en 2011. Le portefeuille de cartes de

crédit MasterCard acquis a commencé à subir des pertes à compter du quatrième trimestre de 2010. Les provisions liées aux services bancaires de gros ont également reculé en 2010 et en 2011, la conjoncture économique s'étant redressée aux États-Unis et en Europe.

Les fluctuations des frais autres que d'intérêts au cours de la période découlaient en grande partie des variations de salaires et d'avantages sociaux, des charges de retraite et de l'entrée en vigueur de la TVH en Ontario et en Colombie-Britannique en juillet 2010.

Les impôts sur les bénéfices fluctuent en fonction des variations du bénéfice assujetti aux impôts et des territoires dans lesquels le bénéfice est gagné. Ils peuvent également subir l'incidence d'éléments importants. Le revenu exonéré

d'impôts a accusé une hausse depuis le quatrième trimestre de 2010. Les résultats du quatrième trimestre de 2010 englobaient une charge d'impôts sur les bénéfices liés aux activités de rapatriement de capitaux et ceux du premier trimestre de 2010, une baisse de valeur d'actifs d'impôts futurs. Les résultats du quatrième trimestre de 2009 comprenaient une économie d'impôts résultant essentiellement de la réévaluation favorable d'actifs d'impôts futurs.

Les résultats du premier trimestre de 2010 incluaient la participation minoritaire liée au gain sur la vente d'un placement aux États-Unis.

MESURES NON CONFORMES AUX PCGR

Nous recourons à différentes mesures financières pour évaluer le rendement de nos unités d'exploitation stratégique. Certaines mesures sont calculées conformément aux PCGR, tandis que d'autres n'ont pas de signification normalisée en vertu des PCGR et ne peuvent donc pas être comparées à des mesures similaires utilisées par d'autres sociétés. Ces mesures non conformes aux PCGR peuvent être utiles aux investisseurs pour l'analyse du rendement financier. Pour plus de renseignements sur nos mesures non conformes aux PCGR, se reporter à la page 42 du Rapport annuel 2010.

Le tableau suivant présente un rapprochement entre les mesures non conformes aux PCGR et les mesures conformes aux PCGR se rapportant à la CIBC consolidée. Les rapprochements des mesures non conformes aux PCGR par unité d'exploitation stratégique sont présentés dans leur section respective.

En millions de dollars, sauf les données sur les actions	Aux dates indiquées ou pour les trois mois terminés le			Aux dates indiquées ou pour les six mois terminés le	
	30 avril 2011	31 janvier 2011	30 avril 2010	30 avril 2011	30 avril 2010
Revenu net d'intérêts	1 528 \$	1 610 \$	1 497 \$	3 138 \$	3 011 \$
Revenu autre que d'intérêts	1 361	1 491	1 424	2 852	2 971
Total des revenus présentés selon les états financiers intermédiaires	2 889	3 101	2 921	5 990	5 982
Rajustement selon la BIE	45	39	8	84	16
Total des revenus (BIE) ¹	A 2 934 \$	3 140 \$	2 929 \$	6 074 \$	5 998 \$
Revenus de négociation	91 \$	139 \$	225 \$	230 \$	604 \$
Rajustement selon la BIE	44	39	7	83	14
Revenus de négociation (BIE) ¹	135 \$	178 \$	232 \$	313 \$	618 \$
Frais autres que d'intérêts présentés selon les états financiers intermédiaires	1 794 \$	1 822 \$	1 678 \$	3 616 \$	3 426 \$
Moins : amortissement des autres actifs incorporels	9	11	9	20	19
Frais autres que d'intérêts – comptabilité de caisse ¹	B 1 785 \$	1 811 \$	1 669 \$	3 596 \$	3 407 \$
Bénéfice net applicable aux actions ordinaires	636 \$	757 \$	617 \$	1 393 \$	1 227 \$
Ajouter : effet après impôts de l'amortissement des autres actifs incorporels	7	9	7	16	15
Bénéfice net attribuable aux actions ordinaires – comptabilité de caisse ¹	C 643 \$	766 \$	624 \$	1 409 \$	1 242 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires de base (en milliers)	D 395 373	393 193	386 865	394 265	385 634
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires dilué (en milliers)	E 396 394	394 195	387 865	395 276	386 713
Coefficient d'efficacité – comptabilité de caisse (BIE) ¹	B/A 60,8 %	57,7 %	57,0 %	59,2 %	56,8 %
Bénéfice de base par action – comptabilité de caisse ¹	C/D 1,63 \$	1,95 \$	1,61 \$	3,57 \$	3,22 \$
Bénéfice dilué par action – comptabilité de caisse ¹	C/E 1,62 \$	1,94 \$	1,61 \$	3,56 \$	3,21 \$

1) Mesures non conformes aux PCGR.

Vue d'ensemble des unités d'exploitation stratégique

La Banque CIBC compte deux unités d'exploitation stratégique : Marchés de détail CIBC et services bancaires de gros. Ces unités d'exploitation stratégique bénéficient du soutien de six groupes fonctionnels, à savoir Technologie et opérations, Expansion de l'entreprise, Finance, Trésorerie, Administration et Gestion du risque. Les activités de ces groupes fonctionnels sont intégrées au groupe Siège social et autres, et leurs revenus, leurs frais et leurs ressources au bilan sont habituellement répartis entre les unités d'exploitation stratégique.

Depuis le premier trimestre de 2011, la dotation à la provision générale pour pertes sur créances liées à FirstCaribbean a été intégrée au groupe Siège social et autres. Elle était auparavant comptabilisée dans Marchés de détail CIBC. Les informations des exercices précédents ont été retraitées.

Mis à part le changement susmentionné, les principales méthodes et hypothèses utilisées pour établir les résultats financiers de nos unités d'exploitation stratégique n'ont pas changé depuis le 31 octobre 2010. La direction les examine régulièrement pour s'assurer qu'elles continuent d'être valides. Pour plus de précisions, voir la page 43 du Rapport annuel 2010.

Nouvelle structure organisationnelle

Le 28 mars 2011, nous avons annoncé une modification à la structure organisationnelle qui sépare la direction de Gestion des avoirs CIBC et de FirstCaribbean de celle de Marchés de détail CIBC. La façon de présenter les résultats de nos unités d'exploitation stratégique n'a pas été changée au cours du trimestre considéré puisque nous mettons actuellement au point la structure de présentation future de nos secteurs d'activité, ce qui pourrait avoir une incidence

sur la répartition de certains montants de revenus et de frais entre les unités d'exploitation stratégique. Nous prévoyons commencer à présenter l'information selon le mode révisé à compter du troisième trimestre de 2011.

MARCHÉS DE DÉTAIL CIBC

Marchés de détail CIBC englobe les services bancaires personnels, les services bancaires aux entreprises et les activités de gestion des avoirs de la CIBC. Nous offrons une gamme complète de produits, de services et de conseils financiers à presque 11 millions de particuliers et de clients des services bancaires aux entreprises et de gestion des avoirs au Canada et dans les Caraïbes, ainsi que des services de gestion de placements à des clients de détail et à des clients institutionnels à Hong Kong, à Singapour et dans les Caraïbes.

Résultats¹

En millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les six mois terminés le	
	30 avril 2011	31 janvier 2011	30 avril 2010 ²	30 avril 2011	30 avril 2010 ²
Revenus					
Services bancaires personnels	1 614 \$	1 682 \$	1 554 \$	3 296 \$	3 155 \$
Services bancaires aux entreprises	337	348	324	685	655
Gestion des avoirs	397	393	345	790	691
FirstCaribbean	116	129	165	245	322
Divers	(12)	(16)	(54)	(28)	(87)
Total des revenus (a)	2 452	2 536	2 334	4 988	4 736
Dotation à la provision pour pertes sur créances	279	275	333	554	700
Frais autres que d'intérêts (b)	1 419	1 413	1 330	2 832	2 644
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et participations ne donnant pas le contrôle	754	848	671	1 602	1 392
Charges d'impôts sur les bénéfices	199	218	179	417	368
Participations ne donnant pas le contrôle	2	3	5	5	10
Bénéfice net (c)	553 \$	627 \$	487 \$	1 180 \$	1 014 \$
Coefficient d'efficacité (b/a)	57,9 %	55,7 %	57,0 %	56,8 %	55,8 %
Amortissement des autres actifs incorporels (d)	8 \$	9 \$	7 \$	17 \$	14 \$
Coefficient d'efficacité (comptabilité de caisse) ³ ((b-d)/a)	57,5 %	55,4 %	56,7 %	56,4 %	55,5 %
Rendement des capitaux propres ³	41,8 %	46,2 %	38,3 %	44,0 %	40,2 %
Montant au titre du capital économique ³ (e)	(177) \$	(183) \$	(176) \$	(360) \$	(349) \$
Bénéfice économique ³ (c+e)	376 \$	444 \$	311 \$	820 \$	665 \$
Équivalents temps plein	28 889	29 097	28 944	28 889	28 944

1) Pour de l'information sectorielle additionnelle, se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires.

2) Certaines informations de périodes antérieures ont été retraitées pour les rendre conformes à la présentation de la période considérée.

3) Pour plus de précisions, voir la section Mesures non conformes aux PCGR.

Aperçu financier

Le bénéfice net du trimestre s'est établi à 553 M\$, en hausse de 66 M\$, ou 14 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. La progression de 5 % des revenus découlait de la solide croissance des volumes dans les secteurs d'activité incluant l'incidence de l'acquisition du portefeuille de cartes de crédit MasterCard au quatrième trimestre de 2010, de l'augmentation des honoraires et des commissions et des revenus de trésorerie répartis, contrebalancées en partie par des revenus inférieurs de FirstCaribbean et par le resserrement des marges. La dotation à la provision pour pertes sur créances a fléchi de 16 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, alors que les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 7 %.

Le bénéfice net a reculé de 74 M\$, ou 12 %, comparativement au trimestre précédent, les revenus ayant diminué de 3 % étant donné que le trimestre comptait trois jours de moins et que les revenus de FirstCaribbean ont été inférieurs. Les frais autres que d'intérêts étaient comparables à ceux du trimestre précédent.

Le bénéfice net pour le semestre terminé le 30 avril 2011 s'est fixé à 1 180 M\$, en hausse de 166 M\$, ou 16 %,

par rapport à la période correspondante de 2010. La progression de 5 % des revenus découlait de la croissance des volumes dans les secteurs d'activité incluant l'incidence de l'acquisition du portefeuille de cartes de crédit MasterCard, de l'augmentation des honoraires et des commissions et des revenus de trésorerie répartis, contrebalancées en partie par l'incidence des revenus inférieurs de FirstCaribbean et le resserrement des marges. La dotation à la provision pour pertes sur créances a fléchi de 21 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, alors que les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 7 %.

Revenus

Les revenus se sont appréciés de 118 M\$, ou 5 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les revenus de Services bancaires personnels ont connu une hausse de 60 M\$, ou 4 %, principalement sous l'effet de l'amélioration solide des volumes pour la plupart des produits, incluant l'incidence de l'acquisition du portefeuille de cartes de crédit MasterCard et l'augmentation des honoraires, en partie neutralisées par le resserrement des marges sur les produits de prêts.

Les revenus des Services bancaires aux entreprises ont grimpé de 13 M\$, ou 4 %, en raison surtout de l'amélioration marquée des volumes pour la plupart des produits, en partie atténuée par le rétrécissement des marges.

Les revenus de Gestion des avoirs ont progressé de 52 M\$, ou 15 %, principalement par suite de l'appréciation de la valeur des actifs et de l'augmentation des volumes de négociation attribuables aux conditions de marché.

Les revenus de FirstCaribbean ont reculé de 49 M\$, ou 30 %, à cause surtout de la baisse des gains réalisés sur la vente de valeurs disponibles à la vente et de l'incidence du raffermissement du dollar canadien. En outre, les résultats du trimestre considéré comprenaient une perte de change, comparativement à un gain au même trimestre il y a un an, sur des dépôts de clients qui n'étaient pas admissibles aux couvertures de change de valeurs disponibles à la vente.

Les revenus du segment Divers se sont accrus de 42 M\$, principalement grâce à la progression des revenus de trésorerie répartis.

Les revenus ont diminué de 84 M\$ en regard du trimestre précédent.

Les revenus de Services bancaires personnels ont chuté de 68 M\$, surtout en raison du fait que le trimestre comptait trois jours de moins.

Les revenus des Services bancaires aux entreprises ont décliné de 11 M\$, surtout en raison du fait que le trimestre comptait trois jours de moins.

Gestion des avoirs a vu ses revenus grimper de 4 M\$.

Les revenus de FirstCaribbean ont reculé de 13 M\$, à cause surtout des pertes de change sur des dépôts de clients susmentionnés, du raffermissement du dollar canadien et du fait que le trimestre comptait trois jours de moins.

Les revenus du segment Divers se sont accrus de 4 M\$, essentiellement grâce à la progression des revenus de trésorerie répartis.

Pour le semestre terminé le 30 avril 2011, les revenus ont augmenté de 252 M\$, ou 5 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Les revenus de Services bancaires personnels ont affiché une hausse de 141 M\$, ou 4 %, principalement sous l'effet de l'amélioration solide des volumes pour la plupart des produits, incluant l'incidence de l'acquisition du portefeuille de cartes de crédit MasterCard et l'augmentation des revenus tirés des frais, en partie neutralisées par le resserrement des marges.

Les revenus des Services bancaires aux entreprises ont grimpé de 30 M\$, ou 5 %, en raison surtout de l'amélioration marquée des volumes pour la plupart des produits, en partie atténuée par le rétrécissement des marges.

Les revenus de Gestion des avoirs ont progressé de 99 M\$, ou 14 %, principalement par suite de l'appréciation

de la valeur des actifs et de l'augmentation des volumes de négociation attribuables aux conditions de marché.

Les revenus de FirstCaribbean ont reculé de 77 M\$, ou 24 %, à cause surtout de la baisse des gains réalisés sur la vente de valeurs disponibles à la vente, des pertes de change sur des dépôts de clients susmentionnés et de l'incidence du raffermissement du dollar canadien.

Les revenus du segment Divers se sont accrus de 59 M\$, essentiellement grâce à la progression des revenus de trésorerie répartis.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 54 M\$, ou 16 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, ce qui s'explique par des radiations et des faillites moins nombreuses dans les portefeuilles de cartes de crédit et de crédit personnel et par des provisions moins élevées dans le portefeuille Groupe entreprises, en partie contrebalancées par des radiations dans le portefeuille de cartes de crédit MasterCard.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 4 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. L'amélioration constante des radiations et des faillites dans les portefeuilles de cartes de crédit et de crédit personnel a été plus que compensée par les augmentations prévues dans le portefeuille de cartes de crédit MasterCard, le portefeuille se stabilisant vers des taux normaux de comptes en souffrance.

La dotation à la provision pour pertes sur créances pour le semestre terminé le 30 avril 2011 a chuté de 146 M\$, ou 21 %, ce qui reflète principalement des radiations et des faillites moins nombreuses parmi tous les produits, en partie contrebalancées par des pertes dans le portefeuille de cartes de crédit MasterCard.

Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts ont été supérieurs de 89 M\$, ou 7 %, si on les compare au trimestre correspondant de 2010, en raison surtout de la hausse des charges de retraite, de la rémunération liée au rendement, de l'entrée en vigueur de la TVH, des honoraires d'administration liés au portefeuille de cartes de crédit MasterCard et des coûts de soutien au siège social.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 6 M\$ par rapport au trimestre précédent.

Pour le semestre terminé le 30 avril 2011, les frais autres que d'intérêts ont été supérieurs de 188 M\$, ou 7 %, en comparaison de la période correspondante de l'exercice précédent, en raison surtout de la hausse des charges de retraite, de la rémunération liée au rendement, des coûts de soutien au siège social, des honoraires d'administration liés au portefeuille de cartes de crédit MasterCard et de l'entrée en vigueur de la TVH.

Impôts sur les bénéfices

Les impôts sur les bénéfices ont augmenté de 20 M\$ en regard du trimestre correspondant de l'exercice précédent, principalement en raison d'une augmentation des revenus, annulée en partie par une baisse du taux d'imposition prévu par la loi au Canada.

Les impôts sur les bénéfices ont diminué de 19 M\$ par rapport au trimestre précédent, par suite essentiellement d'une diminution du bénéfice.

Les impôts sur les bénéfices ont augmenté de 49 M\$ pour le semestre terminé le 30 avril 2011, principalement en raison d'une augmentation des revenus, annulée en partie par une baisse du taux d'imposition prévu par la loi au Canada.

SERVICES BANCAIRES DE GROS

Les **services bancaires de gros** offrent un large éventail de produits de crédit, de produits des marchés financiers, des services bancaires d'investissement, des services de Banque d'affaires et des services de recherche aux gouvernements, aux clients institutionnels, aux grandes entreprises et aux particuliers au Canada et sur les principaux marchés dans le monde.

Résultats¹

En millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les six mois terminés le	
	30 avril 2011	31 janvier 2011	30 avril 2010	30 avril 2011	30 avril 2010
Revenus (BIE) ²					
Marchés financiers	301 \$	304 \$	275 \$	605 \$	552 \$
Services financiers aux entreprises et Banque d'investissement	151	196	132	347	344
Divers	(14)	10	149	(4)	281
Total des revenus (BIE) ² (a)	438	510	556	948	1 177
Rajustement selon la BIE	45	39	8	84	16
Total des revenus (b)	393	471	548	864	1 161
Dotation à (reprise sur) la provision pour pertes sur créances	1	(2)	27	(1)	51
Frais autres que d'intérêts (c)	271	303	244	574	562
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et participations ne donnant pas le contrôle	121	170	277	291	548
Charge d'impôts sur les bénéfices	9	34	87	43	163
Participations ne donnant pas le contrôle	-	-	1	-	12
Bénéfice net (d)	112 \$	136 \$	189 \$	248 \$	373 \$
Coefficient d'efficacité (c/b)	69,0 %	64,3 %	44,5 %	66,4 %	48,4 %
Amortissement des autres actifs incorporels (e)	- \$	- \$	- \$	- \$	1 \$
Coefficient d'efficacité – comptabilité de caisse (BIE) ² ((c-e)/a)	62,0 %	59,3 %	43,9 %	60,6 %	47,7 %
Rendement des capitaux propres ²	25,8 %	29,1 %	43,3 %	27,5 %	39,2 %
Montant au titre du capital économique ² (f)	(57) \$	(62) \$	(61) \$	(119) \$	(132) \$
Bénéfice économique ² (d+f)	55 \$	74 \$	128 \$	129 \$	241 \$
Équivalents temps plein	1 144	1 149	1 068	1 144	1 068

1) Pour de l'information sectorielle additionnelle, se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires.

2) Pour plus de précisions, voir la section Mesures non conformes aux PCGR.

Aperçu financier

Le bénéfice net pour le trimestre s'est établi à 112 M\$, en baisse de 77 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, compte tenu surtout des pertes enregistrées par les activités de crédit structuré en voie de liquidation, comparativement à des gains réalisés au cours du trimestre correspondant de l'exercice précédent, en partie contrebalancées par la croissance des revenus de Marchés financiers, des Services financiers aux entreprises et de Banque d'investissement.

La diminution de 24 M\$ du bénéfice net en regard du trimestre précédent résulte surtout de la baisse des revenus des Services financiers aux entreprises et de Banque d'investissement ainsi que des frais liés aux rajustements de l'évaluation du crédit (REC) découlant de l'exposition au risque de crédit des contreparties aux produits dérivés, autres que les garants financiers, neutralisée en partie par des frais autres que d'intérêts moins élevés. Les REC du trimestre précédent ont fait l'objet de reprises correspondantes.

Le bénéfice net pour le semestre terminé le 30 avril 2011 a été de 248 M\$, comparativement à 373 M\$ à la période correspondante en 2010, ce qui traduit essentiellement des pertes enregistrées par les activités de crédit structuré en voie de liquidation, contre des gains réalisés au cours de la période correspondante de l'exercice précédent, en partie contrebalancées par la croissance des revenus de Marchés financiers et moins de pertes sur créances. Les résultats de l'exercice précédent comprenaient une reprise des frais d'intérêts liés à de nouvelles cotisations d'impôt.

Revenus (BIE)²

Les revenus ont reculé de 118 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les revenus de Marchés financiers se sont accrus de 26 M\$, en raison surtout des revenus plus élevés tirés de l'émission et de la vente d'actions, et des dérivés mondiaux, en partie contrebalancés par des revenus moins élevés tirés des titres à revenu fixe.

L'augmentation de 19 M\$ des revenus de Services financiers aux entreprises et de Banque d'investissement résulte surtout de revenus plus élevés provenant du financement d'entreprises et de l'émission d'actions, en partie compensés par des baisses de valeur du portefeuille de base de Banque d'affaires et des revenus moins élevés tirés des activités de financement immobilier aux États-Unis.

Les revenus du segment Divers ont régressé de 163 M\$, compte tenu surtout des pertes subies dans les activités de crédit structuré en voie de liquidation, alors que des gains avaient été constatés au même trimestre de l'exercice précédent. Les résultats du trimestre de l'exercice précédent comprenaient une reprise des frais d'intérêts liés à de nouvelles cotisations d'impôt.

Les revenus ont diminué de 72 M\$ en regard du trimestre précédent.

Les revenus de Marchés financiers ont diminué de 3 M\$, essentiellement à cause des revenus moins élevés tirés de l'émission d'actions.

Le repli de 45 M\$ des revenus de Services financiers aux entreprises et de Banque d'investissement résulte surtout de la diminution des honoraires de consultation et des gains plus faibles du portefeuille de base de Banque d'affaires.

Les revenus du segment Divers ont chuté de 24 M\$ en raison des frais liés aux REC engagés pour des contreparties aux produits dérivés, autres que les garants financiers au cours du trimestre considéré, comparativement à des reprises au cours du trimestre précédent, ainsi que des gains moins élevés dans le portefeuille inactif de Banque d'affaires, en partie compensés par des baisses de valeur moins importantes liées à l'évaluation à la valeur de marché des couvertures de prêts aux entreprises.

Pour le semestre terminé le 30 avril 2011, les revenus ont diminué de 229 M\$ en regard de la même période en 2010.

Les revenus de Marchés financiers se sont accrus de 53 M\$, en raison surtout des revenus plus élevés tirés de la vente et de l'émission d'actions, et des dérivés mondiaux, en partie contrebalancés par des revenus moins élevés tirés des titres à revenu fixe.

L'augmentation de 3 M\$ des revenus de Services financiers aux entreprises et de Banque d'investissement résulte surtout de revenus plus élevés provenant du financement d'entreprises, de l'émission d'actions et des honoraires de consultation, en partie compensés par des baisses de valeur du portefeuille de base de Banque d'affaires et des revenus moins élevés tirés des activités de financement immobilier aux États-Unis.

Les revenus du segment Divers ont connu une baisse de 285 M\$ en raison essentiellement des pertes sur les activités de crédit en voie de liquidation, comparativement à des gains au cours de la période correspondante de l'exercice précédent, ainsi que des gains moins élevés dans

le portefeuille inactif de Banque d'affaires. Les résultats de la période correspondante de l'exercice précédent comprenaient une reprise des frais d'intérêts liés à de nouvelles cotisations d'impôt.

Dotation à (reprise sur) la provision pour pertes sur créances

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 26 M\$ par rapport à celle du trimestre correspondant de l'exercice précédent, ce qui s'explique surtout par des pertes sur créances moins élevées dans le portefeuille de financement immobilier aux États-Unis, compte tenu de la stabilisation relative du marché immobilier commercial américain.

La reprise sur la provision pour pertes sur créances s'est élevée à 1 M\$ pour le semestre terminé le 30 avril 2011 en comparaison d'une dotation à la provision pour pertes sur créances de 51 M\$ pour la même période en 2010, traduisant des pertes sur créances moins élevées dans le portefeuille de financement immobilier aux États-Unis, compte tenu de la stabilisation relative du marché immobilier commercial américain.

Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 27 M\$, ou 11 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison principalement d'une hausse de la rémunération liée au rendement et des salaires.

Les frais autres que d'intérêts ont diminué de 32 M\$, ou 11 %, par rapport au trimestre précédent, en raison principalement d'une baisse de la rémunération liée au rendement.

Les frais autres que d'intérêts pour le semestre terminé le 30 avril 2011 ont augmenté de 12 M\$ par rapport à la période correspondante de 2010, en raison essentiellement de la montée de la rémunération liée au rendement, des salaires et des frais de communications, contrebalancée en partie par le règlement relatif au PCAC au cours de la période correspondante de l'exercice précédent.

Impôts sur les bénéfices

La charge d'impôts sur les bénéfices a diminué de 78 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, ce qui s'explique avant tout par l'incidence des pertes dans les activités de crédit en voie de liquidation et par le redressement du revenu exonéré d'impôt.

Par rapport au trimestre précédent, le recul de 25 M\$ de la charge d'impôts sur les bénéfices était imputable au fléchissement des revenus.

Pour le semestre terminé le 30 avril 2011, la charge d'impôts sur les bénéfices a diminué de 120 M\$ par rapport à la période correspondante de 2010, ce qui s'explique essentiellement par l'incidence des pertes dans les activités de crédit en voie de liquidation et par le redressement du revenu exonéré d'impôt au cours de la période de l'exercice considéré.

SIÈGE SOCIAL ET AUTRES

Le groupe **Siège social et autres** comprend les six groupes fonctionnels, soit Technologie et opérations, Expansion de l'entreprise, Finance, Trésorerie, Administration ainsi que Gestion du risque, qui soutiennent les unités d'exploitation stratégique de la CIBC. Ce groupe comprend également les coentreprises CIBC Mellon ainsi que d'autres postes de l'état des résultats et du bilan, dont la provision générale, qui ne sont pas directement attribuables aux secteurs d'activité. L'incidence de la titrisation revient au groupe Siège social et autres. La portion restante des revenus et des frais est généralement répartie entre les unités d'exploitation stratégique.

Résultats¹

En millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les six mois terminés le	
	30 avril 2011	31 janvier 2011	30 avril 2010 ²	30 avril 2011	30 avril 2010 ²
Total des revenus	44 \$	94 \$	39 \$	138 \$	85 \$
Reprise de la provision pour pertes sur créances	(86)	(64)	(44)	(150)	(76)
Frais autres que d'intérêts	104	106	104	210	220
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices	26	52	(21)	78	(59)
Charge (économie) d'impôts sur les bénéfices	13	16	(5)	29	16
Bénéfice net (perte nette)	13 \$	36 \$	(16) \$	49 \$	(75) \$
Équivalents temps plein	11 895	11 832	12 006	11 895	12 006

1) Pour de l'information sectorielle additionnelle, se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires.

2) Certaines informations de périodes antérieures ont été retraitées pour les rendre conformes à la présentation de la période considérée.

Aperçu financier

Le bénéfice net du trimestre s'est établi à 13 M\$, contre une perte nette de 16 M\$ pour le trimestre correspondant il y a un an, en raison surtout de l'amélioration des revenus de trésorerie non répartis. L'incidence favorable de la reprise sur la provision pour pertes sur créances sur les soldes de cartes de crédit titrisés a été compensée par un recul des revenus tirés des activités de titrisation sur la trésorerie.

Le bénéfice net du trimestre a subi une baisse de 23 M\$ par rapport au trimestre précédent, principalement attribuable au gain à la vente de la division Services aux émetteurs de la Compagnie Trust CIBC Mellon au cours du trimestre précédent et à la diminution du revenu d'intérêts sur les nouvelles cotisations d'impôt. L'incidence favorable de la reprise sur la provision pour pertes sur créances sur les soldes de cartes de crédit titrisés a été en partie compensée par un recul des revenus tirés des activités de titrisation sur la trésorerie.

Pour le semestre terminé le 30 avril 2011, le bénéfice net s'est établi à 49 M\$, comparativement à une perte nette de 75 M\$ en regard de la même période en 2010, en raison surtout de l'amélioration des revenus de trésorerie non répartis, du gain à la vente de la division Services aux émetteurs de la Compagnie Trust CIBC Mellon, de l'augmentation du revenu d'intérêts sur les nouvelles cotisations d'impôt, du recul de la dotation à la provision pour pertes sur créances de la provision générale et d'une baisse de valeur d'actifs d'impôts futurs moins élevée. En outre, l'incidence favorable de la reprise sur la provision pour pertes sur créances sur les soldes de cartes de crédit titrisés a été compensée par un recul des revenus tirés des activités de titrisation sur la trésorerie.

Revenus

Les revenus ont augmenté de 5 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les revenus ont diminué de 50 M\$ en regard du trimestre précédent. Le revenu d'intérêts sur les nouvelles cotisations d'impôt a été inférieur au trimestre considéré. Le gain à la vente des activités de services aux émetteurs de la Compagnie Trust CIBC Mellon a été comptabilisé dans les résultats du trimestre précédent.

Pour le semestre terminé le 30 avril 2011, les revenus ont connu une hausse de 53 M\$ par rapport à la période correspondante de 2010, principalement attribuable au gain à la vente de la division Services aux émetteurs de la Compagnie Trust CIBC Mellon et à la hausse du revenu d'intérêts sur les nouvelles cotisations d'impôt.

Reprise sur la provision pour pertes sur créances

La reprise sur la provision pour pertes sur créances a progressé de 42 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, et de 22 M\$ comparativement au trimestre précédent par suite de la titrisation de créances.

La progression de 74 M\$ de la reprise sur la provision pour pertes sur créances pour le semestre terminé le 30 avril 2011, en regard de la période correspondante de 2010, s'explique par la titrisation de créances. La diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances dans la provision générale est imputable aux portefeuilles de crédit personnel et de cartes de crédit, en partie contrebalancée par des reprises moins élevées dans le portefeuille de prêts aux entreprises et aux gouvernements.

Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts ont diminué de 2 M\$ par rapport au trimestre précédent et de 10 M\$ pour le semestre terminé le 30 avril 2011 en regard de la même période en 2010, principalement à cause d'une diminution des coûts de soutien du siège social non répartis.

Impôts sur les bénéfices

La charge d'impôts sur les bénéfices s'est élevée à 13 M\$, en comparaison d'une économie d'impôts de 5 M\$ au trimestre correspondant il y a un an, en raison surtout de la croissance des revenus au cours du trimestre considéré.

La charge d'impôts sur les bénéfices a reculé de 3 M\$ en regard du trimestre précédent. Le gain à la vente des activités de services aux émetteurs de la Compagnie Trust CIBC Mellon avait un taux d'imposition inférieur au trimestre précédent.

La charge d'impôts sur les bénéfices pour le semestre terminé le 30 avril 2011 s'est accrue de 13 M\$ en comparaison de la même période de 2010, du fait surtout de l'amélioration des bénéfices, en partie neutralisée par une baisse de valeur d'actifs d'impôts futurs moins élevée.

ACTIVITÉS DE CRÉDIT STRUCTURÉ EN VOIE DE LIQUIDATION ET AUTRES ACTIVITÉS CHOISIES

Conformément aux recommandations du Financial Stability Board (auparavant le Financial Stability Forum), cette section donne des précisions sur nos activités de crédit structuré en voie de liquidation et sur d'autres activités choisies de nos activités poursuivies et de nos activités abandonnées auxquelles les investisseurs s'intéressent en raison des caractéristiques du risque et de la conjoncture du marché actuelle. De plus amples renseignements sur les activités se trouvent aux pages 50 et 57 de notre Rapport annuel 2010.

Activités de crédit structuré en voie de liquidation

Résultats (avant impôts)

La perte pour le trimestre s'est établie à 70 M\$ (72 M\$ US), en regard d'un bénéfice de 58 M\$ (59 M\$ US) pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent et d'une perte de 68 M\$ (68 M\$ US) pour le trimestre précédent.

La perte pour le trimestre a surtout découlé d'une réduction des créances liées à la protection souscrite auprès de garants financiers sur les actifs de prêts qui sont comptabilisés au coût après amortissement, attribuable à une amélioration de l'évaluation à la valeur de marché de notre position sous-jacente, aux frais liés au billet à recours limité (émis auprès d'un investisseur tiers en 2008) et aux pertes sur les ventes et cessions réalisées pour réduire nos positions de crédit structuré.

Ces pertes ont été partiellement compensées par les gains sur les positions non couvertes et une diminution des rajustements de l'évaluation du crédit liés aux garants financiers, imputable aux recouvrements liés à l'évaluation à la valeur de marché de certains actifs sous-jacents. Un gain total de 19 M\$ (20 M\$ US) au titre des rajustements

de l'évaluation du crédit à l'égard des garants financiers a été constaté pour le trimestre.

Au cours du trimestre, nos positions nominales ont été réduites de 2,2 G\$ US. Les ventes et les liquidations ont entraîné des réductions notionnelles de 1,3 G\$ US des valeurs, de 24 M\$ US des dérivés de crédit vendus et de 919 M\$ US des dérivés de crédit souscrits. La réalisation de ces opérations a donné lieu à une perte avant impôts totale de 19 M\$ (20 M\$ US).

Après la fin du trimestre, nous avons vendu certaines positions en valeurs mobilières, résilié des protections non appariées souscrites auprès de garants financiers et conclu un accord de principe visant la vente de l'équivalent de la valeur résiduelle des positions sur le marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation couvertes par le billet à recours limité. Ces opérations ont donné lieu à un gain avant impôts de 24 M\$ (25 M\$ US) et à des exigences sur les fonds propres moins élevées, ce qui a eu une incidence positive nette sur notre ratio des fonds propres de première catégorie d'environ 9 points de base. Ces éléments seront constatés au troisième trimestre de 2011.

Sommaire de nos positions

Voici un sommaire de nos positions dans les activités de crédit structuré en voie de liquidation :

En millions de dollars US, au 30 avril 2011	Placements et prêts ¹				Dérivés de crédit vendus et facilités de trésorerie et de crédit		Protection de crédit souscrite auprès de :			
	Montant nominal de référence	Juste valeur des valeurs du compte de négociation et des valeurs disponibles à la vente	Juste valeur des valeurs mobilières classées comme prêts	Valeur comptable des valeurs mobilières classées comme prêts	Montant nominal de référence	Juste valeur des dérivés de crédit vendus	Garants financiers		Autres contreparties	
Montant nominal de référence							Juste valeur, déduction faite du REC	Montant nominal de référence	Juste valeur, déduction faite du REC	
Titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation – TAC flux groupés	2 949 \$	213 \$	- \$	- \$	1 692 \$	1 337 \$	- \$	- \$	377 \$	322 \$
TAP flux groupés	5 731	30	5 311	5 314	4 022	140	8 333	236	447	19
Titres d'emprunt d'entreprises	-	-	-	-	7 837	135	-	-	7 841	138
Divers	1 295	531	379	438	862	79	484	75	27	4
Non appariés	-	-	-	-	-	-	2 811	186	-	-
9 975 \$	774 \$	5 690 \$	5 752 \$	14 413 \$	1 691 \$	11 628 \$	497 \$	8 692 \$	483 \$	
31 octobre 2010	12 006 \$	855 \$	7 284 \$	7 428 \$	15 163 \$	1 997 \$	13 102 \$	719 \$	8 469 \$	574 \$

1) Certaines valeurs du compte de négociation d'une juste valeur de 750 M\$ US qui font partie d'une entité à détenteurs de droits variables (EDDV) consolidée sont exclues du tableau ci-dessus, les variations de la juste valeur de ces valeurs sont neutralisées par les variations de la juste valeur des passifs de l'EDDV consolidée. Les billets sur actions et les billets sur le surplus obtenus en contrepartie du rachat de nos contrats liés au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation avec un garant financier d'un montant nominal de référence de 239 M\$ US et d'une valeur comptable de 17 M\$ US sont également exclus du présent tableau.

Titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation – titres adossés à des créances avec flux groupés (TAC flux groupés)

Les positions nettes de titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation, qui comprennent les valeurs du compte de négociation et les dérivés de crédit vendus, totalisaient 568 M\$ US. Une part importante de nos

titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation est liée aux garanties données sur les titres adossés à des créances hypothécaires commerciales (TACHC), lesquelles représentaient un pourcentage assez faible du montant nominal de référence à l'établissement de ces positions. Au 30 avril 2011, environ 90 % de ces positions étaient couvertes par un billet à recours limité entièrement garanti par des espèces (émis en 2008). Ce billet n'est pas présenté dans le tableau ci-dessus. Une tranche d'environ 10 % de ces positions faisait l'objet d'une couverture au moyen d'une protection obtenue auprès d'une importante société américaine de services financiers et d'assurance multinationale diversifiée avec laquelle nous avons conclu des ententes de garantie standard. Aucun des titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation n'était couvert par un garant financier.

Titre adossé à des prêts avec flux groupés

Les TAP flux groupés comprennent des tranches de TAC flux groupés super prioritaires adossés à des blocs diversifiés de prêts américains (70 %) et européens (27 %) à effet de levier garantis prioritaires de qualité inférieure. Au 30 avril 2011, environ 5 % du montant nominal de référence total des tranches de TAP flux groupés avaient une cote équivalente à AAA, les cotes de 58 % d'entre eux étaient équivalentes aux cotes entre AA+ et AA- et le reste, aux cotes entre A+ et A-. Dans le cas des positions couvertes par les garants financiers, en date du 30 avril 2011, les cotes d'environ 13 % des actifs donnés en garantie sous-jacents étaient équivalentes à BB- ou plus, les cotes d'environ 59 % étaient équivalentes aux cotes entre B+ et B-, les cotes d'environ 14 % étaient équivalentes à la cote CCC+ ou moins, et le reste des actifs étaient sans cote. Les TAP flux groupés couverts par les garants financiers ont une durée de vie moyenne pondérée de 3,0 ans et une subordination moyenne de 32 %.

Titres d'emprunt d'entreprises

Les titres d'emprunt d'entreprises comprennent des TAC flux groupés synthétiques super prioritaires qui se rapportent à des indices diversifiés de créances d'entreprises et d'obligations de sociétés. Environ 33 % du total des titres d'emprunt d'entreprises sous-jacents étaient assortis d'une cote équivalente à A- ou plus, 46 % étaient assortis d'une cote équivalente à une cote entre BBB+ et BBB-, 18 % étaient assortis d'une cote équivalente à BB+ ou moins et les autres n'étaient pas cotés. Les titres d'emprunt d'entreprises viennent à échéance au cours des deux à six prochaines années et leur point d'attache initial se situe entre 20 % et 30 %.

Divers

Au 30 avril 2011, nos positions importantes dans le poste Divers comprenaient :

- § des TAC flux groupés d'une valeur nominale de référence de 361 M\$ US comprenant des titres

privilegiés de fiducies donnés en garantie, qui sont des instruments de fonds propres de première catégorie novateurs émis par des banques régionales américaines et des assureurs américains. Ces valeurs classées comme prêts avaient une juste valeur de 253 M\$ US et une valeur comptable de 309 M\$ US;

- § des valeurs du compte de négociation d'un montant nominal de référence de 223 M\$ US d'une juste valeur de 167 M\$ US, et la protection vendue d'une valeur nominale de 442 M\$ US assortie d'une juste valeur de 76 M\$ US sur des billets indexés en fonction de l'inflation et des TAC flux groupés comprenant des portefeuilles de titres d'emprunt d'entreprises à rendement élevé, des titres privilégiés de fiducies et des titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation donnés en garantie, dont une tranche de 54 % était assortie d'une cote équivalente à AA- ou plus, et la tranche restante était assortie d'une cote équivalente à B- ou moins;
- § une valeur du compte de négociation d'un montant nominal de référence et d'une juste valeur de 118 M\$ US, et des titres donnés en garantie comprenant des prêts hypothécaires à l'habitation canadiens assurés en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation*;
- § des titres adossés à des créances mobilières (TACM), classés dans un prêt, d'un montant nominal de référence de 85 M\$ US, d'une juste valeur de 71 M\$ US et d'une valeur comptable de 74 M\$ US;
- § des billets de catégorie A-1 et de catégorie A-2 classés dans les valeurs du compte de négociation, portant intérêt à un taux variable d'une juste valeur de 236 M\$ US et d'un montant nominal de référence de 306 M\$ US, et des billets reflète classés dans les valeurs disponibles à la vente, d'une juste valeur et d'une valeur comptable de 8 M\$ et d'un montant nominal de référence de 83 M\$. Ces billets ont été reçus au départ en échange de notre PCAC non soutenu par des banques en janvier 2009, au moment de la ratification de la restructuration de la Proposition de Montréal;
- § une facilité de financement sur marge inutilisée de 317 M\$ US liée à la restructuration de la Proposition de Montréal;
- § des facilités de trésorerie et de crédit fournies à des fonds multicédants de PCAC de tiers non soutenus par des banques. Des 124 M\$ US sur ces facilités principalement liés à des TAC flux groupés américains, un montant de 34 M\$ US était utilisé.

Non appariés

L'actif sous-jacent de nos positions non appariées comprend des TAC flux groupés synthétiques super prioritaires qui se rapportent à des indices diversifiés de créances d'entreprises et d'obligations de sociétés, un prêt adossé à des créances liées au domaine du cinéma ainsi que des TAP flux groupés.

Protection de crédit souscrite auprès de garants financiers et d'autres contreparties

Le tableau ci-dessous présente le montant nominal de référence et la juste valeur de la protection de crédit souscrite auprès de garants financiers et d'autres contreparties par qualité du crédit de la contrepartie en fonction des notations externes (par Standard & Poor's ou Moody's Investors Service) et les actifs sous-jacents à cette protection. Le tableau ne comprend pas certains prêts productifs et des titres décomposés par tranche dans nos activités courantes, d'un montant nominal de référence total d'environ 62 M\$ US, qui sont en partie directement garantis par les garants financiers ou par des obligations garanties par les garants financiers.

En millions de dollars US, au 30 avril 2011	Montant nominal de référence des actifs sous-jacents					Protection de crédit souscrite auprès de garants financiers et d'autres contreparties			
	TAP flux groupés	Titres d'emprunt d'entreprises	TAC flux groupés – Titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation	Divers	Non appariés	Total du montant nominal de référence	Juste valeur, avant le REC	REC	Juste valeur, déduction faite du REC
Garants financiers¹									
De première qualité	5 051 \$	- \$	- \$	113 \$	210 \$	5 374 \$	449 \$	(77) \$	372 \$
De qualité inférieure	75	-	-	267	2 400	2 742	86	(35)	51
Sans cote	3 207	-	-	104	201	3 512	145	(71)	74
	8 333	-	-	484	2 811	11 628	680	(183)	497
Autres contreparties¹									
De première qualité	447	22	377	27	-	873	345	2	347
Sans cote	-	7 819	-	-	-	7 819	138	(2)	136
	447 \$	7 841 \$	377 \$	27 \$	- \$	8 692 \$	483 \$	- \$	483 \$
Total	8 780 \$	7 841 \$	377 \$	511 \$	2 811 \$	20 320 \$	1 163 \$	(183) \$	980 \$
31 octobre 2010	10 355 \$	8 242 \$	402 \$	747 \$	1 825 \$	21 571 \$	1 587 \$	(294) \$	1 293 \$

1) Lorsqu'une agence de notation ne fournit pas de cote, le classement dans le tableau est fondé sur la cote fournie par l'autre agence. Si les cotes obtenues des agences diffèrent, nous utilisons la cote la plus faible.

Les autres contreparties non cotées sont des fonds multicédants canadiens (Great North Trust et MAV I). Ces fonds multicédants respectent leurs ententes quant aux garanties données et ont consenti des garanties d'un montant supérieur au risque de marché courant. La juste valeur des garanties au 30 avril 2011 s'établissait à 704 M\$ US.

Gain découlant de la réduction de l'engagement non capitalisé à l'égard d'un billet de financement variable

En 2008, nous avons constaté un gain de 895 M\$ (841 M\$ US) découlant de la réduction à zéro de notre engagement non capitalisé sur un billet de financement variable émis par une entité émettrice de TAC flux groupés. Pour plus de précisions, se reporter à la section Passifs éventuels.

Autres activités choisies

Activités de titrisation

Au 30 avril 2011, les divers actifs donnés en garantie sous-jacents de nos fonds multicédants ont atteint 1,5 G\$ (2,1 G\$ au 31 octobre 2010). La durée de vie moyenne pondérée estimative de ces actifs était de 1,2 an (1,5 an au 31 octobre 2010). Nous détenons des titres de PCAC totalisant 5 M\$ (110 M\$ au 31 octobre 2010) émis par les fonds multicédants non consolidés que nous soutenons qui offrent des titres de PCAC à des investisseurs externes. Les facilités de garantie de liquidité consenties à ces fonds multicédants s'élevaient à 1,9 G\$ (2,6 G\$ au 31 octobre 2010). Nous avons également procuré des facilités de

crédit de 40 M\$ (40 M\$ au 31 octobre 2010) à ces fonds multicédants au 30 avril 2011.

Nous avons également conclu une facilité consortiale pour un engagement de 364 jours de 475 M\$ avec un fonds monocédant soutenu par la CIBC qui fournit du financement à des franchisés d'un important détaillant canadien. La tranche de notre engagement s'élève à 95 M\$. Au 30 avril 2011, nous avons financé 73 M\$ (72 M\$ au 31 octobre 2010) au moyen de l'émission d'acceptations bancaires.

Nous avons aussi titrisé nos prêts hypothécaires et nos créances sur cartes de crédit. D'autres renseignements sur les opérations consolidées liées à la titrisation et aux EDDV effectuées au cours du trimestre figurent à la note 5 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires. De plus amples précisions sur nos activités de titrisation sont présentées aux pages 63 à 65 de notre Rapport annuel 2010.

Financement immobilier aux États-Unis

Au 30 avril 2011, les engagements utilisés et les engagements inutilisés, déduction faite des réductions de valeur et de la provision pour pertes sur créances, totalisaient respectivement 1,9 G\$ (1,8 G\$ au 31 octobre 2010) et 699 M\$ (885 M\$ au 31 octobre 2010). La provision pour pertes sur créances de ces prêts s'établissait à 78 M\$ (76 M\$ US au 31 octobre 2010).

Au 30 avril 2011, nous avons des prêts douteux nets de 170 M\$ (149 M\$ au 31 octobre 2010). De plus, des prêts utilisés de 296 M\$ (276 M\$ au 31 octobre 2010), et des engagements inutilisés de 5 M\$ (4 M\$ au 31 octobre 2010) figuraient sur la liste de surveillance. Des montants

nets au titre de la dotation à la provision pour pertes sur créances de 4 M\$ et de 8 M\$ ont été comptabilisés respectivement pour le trimestre et le semestre terminés le 30 avril 2011 (dotation à la provision pour pertes sur créances de 26 M\$ et de 55 M\$ respectivement pour le trimestre et le semestre terminés le 30 avril 2010).

Au 30 avril 2011, nous détenons des TACHC d'un montant nominal de référence de 9 M\$ et d'une juste valeur de moins de 1 M\$ (juste valeur de moins de 1 M\$ au 31 octobre 2010).

Financement à effet de levier

Des renseignements sur nos activités de financement à effet de levier en Europe et aux États-Unis figurent ci-dessous.

Financement à effet de levier en Europe

En 2008, la direction a décidé d'abandonner les activités de financement à effet de levier en Europe auxquelles nous avons participé ou au moyen desquelles nous avons monté nos prêts de qualité inférieure et syndiqué la majorité des prêts, activités pour lesquelles nous avons touché des honoraires tout au long du processus.

Au 30 avril 2011, les engagements utilisés et les engagements inutilisés de nos prêts à effet de levier en Europe, déduction faite des réductions de valeur et de la provision pour pertes sur créances, totalisaient respectivement 476 M\$ (721 M\$ au 31 octobre 2010) et 104 M\$ (140 M\$ au 31 octobre 2010). La diminution de notre exposition découle principalement des remboursements effectués au cours de la période. La provision pour pertes sur créances des prêts utilisés s'établissait à 22 M\$ (25 M\$ US au 31 octobre 2010).

Au 30 avril 2011, nous avons des prêts douteux nets de 29 M\$ (51 M\$ au 31 octobre 2010). En outre, des prêts utilisés de 347 M\$ (336 M\$ au 31 octobre 2010), et des engagements inutilisés de 42 M\$ (43 M\$ au 31 octobre 2010) figuraient sur la liste de surveillance. Des reprises nettes sur la provision pour pertes sur créances de 2 M\$ ont été constatées au cours du trimestre et du semestre terminé le 30 avril 2011 (néant et 3 M\$ respectivement pour le trimestre et pour le semestre terminé le 30 avril 2010).

Financement à effet de levier aux États-Unis

Nous avons vendu nos activités de financement à effet de levier aux États-Unis, au moyen desquelles nous avons fourni du financement à effet de levier à des clients présentant un risque élevé afin de faciliter leurs activités d'acquisition, d'acquisition par emprunt et de restructuration, dans le cadre de la vente de certaines de nos activités américaines à Oppenheimer Holdings Inc. (Oppenheimer) en 2008. Aux termes de l'opération, nous avons conservé les prêts à effet de levier existants au moment de la vente. Ces prêts seront gérés jusqu'à leur échéance. En outre, aux termes de notre entente actuelle avec Oppenheimer, nous avons accepté de fournir, à des

clients présentant un risque élevé, une facilité de crédit sur créances hypothécaires entreposées d'un maximum de 2 G\$ US pour financer et maintenir des prêts syndiqués, qui ont été montés pour des sociétés du marché intermédiaire américain par Oppenheimer, afin de faciliter leurs activités d'acquisition, d'acquisition par emprunt et de restructuration. La prise ferme de prêts pour les inclure dans cette facilité est assujettie à l'approbation conjointe du crédit par Oppenheimer et la CIBC.

Au 30 avril 2011, les engagements utilisés et les engagements inutilisés, y compris les prêts montés par Oppenheimer et déduction faite des réductions de valeur et de la provision pour pertes sur créances, totalisaient respectivement 167 M\$ (232 M\$ au 31 octobre 2010) et 211 M\$ (321 M\$ au 31 octobre 2010). La diminution de notre exposition découle principalement des remboursements effectués au cours de la période. La provision pour pertes sur créances de ces prêts s'établissait à 11 M\$ (16 M\$ au 31 octobre 2010).

Au 30 avril 2011, nous avons des prêts douteux nets de 5 M\$ (13 M\$ au 31 octobre 2010). De plus, des prêts utilisés de 117 M\$ (127 M\$ au 31 octobre 2010), et des engagements inutilisés de 21 M\$ (31 M\$ au 31 octobre 2010) figuraient sur la liste de surveillance. Des reprises nettes sur la provision pour pertes sur créances de 1 M\$ et de 6 M\$ ont été constatées respectivement pour le trimestre et le semestre terminés le 30 avril 2011 (néant et 3 M\$ respectivement pour le trimestre et le semestre terminés le 30 avril 2010).

SITUATION FINANCIÈRE

Revue du bilan consolidé

En millions de dollars, au	30 avril 2011	31 octobre 2010
Actif		
Encaisse et dépôts auprès d'autres banques	37 405 \$	12 052 \$
Valeurs mobilières	84 081	77 608
Valeurs empruntées ou acquises en vertu de prises en pension de titres	38 853	37 342
Prêts, déduction faite de la provision	179 804	176 892
Instruments dérivés	21 248	24 682
Autres actifs	22 715	23 464
Total de l'actif	384 106 \$	352 040 \$
Passif et capitaux propres		
Dépôts	278 602 \$	246 671 \$
Instruments dérivés	22 446	26 489
Engagements liés à des valeurs prêtées ou vendues à découvert ou en vertu de mises en pension de titres	40 569	37 893
Autres passifs	20 741	20 256
Titres secondaires	5 150	4 773
Participations ne donnant pas le contrôle	156	168
Capitaux propres	16 442	15 790
Total du passif et des capitaux propres	384 106 \$	352 040 \$

Actif

Au 30 avril 2011, le total de l'actif avait augmenté de 32,1 G\$, ou 9 %, par rapport au 31 octobre 2010.

L'encaisse et les dépôts auprès d'autres banques ont bondi de 25,4 G\$ surtout en raison de l'accroissement des activités de trésorerie.

Les valeurs mobilières ont progressé de 6,5 G\$, ou 8 %, par suite de la hausse des valeurs du compte de négociation, en partie neutralisée par la baisse des valeurs désignées à leur juste valeur et des valeurs disponibles à la vente. Les valeurs du compte de négociation ont augmenté principalement dans le portefeuille de négociation d'actions et dans celui de prêts aux gouvernements. La diminution des valeurs désignées à la juste valeur découlait principalement de la vente de titres adossés à des créances hypothécaires, et celle des valeurs disponibles à la vente était associée surtout aux billets à court terme émis par les gouvernements.

Les valeurs empruntées ou acquises en vertu de prises en pension de titres ont progressé de 1,5 G\$, ou 4 %, en raison essentiellement des demandes des clients.

Les prêts ont été plus élevés de 2,9 G\$, ou 2 %. Les prêts hypothécaires à l'habitation se sont appréciés de 3,6 G\$ par suite des montages de prêts hypothécaires, lesquels ont été en partie neutralisés par les titrisations, les remboursements de capital et les liquidations. Les prêts sur cartes de crédit ont reculé de 1,6 G\$ par suite surtout des titrisations. Les prêts aux entreprises et aux gouvernements ont monté de 1,0 G\$ principalement en raison de l'acquisition de la totalité des droits conservés,

sous forme de billets, liés aux opérations de titrisation sur les cartes de crédit.

Les instruments dérivés ont reculé de 3,4 G\$, ou 14 %, surtout en raison de la baisse de l'évaluation de dérivés de taux d'intérêt, en partie contrebalancée par une progression de l'évaluation des dérivés de change.

La baisse de 749 M\$, ou 3 %, des autres actifs s'explique principalement par un fléchissement des biens donnés en garantie, partiellement compensé par la hausse des acceptations bancaires.

Passif

Au 30 avril 2011, le total du passif avait augmenté de 31,4 G\$, ou 9 %, par rapport au 31 octobre 2010.

Les dépôts ont progressé de 31,9 G\$, ou 13 %, en raison des exigences de financement.

Les instruments dérivés se sont repliés de 4,0 G\$, ou 15 %, pour les raisons susmentionnées pour les actifs dérivés.

Les engagements liés à des valeurs prêtées ou vendues à découvert ou en vertu de mises en pension de titres se sont accrus de 2,7 G\$, ou 7 %, compte tenu de nos exigences de financement et des activités des clients.

Les autres passifs se sont améliorés de 485 M\$, ou 2 %, en grande partie du fait de l'augmentation des acceptations bancaires.

L'accroissement de 377 M\$, ou 8 %, des titres secondaires rend compte du montant net de l'émission et du rachat, comme il est précisé ci-après à la section Activités importantes de gestion du capital.

Capitaux propres

La progression de 652 M\$, ou 4 %, des capitaux propres est essentiellement le résultat d'une hausse nette des bénéfices non répartis et d'une émission d'actions ordinaires en vertu des régimes d'options sur actions, d'investissement à l'intention des actionnaires et d'achat d'actions par les employés. Cette hausse a été partiellement neutralisée par une baisse du cumul des autres éléments du résultat étendu attribuable aux pertes de change diminuées des opérations de couverture sur investissements dans des établissements étrangers autonomes.

Sources de financement

Nous gérons activement notre capital de façon à maintenir des sources de capitaux solides et efficaces, à augmenter le plus possible le rendement en fonction du risque pour les actionnaires, et à satisfaire aux exigences réglementaires. Pour plus de précisions, se reporter aux pages 59 à 63 du Rapport annuel 2010.

Modifications récentes aux exigences réglementaires en matière de fonds propres

Dans le but de promouvoir un secteur bancaire plus résilient et de renforcer les normes mondiales sur les fonds propres, le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB) a proposé des améliorations importantes et des réformes en matière de fonds propres au cadre normatif actuel. Le cadre normatif révisé, nommé Bâle III, entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2013 et accorde une longue période de transition au grand nombre des nouvelles exigences.

Parmi les réformes importantes de Bâle III, mentionnons les suivantes :

- € Mise en place d'un nouveau ratio minimal de fonds propres (le ratio des fonds propres durs). Les éléments tels que l'écart d'acquisition et les actifs incorporels seront déduits des capitaux propres des porteurs d'actions ordinaires aux fins du calcul du nouveau ratio. Les déductions seront intégrées progressivement à compter du 1^{er} janvier 2013. Les banques seront tenues de respecter la nouvelle norme sur le ratio des fonds propres durs au cours d'une période de transition débutant le 1^{er} janvier 2013 et se terminant le 1^{er} janvier 2019. L'exigence minimale comprenant une réserve de conservation augmente au cours de la période de transition.
- € Augmentation du ratio minimal des capitaux de première catégorie et du ratio du total des fonds propres. Ces augmentations seront également mises en place de façon progressive à compter du 1^{er} janvier 2013 et les banques auront jusqu'au 1^{er} janvier 2019 pour respecter les nouvelles normes à ces égards.
- € Modification aux règlements sur les instruments qui peuvent être considérés comme des instruments de fonds propres admissibles aux fins du calcul des fonds

propres réglementaires. Bâle III exige en particulier que les instruments de fonds propres puissent éponger les pertes en cas de non-viabilité d'une institution financière. L'inclusion des instruments de fonds propres non admissibles dans les calculs des fonds propres réglementaires sera réalisée progressivement entre le 1^{er} janvier 2013 et le 1^{er} janvier 2022.

- € Introduction d'un nouveau ratio international de levier pour gérer l'effet de levier du bilan. Le CBCB soumettra ce nouveau ratio à une période d'observation et de rajustements, de 2011 et 2017, avant de l'adopter en 2018.

En février 2011, le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) a publié des préavis confirmant l'adoption de Bâle III au Canada et précisant le traitement des instruments de fonds propres non admissibles. Les instruments de fonds propres non admissibles sont assujettis à un retrait progressif annuel de 10 % à partir de 2013. Les banques devraient donc établir et maintenir un calendrier de rachat pour les instruments de fonds propres non admissibles qui privilégiera le rachat des instruments à leur date de rachat à la valeur au pair prévue avant l'exercice de tout droit de rachat sur événement réglementaire. La CIBC prévoit exercer ses droits de rachat sur événement réglementaire au cours de l'exercice 2022 à l'égard de ses billets de catégorie 1, série B à 10,25 %, d'un capital de 300 M\$, échéant le 30 juin 2108, émis par CIBC Capital Trust.

Nous maintenons des méthodes prudentes de planification des fonds propres pour veiller à la capitalisation adéquate de la CIBC, et nous continuons de dépasser le ratio minimum et les cibles internes. D'après notre compréhension actuelle des exigences révisées en matière de fonds propres, nous prévoyons être en mesure de devancer le calendrier de mise en œuvre des nouvelles exigences proposé par le CBCB et confirmé par le BSIF, tout en continuant d'investir dans la croissance future.

Fonds propres réglementaires

Le calcul des fonds propres réglementaires est assujéti aux lignes directrices du BSIF.

Le tableau suivant présente nos mesures concernant les fonds propres réglementaires :

En millions de dollars, au	30 avril 2011	31 octobre 2010
Fonds propres		
Fonds propres de première catégorie	15 656 \$	14 851 \$
Total des fonds propres réglementaires	20 047	18 966
Actif pondéré en fonction du risque (APR)		
Risque de crédit	85 405 \$	86 782 \$
Risque de marché	2 575	1 625
Risque opérationnel	18 356	18 256
Total de l'actif pondéré en fonction du risque	106 336 \$	106 663 \$
Ratios des fonds propres		
Ratio des fonds propres de première catégorie	14,7 %	13,9 %
Ratio du total des fonds propres	18,9 %	17,8 %
Ratio actif/fonds propres	18,2 x	17,0 x

Le ratio des fonds propres de première catégorie a monté de 0,8 % et le ratio du total des fonds propres, de 1,1 % depuis le 31 octobre 2010. Les ratios ont profité de la hausse des fonds propres de première catégorie et du total des fonds propres réglementaires et d'une légère diminution de l'APR.

Les fonds propres de première catégorie et le total des fonds propres réglementaires se sont accrus depuis le 31 octobre 2010, particulièrement en raison du capital autogénéralisé et de l'émission d'actions ordinaires, contrebalancés en partie par la composante pertes des autres éléments du résultat étendu. La variation du total des fonds propres réglementaires tient également compte de l'émission de débetures à 3,15 % d'un capital de 1 500 M\$ le 2 novembre 2010 et du rachat de la totalité du solde des billets à moyen terme à 4,55 % d'un capital de 1 080 M\$ le 28 mars 2011, comme il est mentionné ci-dessous.

Les APR ont reculé légèrement de 327 M\$ depuis le 31 octobre 2010, étant donné que la diminution des APR reflétant un risque de crédit, attribuable en partie à l'incidence du raffermissement du dollar canadien sur les actifs libellés en monnaies étrangères, a été en grande partie contrebalancée par une amélioration des APR reflétant un risque de marché.

L'accroissement des APR reflétant un risque de marché résulte en partie de la mise en œuvre des améliorations progressives basées sur la sensibilité de notre modèle de la valeur à risque apportées au premier trimestre de 2011 (pour plus d'information, se reporter à la rubrique « Risque de marché »). Également au cours du premier trimestre, nous avons fait migrer le reste de nos activités de crédit structuré en voie de liquidation dans le portefeuille bancaire, aux fins du calcul des fonds propres réglementaires, ce qui a entraîné une diminution des APR reflétant un risque de crédit de contrepartie découlant des activités de négociation et une augmentation

correspondante des APR liés à la titrisation, des APR de sociétés et des déductions en matière de fonds propres.

Activités importantes de gestion du capital

Le 2 novembre 2010, nous avons émis des débetures (titres secondaires) à 3,15 % pour un capital de 1 500 M\$, venant à échéance le 2 novembre 2020. Les débetures sont admissibles à titre de fonds propres de deuxième catégorie.

Le 28 mars 2011, nous avons racheté la totalité de nos billets à moyen terme restants (titres secondaires) à 4,55 %, soit 1 080 M\$, venant à échéance le 28 mars 2016. Conformément à leurs modalités, les billets à moyen terme ont été rachetés à 100 % de leur capital, plus les intérêts courus et impayés, à cette date.

Le 28 avril 2011, nous avons racheté la totalité des actions privilégiées de catégorie A à dividende non cumulatif, série 28, en circulation, soit 2 000 actions à un prix au comptant de 10,00 \$ l'action.

Arrangements hors bilan

Nous concluons plusieurs types d'arrangements hors bilan dans le cours normal de nos affaires. Ces arrangements hors bilan comprennent des ventes liées à la titrisation, des dérivés, des ententes relatives au crédit et des garanties. Les précisions sur nos arrangements hors bilan figurent aux pages 63 à 65 du Rapport annuel 2010.

Les risques associés aux entités non consolidées prenant part à la titrisation de créances de tiers (entités soutenues ou structurées par la CIBC et structurées par des

tiers) sont résumés dans le tableau ci-après. Les placements et les prêts sont présentés à la valeur comptable. Les montants non utilisés des facilités de trésorerie et de crédit sont des montants nominaux de référence, déduction faite des placements dans les entités et des prêts consentis à ces dernières. Les dérivés de crédit vendus sont les montants nominaux de référence des options vendues et des swaps sur rendement total en vertu desquels nous assumons le risque.

	30 avril 2011			31 octobre 2010		
	Placements et prêts ¹	Facilités de liquidité et de crédit inutilisées	Dérivés de crédit vendus ²	Placements et prêts ¹	Facilités de liquidité et de crédit inutilisées	Dérivés de crédit vendus ²
Fonds multicédants soutenus par la CIBC	78 \$	1 526 \$	- \$	182 \$	2 182 \$	- \$
Entités émettrices de TAC flux groupés structurées par la CIBC	390	33	332	448	50	389
Entités émettrices structurées par des tiers – activités de crédit structurées en voie de liquidation	5 622	525	4 486	7 696	585	5 128
Entités émettrices structurées par des tiers – activités courantes	2 305	9	-	1 778	-	-

- 1) Exclut les valeurs émises par les entités créées par la Société canadienne d'hypothèques et de logement, la Federal National Mortgage Association (Fannie Mae), la Federal Home Loan Mortgage Corporation (Freddie Mac), la Government National Mortgage Association (Ginnie Mae), la Federal Home Loan Bank, la Federal Farm Credit Bank et la Student Loan Marketing Association (Sallie Mae), ainsi que les droits conservés et les dérivés souscrits auprès de ces entités. Un montant de 4,8 G\$ (6,4 G\$ au 31 octobre 2010) du risque lié aux entités émettrices de TAC flux groupés structurées par la CIBC et aux entités structurées par des tiers a été couvert par des dérivés de crédit.
- 2) La juste valeur négative comptabilisée dans le bilan consolidé intermédiaire a été de 0,8 G\$ (1,1 G\$ au 31 octobre 2010). Un montant nominal de référence de 4,1 G\$ (4,7 G\$ au 31 octobre 2010) a été couvert par des dérivés de crédit de tiers. La juste valeur de ces couvertures, déduction faite des rajustements de l'évaluation du crédit, était de 0,4 G\$ (0,5 G\$ au 31 octobre 2010). Le cumul des pertes liées à la juste valeur pour les dérivés de crédit vendus non couverts s'est fixé à 0,4 G\$ (0,5 G\$ au 31 octobre 2010).

Pour plus de précisions sur nos activités de titrisation de créances et nos positions dans des entités à détenteurs de droits variables, se reporter à la note 5 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires.

GESTION DU RISQUE

Notre approche à l'égard de la gestion du risque est sensiblement la même que celle décrite aux pages 66 à 85 du Rapport annuel 2010.

Vue d'ensemble

Nous gérons le risque et les ressources connexes au bilan en fonction de niveaux de tolérance établis par nos comités de gestion et approuvés par le conseil d'administration et ses comités. Les principales politiques de gestion du risque sont approuvées ou renouvelées chaque année par les comités du conseil et les comités de gestion applicables. Des renseignements additionnels sur la gestion du risque par les comités du conseil et les comités de gestion sont donnés aux pages 66 et 67 du Rapport annuel 2010.

Les cinq divisions principales au sein du groupe Gestion du risque, indépendamment de leurs activités d'origine, contribuent à la gestion du risque :

- € *Gestion du risque, marchés financiers* : cette unité administrative offre une surveillance indépendante de la mesure, de la surveillance et du contrôle du risque de marché (activités de négociation et autres que de négociation), du risque de crédit lié aux activités de négociation et du risque opérationnel lié aux activités de négociation dans tous les portefeuilles de la CIBC.
- € *Gestion du risque, Produits de cartes* : cette unité administrative surveille la gestion du risque de crédit dans le portefeuille de produits de cartes, notamment l'optimisation de la rentabilité des prêts.
- € *Crédit de détail, Gestion du risque et des avoirs* : cette unité administrative surveille surtout la gestion du risque de crédit et de fraude dans les portefeuilles de prêts de la clientèle de détail, de prêts et de prêts hypothécaires à l'habitation et de prêts aux PME, notamment l'optimisation de la rentabilité des prêts. Cette unité est également responsable de la supervision de la gestion globale du risque lié aux activités de la gestion des avoirs.
- € *Gestion du risque de crédit de gros et du risque de placement* : cette unité administrative est responsable de l'approbation et de la surveillance du risque de crédit à l'échelle mondiale ayant trait aux grandes entreprises et aux prêts sur stocks, de la gestion des risques de nos portefeuilles de placement, ainsi que de la gestion des portefeuilles de créances spéciales.
- € *Services liés au risque* : cette unité administrative est responsable de l'analyse et des rapports sur les fonds propres réglementaires et le capital économique, de la gestion du risque opérationnel et de l'analyse du risque, de la simulation de crise et de la production de rapports sur les risques à l'échelle de l'entreprise. Les Services liés au risque assument

également la responsabilité des politiques concernant le risque de crédit et le risque opérationnel, notamment les risques juridiques et de réputation.

Les risques d'illiquidité et de financement sont gérés par le groupe Trésorerie. L'évaluation, la surveillance et le contrôle du risque d'illiquidité et de financement sont pris en compte avec le groupe Gestion du risque, sous la surveillance du Comité de gestion de l'actif et du passif.

Risque de crédit

Le risque de crédit découle essentiellement de nos activités directes de prêt et de nos activités de négociation, d'investissement et de couverture. Le risque de crédit est le risque de perte financière résultant du manquement d'un emprunteur ou d'une contrepartie à ses obligations conformément aux dispositions contractuelles.

Exposition au risque de crédit

Notre exposition brute au risque de crédit évaluée à titre d'exposition en cas de défaillance (ECD) pour les instruments financiers au bilan et hors bilan était de 541,2 G\$ au 30 avril 2011 (500,4 G\$ au 31 octobre 2010). Notre exposition globale a augmenté de 40,7 G\$ en raison surtout d'une croissance des montants utilisés dans les portefeuilles de prêts aux entreprises et aux gouvernements ainsi que de la progression des expositions liées aux titrisation découlant de la migration, au cours du premier trimestre de 2011, du portefeuille de négociation au portefeuille bancaire, des expositions restantes des activités de crédit structuré en voie de liquidation, aux fins des fonds propres réglementaires. Le tableau ci-après présente l'exposition brute en cas de défaillance, compte non tenu de l'atténuation du risque de crédit :

En millions de dollars, au	30 avril 2011	31 octobre 2010
Portefeuille de prêts aux entreprises et aux gouvernements – approche NI avancée		
Montants utilisés	117 407 \$	92 190 \$
Engagements non utilisés	27 514	27 256
Transactions assimilées à des mises en pension	81 015	81 065
Divers – hors bilan	49 639	47 031
Instruments dérivés de gré à gré	13 985	14 580
Exposition en cas de défaillance du portefeuille de prêts aux entreprises et aux gouvernements, montant brut	289 560 \$	262 122 \$
Portefeuille de détail – approche NI avancée		
Montants utilisés	141 492	137 562
Engagements non utilisés	71 136	68 188
Divers – hors bilan	400	399
Exposition en cas de défaillance du portefeuille de détail, montant brut	213 028 \$	206 149 \$
Portefeuilles normalisés	13 868	14 571
Expositions liées à la titrisation	24 694	17 592
Exposition en cas de défaillance, montant brut	541 150 \$	500 434 \$

Au 30 avril 2011, le portefeuille de prêts aux entreprises et aux gouvernements – approche fondée sur les notations internes avancée (NI avancée) comportait un montant de 496 M\$ (607 M\$ au 31 octobre 2010) comptabilisé au titre de l'exposition en cas de défaillance incluse dans la fourchette devant être inscrite sur la liste de surveillance. La diminution des expositions à inscrire sur la liste de surveillance a été notée dans l'ensemble du portefeuille, mais plus particulièrement dans nos activités de crédit structuré en voie de liquidation.

Exposition à certains pays et à certaines régions

La situation du crédit dans plusieurs pays européens, plus précisément en Grèce, en Irlande, en Italie, au Portugal et en Espagne continue d'être préoccupante. Nous n'avons aucune exposition directe au risque souverain de ces pays (43 M\$ au 31 octobre 2010). Nous n'avons aucune exposition directe au risque autre que souverain de la Grèce et du Portugal. Notre exposition directe au risque autre que souverain dans les autres pays est essentiellement à l'égard de banques de qualité supérieure, par des dépôts auprès de banques de 88 M\$ (232 M\$ au 31 octobre 2010), des créances évaluées à la valeur du marché liées à des dérivés (compte non tenu des garanties) de 192 M\$ (185 M\$ au 31 octobre 2010), et des lettres de crédit de 2 M\$ (12 M\$ au 31 octobre 2010).

Notre exposition à des contreparties dans certains pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (Algérie, Bahreïn, Égypte, Jordanie, Liban, Lybie, Maroc, Oman, Arabie Saoudite, Syrie, Tunisie et Yémen) qui ont vécu une certaine instabilité ou qui présentent un risque d'instabilité est composée de lettres de crédit de 5 M\$ (4 M\$ au 31 octobre 2010) et de créances évaluées à la valeur du

marché liées à des dérivés (compte non tenu des garanties) de 4 M\$ (5 M\$ au 31 octobre 2010).

Nous sommes également indirectement exposés aux pays européens énumérés ci-dessus par des TAP flux groupés dans notre portefeuille d'activités de crédit structuré en voie de liquidation (pour lesquels nous jouissons d'importants privilèges d'antériorité). Ces expositions s'élevaient à 564 M\$ (640 M\$ au 31 octobre 2010). Nous ne sommes pas exposés aux pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord énumérés ci-dessus par ces TAP flux groupés.

Risque de crédit de contrepartie

Nous nous exposons à un risque de crédit de contrepartie qui découle de nos activités de négociation, de couverture et de gestion de portefeuilles visant les taux d'intérêt, les devises, les actions, les marchandises et les dérivés de crédit, comme il est précisé à la note 14 afférente aux états financiers consolidés dans notre Rapport annuel de 2010.

Nous établissons un rajustement de l'évaluation du crédit (REC) pour les pertes sur créances futures prévues pour chacune des contreparties avec lesquelles nous avons conclu des contrats de dérivés. Au 30 avril 2011, le REC pour toutes les contreparties avec lesquelles nous avons conclu des contrats de dérivés s'élevait à 191 M\$ (325 M\$ au 31 octobre 2010).

Les tableaux ci-après présentent la notation des créances évaluées à la valeur du marché liées à des dérivés (compte tenu des REC et des accords généraux de compensation de dérivés, mais compte non tenu des garanties), des prêts douteux et la provision pour pertes sur créances.

En milliards de dollars, au	30 avril		31 octobre	
	2011		2010	
	Exposition			
Equivalent de Standard & Poor's				
AAA à BBB-	6,34 \$	87,9 %	6,45 \$	86,7 %
BB+ à B-	0,85	11,8	0,82	11,0
CCC+ à CCC-	0,01	0,1	0,01	0,1
Inférieure à CCC-	0,01	0,2	0,02	0,3
Sans cote	-	-	0,14	1,9
	7,21 \$	100,0 %	7,44 \$	100,0 %

En millions de dollars, au	30 avril		31 octobre	
	2011		2010	
Prêts douteux bruts				
Consommateurs	704 \$		756 \$	
Entreprises et gouvernements ¹	1 038		1 080	
Total des prêts douteux bruts	1 742 \$		1 836 \$	
Dotation à la provision pour pertes sur créances				
Consommateurs ²	969 \$		1 034 \$	
Entreprises et gouvernements ^{1,2}	717		686	
Total de la provision pour pertes sur créances	1 686 \$		1 720 \$	
Se compose de ce qui suit :				
Provision spécifique pour prêts	618 \$		631 \$	
Provision générale pour prêts ³	1 068		1 089	
Total de la provision pour pertes sur créances	1 686 \$		1 720 \$	

- 1) Comprennent des portefeuilles de cotation du risque PME qui sont gérés en groupes en vertu de l'Accord de Bâle II.
- 2) Au cours du premier trimestre, nous avons titrisé 1,7 G\$ de créances sur cartes de crédit et avons acheté la totalité des droits conservés, sous forme de billets, relatifs à la titrisation que nous avons inclus dans les prêts aux entreprises et aux gouvernements. Ainsi, nous avons reclassé la provision générale de 61 M\$ au titre des cartes de crédit à des prêts aux entreprises et aux gouvernements.
- 3) Exclut la provision au titre des facilités de crédit inutilisées de 49 M\$ (64 M\$ au 31 octobre 2010).

Les prêts douteux bruts ont diminué de 94 M\$ ou 5 % depuis le 31 octobre 2010. Les prêts douteux bruts à la consommation ont diminué de 52 M\$, ou 7 %, en raison de la diminution des reclassements au sein des prêts hypothécaires à l'habitation et du portefeuille de crédit personnel. Les prêts douteux bruts aux entreprises et aux gouvernements ont diminué de 42 M\$, ou 4 %, par suite d'un recul des secteurs manufacturier, des transports et de l'édition, impression et diffusion.

La provision totale pour pertes sur créances a diminué de 34 M\$, ou 2 %, depuis le 31 octobre 2010. Les provisions pour pertes sur créances du Canada et des États-Unis représentent respectivement 78 % et 9 % de la provision totale. La provision spécifique a diminué de 13 M\$, ou 2 %, depuis le 31 octobre 2010, surtout en raison d'une diminution des comptes en souffrance dans le portefeuille de crédit personnel. La provision générale pour pertes sur créances a diminué de 21 M\$, ou 2 %, depuis le 31 octobre 2010. L'amélioration dans les portefeuilles de prêts aux entreprises et aux gouvernements et de cartes Visa a été quelque peu atténuée par une accumulation de la provision générale applicable au portefeuille de cartes de crédit MasterCard

acquis. Puisque nous avons acquis uniquement des comptes rentables, l'accumulation de la provision générale est le fait de la stabilisation du portefeuille vers des taux normaux de comptes en souffrance.

Pour plus de précisions sur la dotation à la provision pour pertes sur créances, se reporter à la section Vue d'ensemble.

Risque de marché

Le risque de marché découle de nos positions sur les devises, les valeurs mobilières et les dérivés de nos portefeuilles de négociation ainsi que de nos services bancaires de détail, de nos portefeuilles de placement et de nos activités autres que de négociation. Il s'agit du risque de perte financière attribuable aux fluctuations défavorables de facteurs sous-jacents du marché dont les taux d'intérêt et les taux de change, les écarts de taux ainsi que le prix des marchandises et le cours des actions.

En juin 2010, le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire a annoncé qu'il reportait à décembre 2011 l'entrée en vigueur des révisions au dispositif du risque de marché Bâle II. Nous travaillons sur une série d'améliorations de nos modèles de la VAR afin de respecter les nouvelles exigences réglementaires et d'assurer une gestion plus rigoureuse des risques, ce qui optimisera notre mesure de la VAR. Au premier trimestre de 2011, nous avons mis en œuvre des améliorations progressives basées sur la sensibilité à notre VAR. Les mesures du risque progressives basées sur la sensibilité comprises dans notre modèle de la VAR sont les risques vega d'asymétrie des capitaux propres, les risques vega d'asymétrie liés aux marchandises, les risques de taux d'intérêts, les risques liés aux dividendes et les risques de corrélation.

Activités de négociation

Le tableau ci-après montre la valeur à risque (VAR) par catégorie de risque pour l'ensemble des activités de négociation de la CIBC.

La VAR pour les trois mois terminés le 30 avril 2011 et les périodes comparatives, présentée dans le tableau et dans le graphique sur les essais à rebours ci-dessous, ne tient pas compte du risque lié aux activités de crédit structuré en voie de liquidation, comme il est précisé aux pages 50 à 56 du Rapport annuel 2010. À compter du premier trimestre de 2011, les activités de crédit structuré en voie de liquidation seront gérées comme des activités autres que de négociation aux fins des fonds propres réglementaires. Auparavant, ces positions étaient comprises dans nos activités de négociation.

Le risque moyen total était comparable à celui du trimestre précédent.

La perte du marché réelle peut différer de la perte supposée par la mesure de la VAR pour diverses raisons. Les fluctuations des taux et des cours du marché peuvent différer de celles du passé qui sont utilisées pour calculer la mesure de la VAR. Par ailleurs, la mesure de la VAR ne tient pas compte des pertes qui pourraient se produire au-delà du degré de confiance de 99 %.

VAR par catégorie de risque – portefeuille de négociation

En millions de dollars	Aux dates indiquées ou pour les trois mois terminés le								Pour les six mois terminés le	
	30 avril 2011 ¹		31 janvier 2011 ¹		30 avril 2010		30 avril 2011 ¹	30 avril 2010		
	Haut ²	Bas ²	À cette date	Moyenne	À cette date	Moyenne	À cette date	Moyenne	Moyenne	Moyenne
Risque de taux d'intérêt	6,7 \$	2,6 \$	4,8 \$	4,3 \$	4,1 \$	3,5 \$	5,0 \$	4,1 \$	3,9 \$	3,4 \$
Risque d'écart de taux	1,5	0,6	1,1	1,1	0,7	0,9	0,7	0,4	1,0	0,4
Risque lié aux actions	6,2	3,3	3,5	4,4	4,1	3,8	1,2	1,3	4,1	1,3
Risque de change	2,4	0,3	0,5	1,2	1,3	1,2	1,6	1,4	1,2	1,1
Risque lié aux marchandises	1,9	1,0	1,4	1,4	1,0	0,8	0,7	0,4	1,1	0,5
Risque spécifique à la dette	3,5	1,3	2,4	2,5	1,8	2,4	1,8	1,5	2,4	1,5
Effet de diversification ³	négl.	négl.	(6,4)	(7,2)	(4,5)	(5,0)	(5,4)	(4,0)	(6,1)	(3,8)
Risque total	9,4 \$	6,0 \$	7,3 \$	7,7 \$	8,5 \$	7,6 \$	5,6 \$	5,1 \$	7,6 \$	4,4 \$

- À compter du premier trimestre de 2011 : reflète les mesures du risque progressives basées sur la sensibilité dont les risques vega d'asymétrie des capitaux propres, les risques vega d'asymétrie liés aux marchandises, les risques de taux d'intérêts, les risques liés aux dividendes et les risques de corrélation associés aux activités de négociation. L'information comparative pour ces mesures avant le premier trimestre de 2011 n'est pas disponible.
 - Les soldes respectifs des types de risques ont été calculés à divers jours ouvrables au cours du trimestre.
 - La VAR globale est inférieure à la somme des VAR des différents risques de marché, en raison de la réduction du risque découlant de l'effet de diversification du portefeuille.
- négl. Négligeable. Comme la valeur maximale (haut) et la valeur minimale (bas) peuvent se présenter pendant des jours différents pour divers types de risque, le calcul de l'effet de diversification est négligeable.

Revenus de négociation

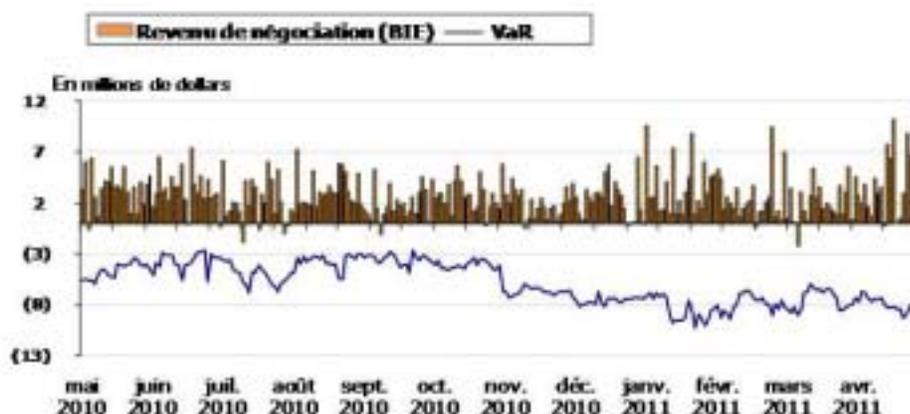
Le graphique d'essais à rebours des revenus de négociation (BIE)¹ et de la VAR ci-après compare les revenus quotidiens réels de négociation (BIE)¹ du trimestre considéré et des trois trimestres précédents et les mesures de la VAR du jour précédent.

Les revenus de négociation (BIE)¹ ont été positifs pendant 95 % des jours du trimestre. Les pertes découlant des activités de négociation n'ont pas dépassé la VAR au cours du trimestre. Les revenus quotidiens

moyens de négociation (BIE)¹ se sont élevés à 3 M\$ au cours du trimestre.

Les revenus de négociation (BIE)¹ pour le trimestre considéré ne tiennent pas compte d'un gain de 51 M\$ ayant trait aux variations des risques et de la juste valeur des actifs dans les activités de crédit structuré en voie de liquidation, en raison de leur valeur comptable dans le contexte des activités autres que de négociation.

Essais à rebours des revenus de négociation (BIE)¹ c. la VAR



1) Pour plus de précisions, voir la section Mesures non conformes aux PCGR.

Activités autres que de négociation

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt à l'égard du portefeuille autre que de négociation s'entend essentiellement du risque inhérent à la gestion de l'actif et du passif et aux activités des filiales au Canada et à l'étranger. Le risque de taux d'intérêt résulte des différences entre les échéances ou les dates de réévaluation des actifs et passifs au bilan et hors bilan, ainsi que des options intégrées des produits de détail. Divers instruments de trésorerie et instruments dérivés, principalement des swaps de taux d'intérêt, des

contrats à terme standardisés et des options, sont employés pour gérer et contrôler ces risques.

Le tableau ci-après fait état de l'incidence éventuelle sur les 12 prochains mois, rajustée pour tenir compte des remboursements anticipés estimatifs, d'une hausse ou d'une baisse immédiate de 100 et de 200 points de base des taux d'intérêt. En outre, un taux plancher a été fixé au cours de la chute soudaine des taux d'intérêt afin de tenir compte du contexte actuel.

Sensibilité aux taux d'intérêt – activités autres que de négociation (après impôts)

En millions de dollars, au	30 avril 2011			31 janvier 2011			30 avril 2010		
	\$ CA	\$ US	Divers	\$ CA	\$ US	Divers	\$ CA	\$ US	Divers
Hausse de 100 points de base des taux d'intérêt									
Augmentation (diminution) du bénéfice net	181 \$	(2) \$	5 \$	95 \$	(3) \$	2 \$	50 \$	(54) \$	6 \$
Diminution de la valeur actuelle des capitaux propres ¹	(12)	(154)	(30)	(70)	(89)	(19)	(15)	(115)	-
Baisse de 100 points de base des taux d'intérêt									
Augmentation (diminution) du bénéfice net	(198)	10	(5)	(165)	6	(2)	(64)	35	(5)
Diminution (augmentation) de la valeur actuelle des capitaux propres ¹	(28)	148	30	(75)	76	16	63	95	-
Hausse de 200 points de base des taux d'intérêt									
Augmentation (diminution) du bénéfice net	358 \$	(5) \$	10 \$	183 \$	(6) \$	4 \$	97 \$	(109) \$	12 \$
Augmentation (diminution) de la valeur actuelle des capitaux propres ¹	(33)	(308)	(59)	(181)	(177)	(38)	(29)	(231)	1
Baisse de 200 points de base des taux d'intérêt									
Augmentation (diminution) du bénéfice net	(345)	21	(10)	(252)	10	(1)	(28)	51	(5)
Diminution (augmentation) de la valeur actuelle des capitaux propres ¹	(77)	288	49	(193)	141	30	195	152	4

1) À compter du troisième trimestre de 2010, les montants présentés ne tiennent pas compte de l'incidence des hypothèses relatives à la structure des capitaux propres.

Risque d'illiquidité

Le risque d'illiquidité lié à la gestion de nos actifs et de nos passifs découle de nos activités générales de financement. Il s'agit du risque de ne pas dégager les fonds nécessaires pour faire face à des engagements financiers courants sans la mobilisation de fonds à des taux défavorables ou la vente forcée d'actifs.

Nos stratégies de gestion du risque d'illiquidité visent à maintenir des ressources financières suffisamment liquides pour financer continuellement notre bilan, que les conditions du marché soient normales ou difficiles.

Nous obtenons du financement auprès de sources de détail et de gros. Les dépôts personnels de base demeurent une source principale de financement de détail et totalisaient 108,9 G\$ au 30 avril 2011 (108,6 G\$ au 31 octobre 2010).

Nos stratégies de gestion du risque d'illiquidité incluent la diversification des sources du financement de gros à terme, la titrisation des créances et le maintien de blocs distincts d'actifs liquides de grande qualité pouvant être vendus ou donnés en garantie pour nous assurer une source immédiate de fonds. Ensemble, ces stratégies diminuent la dépendance envers le financement de gros à court terme.

Le sommaire des actifs liquides au bilan est présenté dans le tableau qui suit :

En milliards de dollars, au	30 avril 2011	31 octobre 2010
Encaisse	1,2 \$	1,3 \$
Dépôts auprès d'autres banques	36,2	10,7
Valeurs émises par des gouvernements du Canada ¹	6,4	5,4
Titres adossés à des créances hypothécaires ¹	18,0	20,1
Autres valeurs ²	48,0	40,9
Valeurs empruntées ou acquises en vertu de prises en pension de titres	38,9	37,3
Total de l'actif	148,7 \$	115,7 \$

1) Représentent des valeurs dont la durée résiduelle du contrat est de plus d'un an.

2) Comprennent des valeurs disponibles à la vente et des valeurs désignées à leur juste valeur dont la durée résiduelle du contrat est d'un an ou moins et des valeurs du compte de négociation.

Dans le cours normal des affaires, la gestion des garanties prévoit la cession en garantie de certains actifs, y compris ceux nécessaires aux activités quotidiennes de compensation et de règlement de paiements et de valeurs. Au 30 avril 2011, les actifs cédés en garantie, y compris à l'égard des obligations couvertes et des valeurs empruntées ou financées au moyen de mises en pension de titres, atteignaient 34,4 G\$ (33,5 G\$ au 31 octobre 2010).

L'accès aux sources de financement de gros et le coût de financement dépendent de divers facteurs, dont les cotes de crédit. Le 15 décembre 2010, Fitch a modifié les perspectives de la CIBC les faisant passer de négatives à stables. Au cours du trimestre, les plus importantes agences de notation n'ont pas apporté de modifications à nos cotes de crédit ou nos perspectives.

Nos niveaux de financement et de liquidité sont demeurés stables et solides au cours de la période et nous ne prévoyons pas d'événements, d'engagements ou d'exigences qui pourraient avoir une incidence notable sur notre position en matière de risque d'illiquidité.

Obligations contractuelles

Les obligations contractuelles donnent lieu à des engagements de paiements futurs ayant une incidence sur nos besoins en matière de liquidité et de capital à court et à long terme. Ces obligations comprennent des passifs financiers, des engagements au titre du crédit et des liquidités et d'autres obligations contractuelles.

Les précisions sur nos obligations contractuelles figurent aux pages 83 à 84 du Rapport annuel 2010. Il n'y pas eu de changements importants aux obligations contractuelles autres que dans le cours normal des affaires.

Autres risques

Nous avons également des politiques et des processus pour mesurer, surveiller et contrôler les autres risques, notamment le risque opérationnel, les risques juridiques et de réputation, le risque de réglementation, le risque stratégique et le risque environnemental.

Pour plus de précisions, se reporter aux pages 84 et 85 du Rapport annuel 2010.

QUESTIONS RELATIVES À LA COMPTABILITÉ ET AU CONTRÔLE

Conventions comptables critiques et estimations

Un sommaire des principales conventions comptables est présenté à la note 1 afférente aux états financiers consolidés du Rapport annuel 2010. Certaines conventions comptables de la CIBC sont essentielles à la compréhension des résultats d'exploitation et de la situation financière de la CIBC. Ces conventions comptables critiques exigent de la direction qu'elle pose des jugements et fasse des estimations, dont certains pourraient avoir trait à des questions encore incertaines. Pour une description des jugements et estimations sur lesquels repose l'application des conventions et hypothèses comptables critiques, se reporter aux pages 86 à 91 du Rapport annuel 2010.

Évaluation des instruments financiers

Les titres d'emprunt et de participation du compte de négociation, les engagements liés à des valeurs vendues à découvert, tous les contrats de dérivés, toutes les valeurs disponibles à la vente autres que les titres de participation privés et tous les instruments financiers désignés à leur juste valeur sont comptabilisés à la juste valeur. Les instruments financiers désignés à leur juste valeur sont composés de titres d'emprunt, de prêts aux entreprises et aux gouvernements ainsi que de dépôts des entreprises et des gouvernements.

L'établissement de la juste valeur exige du jugement et est fondé sur l'information sur le marché, lorsque celle-ci est disponible et appropriée. La juste valeur s'entend du montant auquel un instrument financier pourrait être échangé entre des parties consentantes, au cours d'une opération régulière sans lien de dépendance motivée par des facteurs commerciaux normaux. Les évaluations à la juste valeur sont classées par niveau au sein d'une hiérarchie fondée sur la nature des données d'évaluation (niveaux 1, 2 et 3) tel qu'il est décrit ci-après. Le cours du marché établi par une source indépendante pour le même instrument sur un marché actif (niveau 1) constitue l'élément le plus fiable de la juste valeur.

Si le cours du marché n'est pas disponible dans un marché actif, la juste valeur est estimée d'après des modèles d'évaluation. Dans la mesure du possible et lorsque cela convient, les données observables sur le marché sont utilisées aux fins d'évaluation.

Les modèles d'évaluation peuvent utiliser principalement des données observables sur le marché (niveau 2), dont les taux d'intérêt, les taux de change, le cours des actions et le cours d'instruments synthétiques équivalents, le niveau des indices, les écarts de taux, la qualité du crédit de la contrepartie, les niveaux correspondants de volatilité du marché et d'autres facteurs de prix fondés sur le marché, ainsi que les données de marché de remplacement les plus corrélatives qui conviennent. Les modèles d'évaluation peuvent aussi

utiliser essentiellement des données inobservables sur le marché (niveau 3).

Le tableau ci-après présente les montants des instruments financiers, classés par catégorie, qui font l'objet d'une évaluation à la juste valeur au moyen d'une technique d'évaluation basée sur des données inobservables sur le marché (niveau 3) en ce qui a trait aux activités de crédit structuré en voie de liquidation et à la CIBC consolidée :

En millions de dollars, au 30 avril 2011	Activités de crédit structuré en voie de liquidation	Total CIBC	Total CIBC ¹
Actif			
Valeurs du compte de négociation	1 436 \$ ²	1 441 \$	3,9 %
Valeurs disponibles à la vente	7	3 023	11,7
Valeurs et prêts désignés à la juste valeur	-	11	0,1
Instruments dérivés	942	1 087	5,1
Passif			
Dépôts désignés à la juste valeur	1 028 \$	1 324 \$	38,9 %
Instruments dérivés	1 614	2 375	10,6

- 1) Représente le pourcentage des actifs et des passifs de niveau 3 dans chaque catégorie présentée sur notre bilan consolidé intermédiaire.
- 2) Comprend des valeurs du compte de négociation de 710 M\$ (750 M\$ US) faisant partie d'une EDDV consolidée. Toute variation de la juste valeur de ces valeurs est neutralisée par la variation de la juste valeur des passifs de cette EDDV consolidée.

Sensibilité des actifs financiers et des passifs financiers du niveau 3

La plupart de nos activités de crédit structuré en voie de liquidation nécessitent l'application de techniques d'évaluation faisant appel à des données inobservables sur le marché. Dans un marché inactif, les cours indicatifs des courtiers, les évaluations de remplacement pour des instruments financiers comparables et d'autres modèles internes utilisant nos propres hypothèses sur la façon dont les participants traitant au sein d'un marché fixeraient le prix d'une opération sur le marché à la date d'évaluation (nous considérons tous ces éléments comme des données inobservables sur le marché), servent essentiellement à l'évaluation de ces positions. Nous évaluons également si un REC est nécessaire pour comptabiliser le risque qu'une de nos contreparties ne soit pas ultimement en mesure de respecter ses engagements.

Dans le cas de dérivés de crédit souscrits auprès de garants financiers, nos REC sont fondés sur les écarts de taux observables sur le marché, lorsqu'ils sont disponibles et appropriés. Lorsque les garants financiers ne disposent pas d'écarts de taux observables ou s'ils sont disponibles mais non représentatifs d'un marché actif structuré (c.-à-d., non représentatifs de la juste valeur), nous avons recours à un écart de taux d'un marché de remplacement. L'écart de taux d'un marché de remplacement est fondé sur la cote de crédit que nous avons accordée à ce garant financier à l'interne. Les écarts de taux comprennent des

données sur les prévisions du marché (ou du marché de remplacement) quant à la probabilité de défaillance et quant aux pertes en cas de défaillance. Ces écarts sont appliqués selon la durée moyenne pondérée de notre exposition à ces contreparties. Lorsque nous avons recours à un écart de taux d'un marché de remplacement dans le cas de contreparties qui sont des garants financiers, nous effectuons aussi un rajustement pour exprimer le risque additionnel lié au garant financier par rapport à une contrepartie autre qu'un garant financier ayant une cote équivalente. Le montant du rajustement est fonction de toute l'information interne et externe disponible sur le marché concernant les garants financiers. Le REC définitif tient compte de la corrélation prévue entre le rendement futur des actifs de référence sous-jacents et celui des contreparties, sauf dans le cas d'actifs de référence de grande qualité pour lesquels nous n'avons connu ni ne prévoyons de pertes sur créances futures.

Le cas échéant, pour certains garants financiers, nous calculons le REC en nous fondant sur les montants recouvrables estimatifs.

Nos coupons d'intérêt découlant de la vente de créances titrisées sont évalués au moyen de taux de remboursement anticipé, ce que nous considérons comme des données inobservables sur le marché.

Les contrats de swap découlant de la vente de créances titrisées sont évalués à l'aide de taux de liquidités, ce que nous considérons comme des données inobservables sur le marché.

Les TACM sont sensibles aux écarts de taux et de liquidités, que nous considérons comme étant des données inobservables sur le marché.

Les dépôts désignés à la juste valeur qui ne sont pas gérés au titre de nos positions détenues dans les activités de crédit structuré en voie de liquidation sont sensibles aux écarts de taux inobservables, lesquels sont déterminés par des hypothèses d'extrapolation et de corrélation.

Certains instruments dérivés incorporés séparés, en raison de leur complexité et de leur structure particulière, exigent que des hypothèses et des jugements importants soient posés à l'égard des données et des techniques d'évaluation, ce que nous considérons comme des données inobservables.

Le fait de substituer une ou plusieurs des hypothèses que nous utilisons dans l'évaluation à la juste valeur de ces instruments par des hypothèses raisonnablement possibles aurait une incidence sur le bénéfice net ou sur les autres éléments du résultat étendu tel qu'il est décrit plus bas.

Nos positions au risque de crédit structuré non couvert (titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation et titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation) sont sensibles aux variations de l'évaluation à la valeur du marché, généralement en fonction des cours indicatifs des courtiers et aux modèles internes, tel qu'il est décrit précédemment. Une variation défavorable de 10 % dans l'évaluation à la valeur de marché de nos positions sous-jacentes

entraînerait des pertes d'environ 49 M\$ dans notre portefeuille de titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation non couverts et 101 M\$ dans notre portefeuille de titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation, exclusion faite des positions non couvertes dans des titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation classées dans les prêts, lesquels sont comptabilisés au coût après amortissement et avant l'incidence de la couverture d'un billet à recours limité. La juste valeur d'un billet à recours limité, soit une couverture de positions classées comme des titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation, devrait raisonnablement atténuer toute modification de la juste valeur de ces positions sous-jacentes.

Nos positions couvertes font intervenir deux catégories de sensibilité, la première ayant trait à notre portefeuille de prêts couverts et la seconde, à nos expositions à la juste valeur couvertes. Étant donné que les prêts couverts au bilan sont comptabilisés au coût après amortissement et que les dérivés de crédit connexes sont évalués à la juste valeur, une augmentation de 10 % dans l'évaluation à la valeur de marché des dérivés de crédit structuré couverts pourrait entraîner un gain net d'environ 19 M\$, en présupant que les ratios courants liés aux REC demeurent inchangés. Une diminution de 10 % dans l'évaluation à la valeur de marché de nos expositions à la juste valeur au bilan et une augmentation de 10 % dans l'évaluation à la valeur de marché de tous les dérivés de crédit structuré couverts pourraient donner lieu à une perte nette d'environ 8 M\$, en présupant que les ratios courants liés aux REC demeurent inchangés.

Une hausse de 10 % dans l'évaluation à la valeur de marché des dérivés de crédit non appariés, pour lesquels nous avons souscrit une protection sans avoir d'exposition liée aux actifs sous-jacents, entraînerait un gain net d'environ 1 M\$, en présupant que les ratios courants liés aux REC demeurent inchangés.

Une réduction de 10 % des débiteurs, déduction faite des REC des garants financiers, entraînerait une perte nette d'environ 47 M\$.

Une augmentation de 10 % des taux de remboursement anticipé ayant trait à nos droits conservés associés aux coupons d'intérêt découlant de la vente des créances titrisées entraînerait une perte nette d'environ 21 M\$.

Une baisse de 20 points de base des taux de liquidités utilisés pour calculer la juste valeur de nos dérivés associés à la vente de créances titrisées entraînerait une perte d'environ 92 M\$.

Une réduction de 10 % dans l'évaluation à la valeur de marché de nos TACM au bilan qui sont évalués au moyen d'écarts de taux et de liquidités inobservables entraînerait une diminution des autres éléments du résultat étendu d'environ 200 M\$.

Une réduction de 10 % dans l'évaluation à la valeur de marché de certains de nos dépôts désignés à la juste

valeur, qui ne sont pas gérés au titre de nos positions détenues dans les activités de crédit structuré en voie de liquidation, et qui sont évalués au moyen de données inobservables comprenant les écarts de taux obtenus par corrélation et par extrapolation, entraînerait un gain d'environ 4 M\$.

Une réduction de 10 % dans l'évaluation à la valeur de marché de certains instruments dérivés incorporés séparés, calculés selon des modèles d'évaluation examinés de près à l'interne, donnerait lieu à un gain d'environ 25 M\$.

Une perte nette de 58 M\$ et un gain net de 63 M\$ ont été constatés dans l'état des résultats consolidé intermédiaire respectivement pour le trimestre et le semestre terminés le 30 avril 2011 (gain net de 378 M\$ et de 384 M\$ respectivement pour le trimestre et le semestre terminés le 30 avril 2010) au titre des instruments financiers, dont la juste valeur a été évaluée à l'aide de techniques d'évaluation exigeant des données inobservables sur le marché.

Le tableau suivant résume nos rajustements de valeur :

En millions de dollars, au	30 avril 2011	31 octobre 2010
Valeurs du compte de négociation		
Risque de marché	2 \$	2 \$
Dérivés		
Risque de marché	61	64
Risque de crédit	191	325
Frais d'administration	6	6
Total des rajustements de valeur	260 \$	397 \$

Facteurs de risque liés aux rajustements de la juste valeur

À notre avis, nous avons rajusté la juste valeur adéquatement et effectué les baisses de valeur appropriées jusqu'à maintenant. Le calcul des rajustements de la juste valeur et des baisses de valeur exige que nous fondions nos estimations sur les processus comptables et sur le jugement de la direction. Nous évaluons de façon continue le caractère adéquat des rajustements de la juste valeur et des baisses de valeur. Les rajustements de la juste valeur et les baisses de valeur pourraient changer si des événements le justifient et pourraient ne pas correspondre à la valeur de réalisation définitive.

Passifs éventuels

La CIBC est partie à diverses procédures judiciaires, y compris des enquêtes réglementaires, dans le cours normal des affaires. Même s'il est par nature difficile de prédire l'issue de ces affaires, à la lumière de nos connaissances actuelles et après consultation de nos conseillers juridiques, nous ne prévoyons pas que l'issue de ces affaires, isolément ou dans leur ensemble, ait des répercussions négatives importantes sur notre situation financière consolidée. Par contre, l'issue de ces affaires, isolément ou dans leur ensemble, peut avoir une incidence considérable sur nos résultats d'exploitation pour une période donnée.

Au quatrième trimestre de 2008, nous avons constaté un gain de 895 M\$ (841 M\$ US) découlant de la réduction à zéro de notre engagement non capitalisé sur un billet de financement variable émis par une entité émettrice de TAC flux groupés. Cette réduction a fait suite à une série d'actions du fiduciaire désigné par l'acte de fiducie des TAC flux groupés après le dépôt du bilan, le 15 septembre 2008, de Lehman Brothers Holdings, Inc. (Lehman), garant d'un swap sur défaillance connexe conclu avec l'entité émettrice de TAC flux groupés.

En septembre 2010, juste avant l'échéance d'une prescription, la succession de Lehman a déposé une procédure contradictoire contre de nombreuses institutions financières, des fiduciaires désignés par l'acte de fiducie et des porteurs d'effets, y compris la CIBC, relativement à cette entité émettrice de TAC flux groupés et à 40 autres entités émettrices de TAC flux groupés. La succession de Lehman sollicite un jugement déclaratoire reconnaissant le caractère inapproprié des actions du fiduciaire désigné par l'acte de fiducie et précisant que l'engagement de capitalisation du billet de financement variable de la CIBC demeure. En octobre 2010, à la demande de la succession de Lehman, le tribunal des faillites a ordonné la suspension de l'instance pour une période de neuf mois.

Bien qu'il ne puisse y avoir de certitude quant à l'issue éventuelle, nous continuons de croire que les actions du fiduciaire désigné par l'acte de fiducie visant à réduire notre engagement non capitalisé sur un billet de financement variable à zéro ont été entièrement soutenues par les dispositions des contrats en vigueur et les normes juridiques pertinentes, et la CIBC a l'intention de contester vigoureusement les procédures contradictoires.

Faits nouveaux en matière de réglementation aux États-Unis

La *Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act* (la loi Dodd-Frank) a été adoptée aux États-Unis en juillet 2010. La loi Dodd-Frank contient des réformes financières, y compris en ce qui concerne l'amélioration de la protection du consommateur, la réglementation des marchés des dérivés de gré-à-gré, les normes en matière de fonds propres et de prudence accrus ainsi que les restrictions sur la négociation à son propre compte par les banques. Toutes les institutions financières des États-Unis, et un grand nombre de l'extérieur du pays, seront touchées par la loi Dodd-Frank. Puisque bien des aspects de la loi Dodd-Frank sont assujettis à des règlements et seront mis en œuvre sur une période de plusieurs années, les incidences que la loi aura sur la CIBC sont difficiles à anticiper avant que les règles d'application soient définitives et publiées. Actuellement, nous ne nous attendons pas à ce que la loi Dodd-Frank ait une incidence significative sur nos résultats.

Transition aux Normes internationales d'information financière (IFRS)

Les entreprises canadiennes ayant une obligation d'information du public devront adopter les IFRS pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. Par conséquent, nous adopterons la présentation selon les IFRS à compter du 1^{er} novembre 2011 et nous publierons nos premiers états financiers consolidés intermédiaires dressés selon les IFRS pour le trimestre se terminant le 31 janvier 2012. Au moment de l'adoption, nous présenterons l'information financière comparative de l'exercice 2011 selon les IFRS, y compris un bilan d'ouverture consolidé dressé selon les IFRS au 1^{er} novembre 2010.

La transition aux IFRS représente une initiative importante pour la CIBC et repose sur une infrastructure formelle de gouvernance tenant compte de toute l'organisation et comprenant une équipe affectée au projet. Notre programme de transition aux normes IFRS se déroule suivant trois phases : i) enquête préalable, ii) exécution et iii) conversion. La phase d'enquête préalable comprenait un diagnostic comptable qui a permis de déterminer quelles normes comptables sont pertinentes dans le cas de la CIBC ainsi que de définir et planifier la phase de mise en œuvre. La phase d'exécution actuellement en cours a commencé par une analyse détaillée des normes IFRS et se poursuit avec la préparation des politiques, des processus, des technologies, des stratégies et de l'information financière dressée selon les IFRS en vue de la transition à venir. La phase de conversion finale consistera à présenter l'information selon les nouvelles normes IFRS en 2012 et à rapprocher l'information financière comparative de l'exercice 2011 selon les PCGR du Canada et les normes IFRS.

Le projet de transition aux IFRS de la CIBC progresse selon le calendrier prévu. Nous avons, comme cela convient, demandé à nos auditeurs externes et internes de passer en revue les principales étapes et activités à mesure que nous progressons dans la transition. Le bilan d'ouverture consolidé dressé selon les IFRS fait actuellement l'objet d'un audit qui devrait se terminer d'ici la fin de l'exercice 2011.

Processus, contrôles à l'égard de l'information financière et technologie

Grâce aux efforts fournis au cours des deux derniers trimestres de l'exercice 2010, nous avons en grande partie terminé d'élaborer les processus d'affaires et les contrôles internes à l'égard de l'information financière qui nous permettront de préparer notre bilan consolidé comparatif d'ouverture au 1^{er} novembre 2010 et de retraiter les états financiers consolidés de l'exercice comparatif 2011 selon les IFRS, tout en préparant l'information financière habituelle de l'exercice 2011 selon les PCGR du Canada. Notre outil informatique permettant la présentation de l'information financière comparative est actuellement utilisé pour l'information financière présentée selon les IFRS au cours de l'exercice comparatif 2011.

Au cours des premier et deuxième trimestres de l'exercice comparatif 2011, nous nous sommes concentrés sur la préparation du bilan d'ouverture consolidé au 1^{er} novembre 2010 dressé selon les IFRS. Au cours du deuxième trimestre, nous nous sommes en outre penchés sur la préparation de l'état des résultats pour le premier trimestre comparatif de 2011 et sur la préparation de la note de transition à la norme IFRS 1, *Première application des Normes internationales d'information financière*, comprenant les rapprochements correspondants qui doivent figurer dans nos premiers états financiers publiés selon les IFRS pour le trimestre devant prendre fin le 31 janvier 2012. Nous nous sommes servis de l'outil permettant la présentation de l'information financière comparative en plus de nos contrôles et processus connexes pour procéder aux rapprochements présentés dans les états financiers IFRS.

Nous continuons d'élaborer les processus et les contrôles d'affaires relatifs aux opérations, y compris ceux ayant trait au recours accru à la comptabilisation au bilan, compte tenu des différences que présentent les IFRS en matière de décomptabilisation des actifs financiers. Nous avons relevé des besoins de ressources et de processus additionnels au cours de nos travaux d'évaluation et d'exécution de l'exercice 2010; par contre, nous n'avons pas vu la nécessité d'apporter des modifications importantes à nos systèmes de technologies de l'information et nous ne prévoyons aucun changement important dans nos activités. Parmi les incidences sur la technologie relevées, mentionnons de nouveau la reconfiguration des systèmes d'entrée de données afin de présenter plus efficacement nos créances hypothécaires titrisées au bilan consolidé. Des travaux plus poussés associés à la rationalisation des systèmes d'entrée de données se poursuivront au cours de l'exercice 2011 conformément à nos plans.

Tout en nous préparant pour l'incidence des IFRS sur notre information financière, nous poursuivons nos efforts pour préparer la CIBC à l'incidence qu'auront les IFRS sur les états financiers de nos clients et contreparties, y compris les effets sur nos processus de gestion des prêts, nos contrôles et notre système d'évaluation du risque.

Communications et formation

Nous avons continué de tenir au courant de l'avancement du projet les parties intéressées internes au cours du premier semestre de l'exercice 2011, notamment notre comité de vérification, nos hauts dirigeants et le comité de direction du programme, ainsi que des parties intéressées externes, dont notre auditeur externe. Les communications à l'intention des parties intéressées externes se poursuivront au moyen des rapports trimestriels et annuels. Nous avons également participé à une formation sur les IFRS présentée par le secteur visant à communiquer aux analystes et aux investisseurs les répercussions générales des IFRS sur le secteur bancaire. Nous avons également fait part de ces répercussions aux agences de notation.

Nous estimons posséder les compétences nécessaires en matière de présentation de l'information financière pour mener à bien la transition aux IFRS. Nous avons du personnel spécialisé dans les conventions comptables dont la tâche consiste à évaluer l'incidence des IFRS et à consulter des conseillers externes au besoin. En 2009, nous avons lancé un programme de formation à l'échelle de l'entreprise pour rehausser le niveau de connaissance des IFRS dans l'ensemble de la CIBC et préparer le personnel à bien fonctionner dans un environnement IFRS. À l'exercice 2010, nous avons terminé notre programme de formation qui prévoit des cheminements d'apprentissage distincts pour i) les groupes ayant besoin de comprendre l'incidence des IFRS sur la CIBC et ses filiales aux fins d'exécution et ii) les groupes qui, comme le groupe Gestion du risque et les entreprises, doivent comprendre l'incidence de l'abandon des PCGR du Canada sur la CIBC et sur nos clients et contreparties du Canada. Bien que la formation se soit terminée à l'exercice 2010, des séances additionnelles ont été données durant le premier trimestre de l'exercice 2011 et continueront à être données en 2011, au besoin.

Incidences financières

Les exigences à l'égard de la transition aux IFRS sont présentées dans la norme IFRS 1, laquelle recommande généralement que les modifications apportées aux PCGR du Canada soient appliquées rétroactivement et présentées dans notre bilan d'ouverture consolidé comparatif selon les IFRS au 1^{er} novembre 2010. Cependant, nous continuons d'évaluer quelques-uns des choix offerts en vertu des dispositions transitoires, dont certains entraînent une exemption quant au retraitement complet. Nous avons arrêté notre choix sur une disposition transitoire ayant trait au classement des instruments financiers en date du 1^{er} novembre 2010, notamment un changement de désignation à la valeur comptable de 350 M\$ (juste valeur de 270 M\$) des prêts et créances selon les PCGR du Canada par une désignation à la juste valeur dans le résultat net selon les IFRS.

Les normes IFRS devraient entraîner des différences de conventions comptables pour de nombreux éléments. Selon les normes IFRS actuelles et l'évaluation que nous avons faite jusqu'à maintenant concernant nos choix transitoires, les éléments qui risquent d'avoir la plus grande incidence sur la présentation de l'information financière et des fonds propres comprennent la décomptabilisation des instruments financiers et la comptabilisation des régimes d'avantages sociaux. Les autres éléments comprennent aussi, entre autres, les regroupements, la comptabilisation de la rémunération à base d'actions, l'évaluation et la dépréciation des titres de participation, la comptabilisation des opérations de change, la comptabilisation des coentreprises et l'évaluation des pertes éventuelles. Pour plus d'information sur les répercussions financières, consulter les pages 94 et 95 du Rapport annuel 2010.

Modifications futures

Les modifications proposées aux normes IFRS qui sont importantes pour nous comprennent les modifications dans le domaine des avantages aux employés, la dotation à la provision pour pertes sur créances, le classement et l'évaluation des instruments financiers et la comptabilité de couverture. Nous nous attendons à ce que les modifications découlant des normes proposées ne soient pas en vigueur avant les exercices postérieurs à l'exercice 2012, au cours duquel la transition aux IFRS sera effectuée. Au cours du premier semestre de l'exercice 2011, nous avons continué à surveiller les modifications proposées ainsi que l'incidence des changements possibles dans l'interprétation des normes IFRS actuelles sur notre évaluation des répercussions de la transition aux IFRS sur les finances, les fonds propres et les activités.

L'incidence des IFRS au moment de la transition dépendra finalement des normes IFRS et des règlements en matière de fonds propres qui seront en vigueur à ce moment, des choix transitoires qui ne sont pas encore fixés ainsi que de la situation et du contexte qui prévaudront sur les plans économique et commercial. De plus, la nature évolutive des IFRS engendrera probablement des modifications comptables supplémentaires, dont certaines pourraient se révéler importantes, au cours des années suivant notre transition initiale. Nous continuons de surveiller les modifications apportées aux normes et de rajuster nos plans en conséquence.

Contrôles et procédures

Contrôles et procédures de communication de l'information

La direction de la CIBC, en collaboration avec le président et chef de la direction et le chef des services financiers, a évalué, au 30 avril 2011, l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la CIBC (conformément aux règles de la SEC et des Autorités canadiennes en valeurs mobilières). Ces contrôles et procédures ont été jugés efficaces.

Modification du contrôle interne à l'égard de l'information financière

Pendant le trimestre terminé le 30 avril 2011, le contrôle interne de la CIBC à l'égard de l'information financière n'a fait l'objet d'aucun changement qui a modifié de façon importante son contrôle interne à l'égard de l'information financière, ou qui aurait raisonnablement pu le faire.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES (non audité)

Table des matières

40	Bilan consolidé
41	État des résultats consolidé
42	État du résultat étendu consolidé
43	État de l'évolution des capitaux propres consolidé
44	État des flux de trésorerie consolidé
45	Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

45	Note 1	Juste valeur des instruments financiers	53	Note 9	Impôts sur les bénéfices
48	Note 2	Cession importante	54	Note 10	Charges au titre des avantages sociaux futurs
48	Note 3	Valeurs mobilières	54	Note 11	Résultat par action
49	Note 4	Prêts	55	Note 12	Cautionnements
50	Note 5	Titrations et entités à détenteurs de droits variables	55	Note 13	Passifs éventuels
52	Note 6	Titres secondaires	55	Note 14	Informations sectorielles
52	Note 7	Capital-actions	57	Note 15	Faits nouveaux en matière de comptabilité
53	Note 8	Garants financiers			

BILAN CONSOLIDÉ

Non audité, en millions de dollars, au	30 avril 2011	31 octobre 2010
ACTIF		
Encaisse et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques	2 133 \$	2 190 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès d'autres banques	35 272	9 862
Valeurs mobilières (note 3)		
Compte de négociation	37 337	28 557
Disponibles à la vente	25 861	26 621
Désignées à leur juste valeur	20 883	22 430
	84 081	77 608
Valeurs empruntées ou acquises en vertu de prises en pension de titres	38 853	37 342
Prêts		
Prêts hypothécaires à l'habitation	97 123	93 568
Particuliers	34 270	34 335
Cartes de crédit	10 501	12 127
Entreprises et gouvernements	39 596	38 582
Provision pour pertes sur créances (note 4)	(1 686)	(1 720)
	179 804	176 892
Divers		
Instruments dérivés	21 248	24 682
Engagements de clients en vertu d'acceptations	8 365	7 684
Terrains, bâtiments et matériel	1 593	1 660
Écart d'acquisition	1 847	1 913
Logiciels et autres actifs incorporels	609	609
Autres actifs (note 9)	10 301	11 598
	43 963	48 146
	384 106 \$	352 040 \$
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		
Dépôts		
Particuliers	114 282 \$	113 294 \$
Entreprises et gouvernements	153 548	127 759
Banques	10 772	5 618
	278 602	246 671
Divers		
Instruments dérivés	22 446	26 489
Acceptations	8 365	7 684
Engagements liés à des valeurs vendues à découvert	12 669	9 673
Engagements liés à des valeurs prêtées ou vendues en vertu de mises en pension de titres	27 900	28 220
Autres passifs	12 376	12 572
	83 756	84 638
Titres secondaires (note 6)	5 150	4 773
Participations ne donnant pas le contrôle	156	168
Capitaux propres		
Actions privilégiées	3 156	3 156
Actions ordinaires (note 7)	7 116	6 804
Surplus d'apport	90	96
Bénéfices non répartis	6 801	6 095
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(721)	(361)
	16 442	15 790
	384 106 \$	352 040 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

ÉTAT DES RÉSULTATS CONSOLIDÉ

Non audité, en millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les six mois terminés le	
	30 avril 2011	31 janvier 2011	30 avril 2010	30 avril 2011	30 avril 2010
Revenu d'intérêts					
Prêts	1 865 \$	1 971 \$	1 720 \$	3 836 \$	3 481 \$
Valeurs empruntées ou acquises en vertu de prises en pension de titres	87	96	32	183	62
Valeurs mobilières	493	502	353	995	724
Dépôts auprès d'autres banques	14	18	11	32	20
	2 459	2 587	2 116	5 046	4 287
Frais d'intérêts					
Dépôts	690	722	496	1 412	998
Autres passifs	186	200	72	386	176
Titres secondaires	55	55	43	110	86
Passif au titre des actions privilégiées	-	-	8	-	16
	931	977	619	1 908	1 276
Revenu net d'intérêts	1 528	1 610	1 497	3 138	3 011
Revenu autre que d'intérêts					
Rémunération de prise ferme et honoraires de consultation	128	162	87	290	231
Frais sur les dépôts et les paiements	183	186	184	369	374
Commissions sur crédit	93	92	77	185	164
Honoraires d'administration de cartes	17	56	83	73	170
Honoraires de gestion de placements et de garde	122	119	117	241	227
Revenu tiré des fonds communs de placement	214	207	185	421	368
Revenu tiré des assurances, déduction faite des réclamations	73	79	66	152	133
Commissions liées aux opérations sur valeurs mobilières	138	139	120	277	241
Revenu de négociation (note 8)	10	53	178	63	511
Gains sur valeurs disponibles à la vente, montant net	40	64	65	104	158
Perte découlant des valeurs mobilières désignées à leur juste valeur, montant net (note 1)	(81)	(98)	(88)	(179)	(293)
Revenu tiré des créances titrisées	270	215	120	485	271
Revenu tiré des opérations de change autres que de négociation	32	70	65	102	143
Divers	122	147	165	269	273
	1 361	1 491	1 424	2 852	2 971
Total des revenus	2 889	3 101	2 921	5 990	5 982
Dotation à la provision pour pertes sur créances (note 4)	194	209	316	403	675
Frais autres que d'intérêts					
Salaires et avantages sociaux (note 10)	995	1 057	923	2 052	1 904
Frais d'occupation	165	161	163	326	314
Matériel informatique, logiciels et matériel de bureau	246	244	241	490	483
Communications	76	75	76	151	145
Publicité et expansion des affaires	51	47	47	98	89
Honoraires	42	36	48	78	91
Taxes d'affaires et sur le capital	10	12	24	22	44
Divers	209	190	156	399	356
	1 794	1 822	1 678	3 616	3 426
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et participations ne donnant pas le contrôle	901	1 070	927	1 971	1 881
Impôts sur les bénéfices	221	268	261	489	547
	680	802	666	1 482	1 334
Participations ne donnant pas le contrôle	2	3	6	5	22
Bénéfice net	678	799	660	1 477	1 312
Dividendes et primes sur actions privilégiées	42	42	43	84	85
Bénéfice net applicable aux actions ordinaires	636 \$	757 \$	617 \$	1 393 \$	1 227 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)					
– de base	395 373	393 193	386 865	394 265	385 634
– dilué	396 394	394 195	387 865	395 276	386 713
Bénéfice par action (en dollars) (note 11)					
– de base	1,61 \$	1,92 \$	1,60 \$	3,53 \$	3,18 \$
– dilué	1,60 \$	1,92 \$	1,59 \$	3,52 \$	3,17 \$
Dividendes par action ordinaire (en dollars)	0,87 \$	0,87 \$	0,87 \$	1,74 \$	1,74 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

ÉTAT DU RÉSULTAT ÉTENDU CONSOLIDÉ

Non audité, en millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les six mois terminés le	
	30 avril 2011	31 janvier 2011	30 avril 2010	30 avril 2011	30 avril 2010
Bénéfice net	678 \$	799 \$	660 \$	1 477 \$	1 312 \$
Autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts					
Écart de conversion, montant net					
Gains nets (pertes nettes) sur investissements dans des établissements étrangers autonomes	(273)	(94)	(257)	(367)	(314)
Gains nets (pertes nettes) sur opérations de couverture sur investissements dans des établissements étrangers autonomes	84	29	77	113	94
	(189)	(65)	(180)	(254)	(220)
Variation nette des valeurs disponibles à la vente					
Gains latents (pertes latentes) sur valeurs disponibles à la vente, montant net	22	(68)	(158)	(46)	(46)
Reclassement de (gains nets) pertes nettes sur valeurs disponibles à la vente en résultat net	(16)	(29)	(6)	(45)	(42)
	6	(97)	(164)	(91)	(88)
Variation nette des couvertures de flux de trésorerie					
Gains nets (pertes nettes) sur dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	(10)	(16)	8	(26)	(2)
Reclassement de (gains nets) pertes nettes sur dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie en résultat net	7	4	14	11	18
	(3)	(12)	22	(15)	16
Total des autres éléments du résultat étendu	(186) \$	(174) \$	(322) \$	(360) \$	(292) \$
Résultat étendu	492 \$	625 \$	338 \$	1 117 \$	1 020 \$

Les impôts sur les bénéfices attribués à chacune des composantes des autres éléments du résultat étendu sont présentés dans le tableau ci-dessous :

Non audité, en millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les six mois terminés le	
	30 avril 2011	31 janvier 2011	30 avril 2010	30 avril 2011	30 avril 2010
(Charge) économie d'impôts					
Écart de conversion, montant net					
Gains nets (pertes nettes) sur investissements dans des établissements étrangers autonomes	1 \$	- \$	3 \$	1 \$	5 \$
Gains nets (pertes nettes) sur opérations de couverture sur investissements dans des établissements étrangers autonomes	(18)	(7)	(18)	(25)	(22)
	(17)	(7)	(15)	(24)	(17)
Variation nette des valeurs disponibles à la vente					
Gains latents (pertes latentes) sur valeurs disponibles à la vente, montant net	2	22	64	24	19
Reclassement de (gains nets) pertes nettes sur valeurs disponibles à la vente en résultat net	8	13	2	21	20
	10	35	66	45	39
Variation nette des couvertures de flux de trésorerie					
Gains nets (pertes nettes) sur dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	2	8	(4)	10	-
Reclassement de (gains nets) pertes nettes sur dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie en résultat net	-	(3)	(2)	(3)	(2)
	2	5	(6)	7	(2)
	(5) \$	33 \$	45 \$	28 \$	20 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉ

Non audité, en millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les six mois terminés le	
	30 avril 2011	31 janvier 2011	30 avril 2010	30 avril 2011	30 avril 2010
Actions privilégiées					
Solde au début et à la fin de la période	3 156 \$	3 156 \$	3 156 \$	3 156 \$	3 156 \$
Actions ordinaires					
Solde au début de la période	6 951 \$	6 804 \$	6 372 \$	6 804 \$	6 241 \$
Émission d'actions ordinaires	165	147	137	312	268
Solde à la fin de la période	7 116 \$	6 951 \$	6 509 \$	7 116 \$	6 509 \$
Surplus d'apport					
Solde au début de la période	96 \$	96 \$	94 \$	96 \$	92 \$
Charge au titre des options sur actions	1	2	3	3	6
Options sur actions exercées	(7)	(2)	(1)	(9)	(2)
Divers	-	-	(2)	-	(2)
Solde à la fin de la période	90 \$	96 \$	94 \$	90 \$	94 \$
Bénéfices non répartis					
Solde au début de la période	6 509 \$	6 095 \$	5 432 \$	6 095 \$	5 156 \$
Bénéfice net	678	799	660	1 477	1 312
Dividendes					
Actions privilégiées	(42)	(42)	(43)	(84)	(85)
Actions ordinaires	(344)	(342)	(336)	(686)	(671)
Divers	-	(1)	-	(1)	1
Solde à la fin de la période	6 801 \$	6 509 \$	5 713 \$	6 801 \$	5 713 \$
Cumul des autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts					
Écart de conversion, montant net					
Solde au début de la période	(640) \$	(575) \$	(535) \$	(575) \$	(495) \$
Pertes nettes à la conversion des comptes d'établissements étrangers, montant net	(189)	(65)	(180)	(254)	(220)
Solde à la fin de la période	(829) \$	(640) \$	(715) \$	(829) \$	(715) \$
Gains latents (pertes latentes) sur valeurs disponibles à la vente, montant net					
Solde au début de la période	100 \$	197 \$	200 \$	197 \$	124 \$
Variation nette des gains latents (pertes latentes) sur valeurs disponibles à la vente	6	(97)	(164)	(91)	(88)
Solde à la fin de la période	106 \$	100 \$	36 \$	106 \$	36 \$
Gains nets (pertes nettes) sur couvertures de flux de trésorerie					
Solde au début de la période	5 \$	17 \$	(5) \$	17 \$	1 \$
Variation nette des gains latents (pertes latentes) sur couvertures de flux de trésorerie	(3)	(12)	22	(15)	16
Solde à la fin de la période	2 \$	5 \$	17 \$	2 \$	17 \$
Total du cumul des autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts	(721) \$	(535) \$	(662) \$	(721) \$	(662) \$
Bénéfices non répartis et cumul des autres éléments du résultat étendu	6 080 \$	5 974 \$	5 051 \$	6 080 \$	5 051 \$
Capitaux propres à la fin de la période	16 442 \$	16 177 \$	14 810 \$	16 442 \$	14 810 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ

Non audité, en millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les six mois terminés le	
	30 avril 2011	31 janvier 2011	30 avril 2010	30 avril 2011	30 avril 2010
Flux de trésorerie d'exploitation					
Bénéfice net	678 \$	799 \$	660 \$	1 477 \$	1 312 \$
Rajustements pour rapprocher le bénéfice net des flux de trésorerie d'exploitation :					
Dotation à la provision pour pertes sur créances	194	209	316	403	675
Amortissement ¹	87	90	94	177	188
Charge au titre des options sur actions	1	2	3	3	6
Impôts futurs	129	231	207	360	435
Gains sur valeurs disponibles à la vente, montant net (Gains) pertes à la cession de terrains, de bâtiments et de matériel	(40)	(64)	(65)	(104)	(158)
Autres éléments hors caisse, montant net	(1)	(3)	2	(4)	2
Variations des actifs et des passifs d'exploitation	56	(101)	(21)	(45)	(237)
Intérêts courus à recevoir	(65)	146	20	81	84
Intérêts courus à payer	136	(301)	5	(165)	(78)
Montants à recevoir sur contrats de dérivés	(1 797)	5 161	1 670	3 364	2 756
Montants à payer sur contrats de dérivés	1 791	(5 404)	(1 351)	(3 613)	(2 743)
Variation nette des valeurs du compte de négociation	(5 431)	(3 349)	984	(8 780)	(2 729)
Variation nette des valeurs désignées à leur juste valeur	1 386	161	1 192	1 547	3 567
Variation nette des autres actifs et passifs désignés à leur juste valeur	(326)	223	(787)	(103)	(954)
Impôts exigibles	39	(103)	(121)	(64)	(229)
Divers, montant net	410	1 019	1 536	1 429	1 749
	(2 753)	(1 284)	4 344	(4 037)	3 646
Flux de trésorerie de financement					
Dépôts, déduction faite des retraits	20 006	12 808	3 545	32 814	4 967
Engagements liés à des valeurs vendues à découvert	1 259	1 018	2 364	2 277	3 596
Engagements liés à des valeurs prêtées ou vendues en vertu de mises en pension de titres, montant net	(2 289)	1 969	(5 696)	(320)	(1 044)
Émission de titres secondaires	-	1 500	1 100	1 500	1 100
Remboursement/rachat de titres secondaires	(1 080)	-	(90)	(1 080)	(95)
Rachat du passif au titre des actions privilégiées	-	(604)	-	(604)	-
Émission d'actions ordinaires, montant net	165	147	137	312	268
Dividendes	(386)	(384)	(379)	(770)	(756)
Divers, montant net	144	(232)	(588)	(88)	(2 624)
	17 819	16 222	393	34 041	5 412
Flux de trésorerie d'investissement					
Dépôts productifs d'intérêts auprès d'autres banques	(15 996)	(9 414)	-	(25 410)	(1 178)
Prêts, déduction faite des remboursements	(6 218)	(3 971)	(7 494)	(10 189)	(16 136)
Produit des titrisations	3 580	3 019	3 117	6 599	5 584
Achat de valeurs disponibles à la vente	(7 629)	(9 348)	(10 144)	(16 977)	(27 613)
Produit de la vente de valeurs disponibles à la vente	5 127	2 646	10 605	7 773	22 521
Produit à l'échéance de valeurs disponibles à la vente	4 501	5 232	6 137	9 733	14 637
Valeurs empruntées ou acquises en vertu de prises en pension de titres, montant net	2 158	(3 669)	(6 969)	(1 511)	(6 715)
Rentrées nettes liées aux cessions	-	54	(297)	54	(297)
Achat de terrains, de bâtiments et de matériel	(54)	(27)	(11)	(81)	(68)
	(14 531)	(15 478)	(5 056)	(30 009)	(9 265)
Incidence de la fluctuation des taux de change sur l'encaisse et les dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques					
	(41)	(11)	(35)	(52)	(42)
Augmentation (diminution) nette de l'encaisse et des dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques au cours de la période					
	494	(551)	(354)	(57)	(249)
Encaisse et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques au début de la période					
	1 639	2 190	1 917	2 190	1 812
Encaisse et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres					
	2 133 \$	1 639 \$	1 563 \$	2 133 \$	1 563 \$
Intérêts versés au comptant	795 \$	1 278 \$	614 \$	2 073 \$	1 354 \$
Impôts sur les bénéfices payés au comptant	54 \$	139 \$	175 \$	193 \$	342 \$

- 1) Comprend l'amortissement des bâtiments, du mobilier, du matériel, des améliorations locatives, des logiciels et des autres actifs incorporels.
 2) Comprend des soldes de liquidités soumises à restrictions de 238 M\$ (227 M\$ au 31 janvier 2011 et 252 M\$ au 30 avril 2010).

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES (non audité)

Les états financiers consolidés intermédiaires non audités de la Banque Canadienne Impériale de Commerce (la « CIBC ») ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada. Les présents états financiers sont dressés selon les mêmes méthodes et conventions comptables que celles utilisées pour dresser les états financiers consolidés de la CIBC de l'exercice terminé le 31 octobre 2010. Les états financiers consolidés intermédiaires de la CIBC ne comprennent pas toutes les informations à fournir exigées en vertu des PCGR du Canada pour les états financiers annuels et, par conséquent, doivent être lus à la lumière des états financiers consolidés pour l'exercice terminé le 31 octobre 2010, figurant aux pages 104 à 179 du Rapport annuel 2010.

1. Juste valeur des instruments financiers

Le tableau ci-dessous présente les niveaux au sein de la hiérarchie de la juste valeur dans lesquels les justes valeurs des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur au bilan consolidé intermédiaire sont classées :

	Niveau 1		Niveau 2		Niveau 3		Total	
	Cours du marché		Technique d'évaluation – données observables sur le marché		Technique d'évaluation – données inobservables sur le marché		Total	
	30 avril 2011	31 octobre 2010	30 avril 2011	31 octobre 2010	30 avril 2011	31 octobre 2010	30 avril 2011	31 octobre 2010
En millions de dollars, au								
Actifs financiers								
<u>Valeurs du compte de négociation</u>								
Valeurs émises ou garanties par le gouvernement	7 380 \$	4 158 \$	7 887 \$	8 463 \$	- \$	- \$	15 267 \$	12 621 \$
Titres de participation de sociétés	16 835	11 818	1 565	1 090	-	-	18 400	12 908
Titres d'emprunt d'entreprises	-	-	1 415	1 039	5	20	1 420	1 059
Titres adossés à des créances mobilières et hypothécaires	-	-	814	342	1 436	1 627	2 250	1 969
	24 215 \$	15 976 \$	11 681 \$	10 934 \$	1 441 \$	1 647 \$	37 337 \$	28 557 \$
<u>Valeurs disponibles à la vente</u>								
Valeurs émises ou garanties par le gouvernement	2 188 \$	7 398 \$	12 565 \$	9 310 \$	- \$	- \$	14 753 \$	16 708 \$
Titres de participation de sociétés	122	108	-	5	-	-	122	113
Titres d'emprunt d'entreprises	-	-	3 913	2 713	9	23	3 922	2 736
Titres adossés à des créances mobilières et hypothécaires	-	-	3 574	3 656	3 014	2 826	6 588	6 482
	2 310 \$	7 506 \$	20 052 \$	15 684 \$	3 023 \$	2 849 \$	25 385 \$	26 039 \$
Valeurs et prêts désignés à leur juste valeur	107 \$	307 \$	20 776 \$	22 124 \$	11 \$	20 \$	20 894 \$	22 451 \$
Instruments dérivés	232	272	19 929	22 949	1 087	1 461	21 248	24 682
Total des actifs financiers	26 864 \$	24 061 \$	72 438 \$	71 691 \$	5 562 \$	5 977 \$	104 864 \$	101 729 \$
Passifs financiers								
Dépôts	- \$	- \$	(2 079) \$	(2 397) \$	(1 324) \$	(1 428) \$	(3 403) \$ ¹	(3 825) \$ ¹
Instruments dérivés	(376)	(265)	(19 695)	(23 148)	(2 375)	(3 076)	(22 446)	(26 489)
Engagements liés à des valeurs vendues à découvert	(6 016)	(3 793)	(6 653)	(5 880)	-	-	(12 669)	(9 673)
Total des passifs financiers	(6 392) \$	(4 058) \$	(28 427) \$	(31 425) \$	(3 699) \$	(4 504) \$	(38 518) \$	(39 987) \$

1) Comprennent des dépôts désignés à la juste valeur de 3 056 M\$ (3 530 M\$ au 31 octobre 2010) et des instruments dérivés incorporés séparés de 347 M\$ (295 M\$ au 31 octobre 2010).

Il n'y a eu aucun transfert d'instruments financiers entre les niveaux au cours du trimestre et du semestre terminés le 30 avril 2011.

Le montant constaté à l'état des résultats consolidé lié aux instruments financiers, dont la juste valeur est évaluée à l'aide de techniques d'évaluation exigeant des données inobservables sur le marché, a été une perte nette de 58 M\$ pour le trimestre et un gain net de 63 M\$ pour le semestre terminés le 30 avril 2011 (un gain net de 378 M\$ et de 384 M\$ respectivement pour le trimestre et le semestre terminés le 30 avril 2010).

Le tableau ci-après présente les variations de la juste valeur des actifs, des passifs et des montants nets des actifs dérivés et des passifs dérivés de niveau 3. Ces instruments sont évalués à la juste valeur d'après des données inobservables sur le marché. Nous couvrons souvent des positions par des positions compensatoires qui peuvent être classées à un niveau différent. Par conséquent, les gains et pertes pour les actifs et passifs au niveau 3 présentés dans le tableau ci-dessous ne reflètent pas l'incidence des gains et pertes compensatoires sur les instruments de couverture connexes qui ont été classés au niveau 1 ou au niveau 2.

En millions de dollars, aux dates indiquées ou pour les trois mois terminés le	Gains nets/(pertes nettes) inclus(es) dans le résultat			Gains/(pertes) latent(e)s, montant net inclus dans les autres éléments du résultat étendu	Transferts au niveau 3	Transferts du niveau 3	Achats et émissions	Ventes et règlements	Solde de clôture
	Solde d'ouverture	Réalisé(e)s ¹	Latent(e)s ^{1,2}						
30 avril 2011									
Valeurs du compte de négociation	1 538 \$	13 \$	(23) \$	- \$	- \$	- \$	2 \$	(89) \$	1 441 \$
Valeurs disponibles à la vente	2 646	26	-	(15)	-	-	773	(407)	3 023
Valeurs et prêts désignés à leur juste valeur	11	-	-	-	-	-	-	-	11
Total des actifs financiers	4 195 \$	39 \$	(23) \$	(15) \$	- \$	- \$	775 \$	(496) \$	4 475 \$
Dépôts ³	(1 439) \$	(10) \$	41 \$	- \$	- \$	- \$	(31) \$	115 \$	(1 324) \$
Instruments dérivés, montant net	(1 254)	(68)	(37)	-	-	-	(1)	72	(1 288)
Total des passifs financiers	(2 693) \$	(78) \$	4 \$	- \$	- \$	- \$	(32) \$	187 \$	(2 612) \$
31 octobre 2010									
Valeurs du compte de négociation	1 518 \$	70 \$	129 \$	- \$	- \$	- \$	342 \$	(412) \$	1 647 \$
Valeurs disponibles à la vente	3 239	16	1	(56)	2	(1)	326	(678)	2 849
Valeurs et prêts désignés à leur juste valeur	39	9	(5)	-	-	-	-	(23)	20
Total des actifs financiers	4 796 \$	95 \$	125 \$	(56) \$	2 \$	(1) \$	668 \$	(1 113) \$	4 516 \$
Dépôts ³	(925) \$	(57) \$	(141) \$	- \$	(203) \$	- \$	(119) \$	17 \$	(1 428) \$
Instruments dérivés, montant net	(2 014)	(32)	(302)	-	(6)	(14)	4	749	(1 615)
Total des passifs financiers	(2 939) \$	(89) \$	(443) \$	- \$	(209) \$	(14) \$	(115) \$	766 \$	(3 043) \$

1) Comprend les gains et les pertes de change.

2) Gains latents / pertes latentes lié(e)s aux actifs et passifs détenus à la fin de la période considérée.

3) Comprennent des dépôts désignés à la juste valeur de 1 072 M\$ (1 188 M\$ au 31 octobre 2010) et des instruments dérivés incorporés séparés de 252 M\$ (240 M\$ au 31 octobre 2010).

4) Ces transferts ont trait à des billets de dépôt structurés comportant des instruments dérivés incorporés séparés comptabilisés à la juste valeur.

Sensibilité des actifs financiers et des passifs financiers du niveau 3

L'approche que nous utilisons pour évaluer les instruments financiers à la juste valeur figure à la note 2 des états financiers consolidés de 2010.

Les techniques d'évaluation qui utilisent des données inobservables sur le marché servent à certains instruments financiers, y compris nos activités de crédit structuré en voie de liquidation.

Nos coupons d'intérêt découlant de la vente de créances titrisées sont évalués au moyen de taux de remboursement anticipé, ce que nous considérons comme des données inobservables sur le marché.

Les contrats de swap découlant de la vente de créances titrisées sont évalués à l'aide de taux de liquidités, ce que nous considérons comme des données inobservables sur le marché.

Les titres adossés à des créances mobilières (TACM) sont sensibles aux écarts de taux et de liquidités, que nous considérons comme étant des données inobservables sur le marché.

Les dépôts désignés à la juste valeur qui ne sont pas gérés au titre de nos positions détenues dans les activités de crédit structuré en voie de liquidation sont sensibles aux écarts de taux inobservables, lesquels sont déterminés par des hypothèses d'extrapolation et de corrélation.

Certains instruments dérivés incorporés séparés, en raison de leur complexité et de leur structure particulière,

exigent que des hypothèses et des jugements importants soient posés à l'égard des données et des techniques d'évaluation, ce que nous considérons comme des données inobservables.

Le fait de substituer une ou plusieurs des hypothèses que nous utilisons dans l'évaluation à la juste valeur de ces instruments par des hypothèses raisonnablement possibles aurait une incidence sur le bénéfice net ou sur les autres éléments du résultat étendu tel qu'il est décrit plus bas.

Nos positions au risque de crédit structuré non couvert (titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation et titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation) sont sensibles aux variations de l'évaluation à la valeur de marché, généralement en fonction de cours indicatifs des courtiers ou de modèles internes. Une variation défavorable de 10 % dans l'évaluation à la valeur de marché de nos positions sous-jacentes entraînerait des pertes d'environ 49 M\$ dans notre portefeuille de titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation non couverts et 101 M\$ dans notre portefeuille de titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation, exclusion faite des positions non couvertes dans des titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation classées dans les prêts, lesquels sont comptabilisés au coût après amortissement et avant l'incidence de la couverture d'un billet à recours limité. La juste valeur d'un billet à recours limité, soit une couverture de positions classées

comme des titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation, devrait raisonnablement atténuer toute modification de la juste valeur de ces positions sous-jacentes.

Nos positions couvertes font intervenir deux catégories de sensibilité, la première ayant trait à notre portefeuille de prêts couverts et la seconde, à nos expositions à la juste valeur couvertes. Étant donné que les prêts couverts au bilan sont comptabilisés au coût après amortissement et que les dérivés de crédit connexes sont évalués à la juste valeur, une augmentation de 10 % dans l'évaluation à la valeur de marché des dérivés de crédit structuré couverts pourrait entraîner un gain net d'environ 19 M\$, en présumant que les ratios courants liés aux rajustements de l'évaluation du crédit (« REC ») demeurent inchangés. Une diminution de 10 % dans l'évaluation à la valeur de marché de nos expositions à la juste valeur au bilan et une augmentation de 10 % dans l'évaluation à la valeur de marché de tous les dérivés de crédit structuré couverts pourraient donner lieu à une perte nette d'environ 8 M\$, en présumant que les ratios courants liés aux REC demeurent inchangés.

Une hausse de 10 % dans l'évaluation à la valeur de marché des dérivés de crédit non appariés, pour lesquels nous avons souscrit une protection sans avoir d'exposition liée aux actifs sous-jacents, entraînerait un gain net d'environ 1 M\$, en présumant que les ratios courants liés aux REC demeurent inchangés.

Une réduction de 10 % des débiteurs, déduction faite des REC des garants financiers, entraînerait une perte nette d'environ 47 M\$.

Une augmentation de 10 % des taux de remboursement anticipé ayant trait à nos droits conservés associés aux coupons d'intérêt découlant de la vente des créances titrisées entraînerait une perte nette d'environ 21 M\$.

Une baisse de 20 points de base des taux de liquidités utilisés pour calculer la juste valeur de nos dérivés associés à la vente de créances titrisées entraînerait une perte d'environ 92 M\$.

Une réduction de 10 % dans l'évaluation à la valeur de marché de nos TACM au bilan qui sont évalués au moyen d'écart de taux et de liquidités inobservables entraînerait une diminution des autres éléments du résultat étendu d'environ 200 M\$.

Une réduction de 10 % dans l'évaluation à la valeur de marché de certains de nos dépôts désignés à la juste valeur, qui ne sont pas gérés au titre de nos positions détenues dans les activités de crédit structuré en voie de liquidation, et qui sont évalués au moyen de données inobservables comprenant les écarts de taux obtenus par corrélation et par extrapolation, entraînerait un gain d'environ 4 M\$.

Une réduction de 10 % dans l'évaluation à la valeur de marché de certains instruments dérivés incorporés séparés, calculés selon des modèles d'évaluation examinés de près en interne, donnerait lieu à un gain d'environ 25 M\$.

Option de la juste valeur

Les actifs et les passifs désignés à la juste valeur comprennent les instruments qui i) auraient entraîné des écarts d'évaluation importants au sein des dérivés de couverture et des valeurs vendues à découvert comptabilisées à la juste valeur ou ii) sont gérés selon leur juste valeur suivant une stratégie de négociation étayée, et communiqués au personnel clé de la direction.

La juste valeur des actifs et des passifs désignés à la juste valeur (à l'exclusion des couvertures) était respectivement de 20 894 M\$ et 3 056 M\$ au 30 avril 2011 (respectivement de 22 451 M\$ et 3 530 M\$ au 31 octobre 2010).

L'incidence des instruments désignés à la juste valeur et des couvertures connexes sur l'état des résultats consolidé intermédiaire et l'incidence de la variation des écarts de taux sur les prêts et les passifs désignés à la juste valeur sont présentées dans le tableau qui suit :

En millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Cumul de la période terminée le ¹	
	30 avril 2011	31 janvier 2011	30 avril 2010	30 avril 2011	30 avril 2010
Incidence des instruments désignés à leur juste valeur et des couvertures connexes					
Revenu net d'intérêts	59 \$	54 \$	68 \$	113 \$	136 \$
Revenu autre que d'intérêts – perte découlant des valeurs mobilières désignées à leur juste valeur	(81)	(98)	(88)	(179)	(293)
Perte nette	(22) \$	(44) \$	(20) \$	(66) \$	(157) \$
Gain (perte) découlant de la variation des écarts de taux					
Prêts désignés à la juste valeur	- \$	- \$	8 \$	- \$	18 \$
Prêts désignés à la juste valeur, déduction faite des couvertures connexes	-	-	8	-	8
Passifs désignés à leur juste valeur	1	-	(1)	1	(1)

1) La variation de la juste valeur des instruments financiers désignés à la juste valeur, détenus par la CIBC à la fin de la période de présentation de l'information, étant donné qu'ils ont été désignés selon l'option de la juste valeur.

2. Cession importante

Vente de la division Services aux émetteurs de la Compagnie Trust CIBC Mellon

Avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2010, la Compagnie Trust CIBC Mellon, coentreprise à parts égales entre la CIBC et The Bank of New York Mellon, a vendu ses activités de services aux émetteurs (transfert de titres et régimes d'achat d'actions des employés). Par suite de la vente, CIBC a comptabilisé au premier trimestre de 2011 un gain après impôts de 37 M\$, déduction faite des récupérations estimatives et des rajustements postérieurs à la clôture qui seront réglés à compter du 1^{er} novembre 2011. Les résultats des activités de services aux émetteurs de la Compagnie Trust CIBC Mellon ont été comptabilisés dans le segment Siège social et autres et ses résultats d'exploitation ne sont pas jugés importants pour les résultats consolidés de la Banque CIBC.

3. Valeurs mobilières

Juste valeur des valeurs disponibles à la vente

En millions de dollars, au	30 avril 2011				31 octobre 2010			
	Coût après amortissement	Gains latents bruts	Pertes latentes brutes	Juste valeur	Coût après amortissement	Gains latents bruts	Pertes latentes brutes	Juste valeur
Valeurs disponibles à la vente								
Valeurs émises ou garanties par :								
Gouvernement du Canada	3 984 \$	4 \$	(16) \$	3 972 \$	5 385 \$	8 \$	(2) \$	5 391 \$
Autres gouvernements canadiens	4 544	7	(13)	4 538	4 602	86	-	4 688
Trésor des États-Unis	2 394	27	(8)	2 413	3 343	5	-	3 348
Gouvernements d'autres pays	3 799	40	(9)	3 830	3 251	47	(17)	3 281
Titres adossés à des créances hypothécaires	4 538	64	(12)	4 590	4 627	103	(3)	4 727
Titres adossés à des créances mobilières	1 976	23	(1)	1 998	1 758	34	(37)	1 755
Titres d'emprunt de sociétés ouvertes	3 886	7	(4)	3 889	2 659	18	(1)	2 676
Titres de participation de sociétés ouvertes	115	13	(6)	122	114	8	(9)	113
Titres d'emprunt de sociétés fermées	33	1	(1)	33	52	9	(1)	60
Titres de participation de sociétés fermées ¹	476	336	(5)	807	582	337	(9)	910
	25 745 \$	522 \$	(75) \$	26 192 \$	26 373 \$	655 \$	(79) \$	26 949 \$

1) Comptabilisés au coût au bilan consolidé intermédiaire, puisqu'ils n'ont pas de cours sur un marché actif.

Au 30 avril 2011, le coût après amortissement de 185 valeurs disponibles à la vente qui affichaient une position de perte latente brute (170 valeurs au 31 octobre 2010) dépassait leur juste valeur de 75 M\$ (79 M\$ au 31 octobre 2010). Treize valeurs disponibles à la vente (neuf valeurs disponibles à la vente au 31 octobre 2010) ont affiché une position de perte latente brute pour plus d'un an, soit de 6 M\$ (13 M\$ au 31 octobre 2010). Nous avons déterminé que les pertes latentes sur ces valeurs disponibles à la vente sont, par nature, temporaires.

Reclassement des instruments financiers

En vertu des changements apportés en octobre 2008 aux chapitres 3855, « Instruments financiers – comptabilisation et évaluation », et 3862, « Instruments financiers – informations à fournir », du *Manuel de l'ICCA*, il est permis, dans de rares circonstances, que certains actifs financiers détenus à des fins de négociation soient reclassés comme détenus jusqu'à l'échéance et disponibles à la vente. En juillet 2009, des modifications apportées au chapitre 3855 ont entraîné le reclassement des valeurs détenues jusqu'à l'échéance dans les prêts en date du 1^{er} novembre 2008. Nous n'avons pas reclassé de titres au cours du semestre terminé le 30 avril 2011.

Les tableaux suivants présentent les valeurs comptables, les justes valeurs ainsi que les bénéfices et les pertes propres aux actifs reclassés jusqu'à ce jour.

En millions de dollars, au	30 avril 2011		31 octobre 2010	
	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable
Actifs détenus à des fins de négociation reclassés auparavant comme valeurs détenues jusqu'à l'échéance (actuellement dans les prêts)	4 460 \$	4 537 \$	5 525 \$	5 699 \$
Actifs détenus à des fins de négociation reclassés auparavant comme valeurs disponibles à la vente	46	46	55	55
Total des actifs financiers reclassés	4 506 \$	4 583 \$	5 580 \$	5 754 \$

En millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les six mois terminés le	
	30 avril 2011	31 janvier 2011	30 avril 2010	30 avril 2011	30 avril 2010
Bénéfice net (perte nette) constaté(e) sur valeurs mobilières reclassées, avant impôts sur les bénéfices					
Bénéfice brut constaté dans l'état des résultats	15 \$	8 \$	41 \$	23 \$	82 \$
Frais d'intérêts liés au financement	(14)	(18)	(17)	(32)	(42)
Bénéfice net (perte nette) constaté(e), avant impôts sur les bénéfices	1 \$	(10) \$	24 \$	(9) \$	40 \$
Incidence sur le bénéfice net (la perte nette) si le reclassement n'avait pas eu lieu					
Sur les actifs détenus à des fins de négociation reclassés auparavant comme valeurs détenues jusqu'à l'échéance (actuellement dans les prêts)	46 \$	51 \$	(70) \$	97 \$	(195) \$
Sur les actifs détenus à des fins de négociation reclassés auparavant comme valeurs disponibles à la vente	2	-	3	2	2
Augmentation (diminution) des bénéfices, avant impôts sur les bénéfices	48 \$	51 \$	(67) \$	99 \$	(193) \$

4. Prêts

Dotation à la provision pour pertes sur créances

En millions de dollars	Aux dates indiquées ou pour les trois mois terminés le					Aux dates indiquées ou pour les six mois terminés le	
	30 avril 2011	31 janvier 2011	30 avril 2010	Provision totale	Provision totale	30 avril 2011	30 avril 2010
	Provision spécifique	Provision générale	Provision totale	Provision totale	Provision totale	Provision totale	Provision totale
Solde au début de la période	628 \$	1 135 \$	1 763 \$	1 784 \$	2 039 \$	1 784 \$	2 043 \$
Dotation à (reprise sur) la provision pour pertes sur créances	210	(16)	194	209	316	403	675
Radiations	(230)	-	(230)	(255)	(301)	(485)	(689)
Recouvrements	27	-	27	31	32	58	64
Divers	(17)	(2)	(19)	(6)	(16)	(25)	(23)
Solde à la fin de la période	618 \$	1 117 \$	1 735 \$	1 763 \$	2 070 \$	1 735 \$	2 070 \$
Se compose de ce qui suit :							
Prêts	618 \$	1 068 \$	1 686 \$	1 700 \$	2 002 \$	1 686 \$	2 002 \$
Facilités de crédit inutilisées ¹	-	49	49	63	68	49	68

1) Comprises dans les autres passifs.

Prêts douteux

En millions de dollars, au	30 avril 2011			31 octobre 2010		
	Montant brut	Provision spécifique	Total net	Montant brut	Provision spécifique	Total net
Prêts hypothécaires à l'habitation	418 \$	31 \$	387 \$	452 \$	30 \$	422 \$
Particuliers	286	213	73	304	224	80
Entreprises et gouvernements	1 038	374	664	1 080	377	703
Total des prêts douteux ¹	1 742 \$	618 \$	1 124 \$	1 836 \$	631 \$	1 205 \$

1) Le solde moyen des prêts douteux bruts pour le trimestre terminé le 30 avril 2011 totalisait 1 769 M\$ (1 994 M\$ pour le trimestre terminé le 31 octobre 2010).

Prêts en souffrance aux termes du contrat, mais non douteux

En millions de dollars, au				30 avril 2011	31 octobre 2010
	Moins de 31 jours	De 31 à 90 jours	Plus de 90 jours	Total	Total
Prêts hypothécaires à l'habitation	1 455 \$	446 \$	173 \$	2 074 \$	2 375 \$
Particuliers	434	129	20	583	591
Cartes de crédit	570	169	112	851	1 021
Entreprises et gouvernements	254	216	26	496	555
	2 713 \$	960 \$	331 \$	4 004 \$	4 542 \$

5. Titrisations et entités à détenteurs de droits variables

Titrisations

Le tableau suivant résume nos activités de titrisation et de vente :

En millions de dollars	Pour les trois mois terminés le				Pour les six mois terminés le		
	30 avril 2011	31 janvier 2011	30 avril 2010		30 avril 2011	30 avril 2010	
	Prêts hypothécaires à l'habitation	Prêts hypothécaires à l'habitation	Cartes de crédit ^{1,2}	Prêts hypothécaires à l'habitation	Prêts hypothécaires à l'habitation	Cartes de crédit ^{1,2}	Prêts hypothécaires à l'habitation
Titrisés ³	2 992 \$	4 308 \$	1 671 \$	2 353 \$	7 300 \$	1 671 \$	3 704 \$
Vendus ³	3 598	3 013	1 671	3 120	6 611	1 671	5 564
Produit net au comptant	3 580	3 019	1 671	3 117	6 599	1 671	5 584
Droits conservés	143	122	1 671	126	265	1 671	244
Gain à la vente, déduction faite des frais d'opération	72	65	-	57	137	-	115
Hypothèses sur les droits conservés (en %)⁴							
Durée résiduelle moyenne pondérée (en années)	2,8	2,8	s.o.	3,5	2,8	s.o.	3,4
Taux de remboursement anticipé/taux de remboursement	15,0 - 18,0	15,0 - 18,0	s.o.	15,0 - 18,0	15,0 - 18,0	s.o.	15,0 - 18,0
Taux de rendement interne	2,4 - 9,1	1,4 - 9,3	s.o.	1,6 - 9,3	1,4 - 9,3	s.o.	1,6 - 9,3
Pertes sur créances prévues	0,0 - 0,4	0,0 - 0,4	s.o.	0,0 - 0,4	0,0 - 0,4	s.o.	0,0 - 0,4

- Le réinvestissement dans des opérations de titrisation à rechargement n'est pas présenté.
 - Au cours du premier trimestre, nous avons titrisé 1,7 G\$ de créances sur cartes de crédit et avons acheté la totalité des droits conservés, sous forme de billets, relatifs à la titrisation.
 - Comprend 51 M\$ (85 M\$ au 31 janvier 2011 et 68 M\$ au 30 avril 2010) en prêts hypothécaires titrisés à taux fixe non garantis dans une structure d'accueil admissible.
 - Les hypothèses sur les droits conservés s'appliquent seulement aux coupons d'intérêt.
- s.o. Sans objet. Le droit conservé est sous forme de billets. Les hypothèses ne s'appliquent pas aux billets.

Le tableau suivant décrit nos expositions liées aux titrisations :

		Prêts hypothécaires à l'habitation			
En millions de dollars, au		Programme d'adjudication OHC/LNH ¹	De premier ordre et de quasi premier ordre/assortis d'une cote Alt-A ²	Cartes hypothécaires de crédit	Prêts hypothécaires commerciaux
		30 avril 2011	Droits conservés dans les créances titrisées vendues³	916 \$	141 \$
	Créances titrisées non vendues	18 222	-	-	-
	Facilités de liquidité⁴	-	874	-	-
31 octobre 2010	Droits conservés dans les créances titrisées vendues³	961 \$	331 \$	591 \$	5 \$
	Créances titrisées non vendues	19 651	-	-	-
	Facilités de liquidité⁴	-	772	-	-

- Comprennent les soldes liés au Programme d'obligations hypothécaires du Canada et processus d'adjudication de titres adossés à des créances hypothécaires assurés en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* et d'autres programmes de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) et de titres adossés à des créances hypothécaires. Il ne devrait pas y avoir de pertes sur créances parce que ces prêts hypothécaires sont garantis.
- Les prêts hypothécaires de quasi premier ordre ou assortis d'une cote Alt-A ont un taux moyen de perte de 38 points de base au cours des cinq dernières années (37 points de base au 31 octobre 2010) et un ratio prêt-garantie moyen de 74 % (74 % au 31 octobre 2010). Le total des actifs de la structure d'accueil admissible s'établissait à 943 M\$ (1 019 M\$ au 31 octobre 2010), dont 316 M\$ (352 M\$ au 31 octobre 2010) représentent les prêts hypothécaires de premier ordre et 577 M\$ (586 M\$ au 31 octobre 2010) constituent les prêts hypothécaires de quasi premier ordre ou assortis d'une cote Alt-A.
- Comprend les droits conservés acquis après la titrisation initiale.
- Déduction faite de nos investissements dans nos structures de titrisation.

Entités à détenteurs de droits variables (EDDV)

Les précisions sur nos EDDV figurent aux pages 135 et 136 du Rapport annuel 2010.

EDDV consolidées

Le tableau ci-dessous donne plus de précisions sur les actifs qui soutiennent les obligations des EDDV consolidées :

En millions de dollars, au	30 avril 2011	31 octobre 2010
Valeurs du compte de négociation	710 \$	818 \$
Valeurs disponibles à la vente	74	85
Prêts hypothécaires à l'habitation	75	62
Autres actifs	2	1
Total de l'actif	861 \$	966 \$

EDDV non consolidées

Les montants au bilan et notre risque maximal de perte lié à des EDDV qui ne sont pas consolidées figurent dans le tableau qui suit. L'exposition maximale comprend la valeur comptable des placements, les montants nominaux de référence pour les facilités de liquidité et de crédit, et les montants nominaux de référence, déduction faite du cumul des pertes liées à la juste valeur pour les dérivés de crédit vendus sur les actifs de référence d'EDDV moins les positions couvertes, compte non tenu de l'incidence du REC.

En millions de dollars, au 30 avril 2011	Fonds multicédants soutenus par la CIBC ¹	Entités émettrices de TAC flux groupés structurées par la CIBC	Entité émettrices structurées par des tiers		Total
			Activités en voie de liquidation	Activités courantes	
Actif au bilan²					
Valeurs du compte de négociation	5 \$	- \$	560 \$	305 \$	870 \$
Valeurs disponibles à la vente	-	5	2	1 832	1 839
Désignées à leur juste valeur	-	-	-	130	130
Prêts	73	385	5 060	38	5 556
Dérivés ³	-	-	-	74	74
Total de l'actif	78 \$	390 \$	5 622 \$	2 379 \$	8 469 \$
31 octobre 2010	182 \$	448 \$	7 696 \$	1 962 \$	10 288 \$
Passif au bilan					
Dérivés ³	- \$	30 \$	811 \$	24 \$	865 \$
Total du passif	- \$	30 \$	811 \$	24 \$	865 \$
31 octobre 2010	- \$	36 \$	1 084 \$	2 \$	1 122 \$

Risque maximal de perte, déduction faite des couvertures

Risque maximal de perte compte tenu des couvertures	14 502 \$
Moins : montant nominal de référence des protections souscrites sur des opérations de couverture au titre des contrats de dérivés de crédit vendus, déduction faite du montant brut à recevoir sur ces opérations de couverture	(3 659)
Moins : valeur comptable des couvertures liées aux valeurs et aux prêts	(5 441)
Risque maximal de perte, déduction faite des couvertures	5 402 \$
31 octobre 2010	6 164 \$

1) Comprend plusieurs fonds multicédants et un fonds monocédant. Les actifs de ces fonds multicédants totalisaient 1,6 G\$ (2,3 G\$ au 31 octobre 2010) et comprenaient des actifs donnés en garantie sous-jacents de 1,5 G\$ (2,1 G\$ au 31 octobre 2010). Certains de nos fonds multicédants détiennent également du papier commercial émis par nos autres fonds multicédants. Les actifs de notre fonds monocédant totalisaient 410 M\$ (403 M\$ au 31 octobre 2010).

2) Exclut les valeurs émises par les entités créées par la SCHL, la Federal National Mortgage Association (Fannie Mae), la Federal Home Loan Mortgage Corporation (Freddie Mac), la Government National Mortgage Association (Ginnie Mae), la Federal Home Loan Bank, la Federal Farm Credit Bank et la Student Loan Marketing Association (Sallie Mae), ainsi que les droits conservés et les dérivés souscrits auprès de ces entités.

3) Comprennent les dérivés de crédit (options vendues et swaps sur rendement total) en vertu desquels nous assumons le risque et excluent tous les autres dérivés.

6. Titres secondaires

Le 2 novembre 2010, nous avons émis des débentures (titres secondaires) à 3,15 % pour un capital de 1 500 M\$, venant à échéance le 2 novembre 2020. Les débentures sont admissibles à titre de fonds propres de deuxième catégorie.

Le 28 mars 2011, nous avons racheté la totalité de nos billets à moyen terme restants (titres secondaires) à 4,55 %, soit 1 080 M\$, venant à échéance le 28 mars 2016. Conformément à leurs modalités, les billets à moyen terme ont été rachetés à 100 % de leur capital, plus les intérêts courus et impayés, à cette date.

7. Capital-actions

Actions ordinaires

En millions de dollars	Pour les trois mois terminés le						Pour les six mois terminés le			
	30 avril 2011		31 janvier 2011		30 avril 2010		30 avril 2011		30 avril 2010	
	Nombre d'actions (en millions)	Montant	Nombre d'actions (en millions)	Montant	Nombre d'actions (en millions)	Montant	Nombre d'actions (en millions)	Montant	Nombre d'actions (en millions)	Montant
Solde au début de la période	394,8	6 951 \$	392,7	6 804 \$	386,5	6 372 \$	392,7	6 804 \$	384,0	6 241 \$
Émission en vertu de :										
Régime d'options sur actions	0,6	40	0,5	26	0,4	21	1,1	66	1,5	64
Régime d'investissement à l'intention des actionnaires ¹	1,3	105	1,3	99	1,4	101	2,6	204	2,8	189
Régime d'achat d'actions par les employés	0,2	20	0,3	22	0,2	15	0,5	42	0,2	15
Solde à la fin de la période	396,9	7 116 \$	394,8	6 951 \$	388,5	6 509 \$	396,9	7 116 \$	388,5	6 509 \$

1) Depuis le versement des dividendes du 28 avril 2011, les participants à l'option de réinvestissement des dividendes et à l'option de dividendes en actions du régime d'investissement à l'intention des actionnaires reçoivent un escompte de 2 % du cours moyen sur les dividendes réinvestis en actions ordinaires supplémentaires. Auparavant, ces actions émises étaient assorties d'un escompte de 3 %.

Actions privilégiées

Le 28 avril 2011, nous avons racheté la totalité des actions privilégiées de catégorie A à dividende non cumulatif, série 28 en circulation, soit 2 000 actions à un prix au comptant de 10,00 \$ l'action.

Ratios et fonds propres réglementaires

Nos ratios de fonds propres et notre ratio actif/fonds propres sont présentés dans le tableau suivant :

En millions de dollars, au	30 avril 2011	31 octobre 2010
Fonds propres		
Fonds propres de première catégorie	15 656 \$	14 851 \$
Total des fonds propres réglementaires	20 047	18 966
Actif pondéré en fonction du risque		
Risque de crédit	85 405 \$	86 782 \$
Risque de marché	2 575	1 625
Risque opérationnel	18 356	18 256
Total de l'actif pondéré en fonction du risque	106 336 \$	106 663 \$
Ratios des fonds propres		
Ratio des fonds propres de première catégorie	14,7 %	13,9 %
Ratio du total des fonds propres	18,9 %	17,8 %
Ratio actif/fonds propres	18,2 x	17,0 x

Au cours du trimestre et du semestre terminés le 30 avril 2011, nous nous sommes conformés à l'ensemble des exigences réglementaires en matière de fonds propres.

8. Garants financiers

Nous avons souscrit des contrats de dérivés auprès de garants financiers afin de nous couvrir contre le risque à l'égard de divers actifs de référence. Au cours du trimestre et du semestre terminés le 30 avril 2011, nous avons constaté des gains nets respectivement de 19 M\$ et 46 M\$ (gains nets respectivement de 330 M\$ et 718 M\$ au cours du trimestre et du semestre terminés le 30 avril 2010) à l'égard des contrats de couverture des garants financiers dans le revenu tiré des activités de négociation. En outre, à la fois au cours du trimestre et du semestre terminés le 30 avril 2011, nous avons comptabilisé une perte nette de 39 M\$ (pertes nettes respectivement de 106 M\$ et 161 M\$ au cours du trimestre et du semestre terminés le 30 avril 2010) après avoir résilié des contrats avec des garants financiers.

Les rajustements de valeur de ces contrats ont atteint 173 M\$ au 30 avril 2011 (291 M\$ au 31 octobre 2010).

La juste valeur des contrats de dérivés conclus auprès de garants financiers, déduction faite des rajustements de valeur, s'est établie à 470 M\$ au 30 avril 2011 (734 M\$ au 31 octobre 2010).

À notre avis, nous avons rajusté la juste valeur adéquatement jusqu'à maintenant. Le calcul des rajustements de la juste valeur exige que nous fondions nos estimations sur les processus comptables et sur le jugement de la direction.

Nous évaluons régulièrement le caractère adéquat des rajustements de juste valeur. La conjoncture et les conditions du marché qui sont liées à ces contreparties pourraient changer dans l'avenir, ce qui pourrait donner lieu à des pertes futures importantes.

9. Impôts sur les bénéfices

Actif d'impôts futurs

Au 30 avril 2011, notre actif d'impôts futurs était de 418 M\$ (767 M\$ au 31 octobre 2010), déduction faite de la provision pour moins-value de 63 M\$ (66 M\$ au 31 octobre 2010). L'actif d'impôts futurs comprend au 30 avril 2011 des reports en avant de pertes fiscales canadiennes autres qu'en capital totalisant 69 M\$ (385 M\$ au 31 octobre 2010) qui viennent à échéance dans 18 ans, un montant de 54 M\$ (54 M\$ au 31 octobre 2010) lié aux reports en avant de pertes fiscales canadiennes en capital n'ayant pas de date d'échéance et un montant de 196 M\$ (267 M\$ au 31 octobre 2010) lié à nos activités américaines.

Les normes comptables exigent qu'une provision pour moins-value soit établie lorsqu'il est plus probable qu'improbable que la totalité ou qu'une partie de l'actif d'impôts futurs ne sera pas réalisée avant son échéance. Bien que la réalisation ne soit pas assurée, nous sommes d'avis, d'après toutes les informations dont nous disposons, qu'il est plus probable qu'improbable que la totalité de l'actif d'impôts futurs, déduction faite de la provision pour moins-value, sera réalisée.

Enron

Au cours des exercices précédents, l'Agence du revenu du Canada (ARC) a émis des nouvelles cotisations dans lesquelles elle refuse la déduction de paiements d'environ 3,0 G\$ se rapportant au règlement lié à Enron en 2005 et aux frais juridiques connexes. En 2010, nous avons déposé un avis d'opposition devant la Cour canadienne de l'impôt. Le 30 septembre 2010 et le 12 novembre 2010, nous avons reçu des réponses du ministère de la Justice confirmant les nouvelles cotisations de l'ARC. L'affaire est maintenant devant les tribunaux. Nous pensons être en mesure de pouvoir défendre au moins le montant de l'économie d'impôts qui a été constaté jusqu'à maintenant.

Si nous réussissions à défendre notre position fiscale en entier, nous serions en mesure de constater une économie d'impôts additionnelle de 214 M\$ et un remboursement des intérêts imposables d'environ 171 M\$. Si nous ne réussissons pas, une charge d'impôts additionnelle d'environ 862 M\$ et des intérêts non déductibles d'environ 123 M\$ nous incomberont.

10. Charges au titre des avantages sociaux futurs

En millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les six mois terminés le	
	30 avril 2011	31 janvier 2011	30 avril 2010	30 avril 2011	30 avril 2010
Régimes de retraite à prestations déterminées					
Régimes de retraite	65 \$	65 \$	44 \$	130 \$	88 \$
Régimes d'avantages complémentaires	9	10	9	19	19
Total de la charge au titre des régimes de retraite à prestations déterminées	74 \$	75 \$	53 \$	149 \$	107 \$
Régimes de retraite à cotisations déterminées					
Régimes de retraite de la CIBC	3 \$	3 \$	3 \$	6 \$	6 \$
Régimes de retraite d'État ¹	19	20	19	39	37
Total de la charge au titre des régimes de retraite à cotisations déterminées	22 \$	23 \$	22 \$	45 \$	43 \$

1) Comprendent le Régime de pensions du Canada / Régime des rentes du Québec et *Federal Insurance Contributions Act* des É.-U.

11. Résultat par action

En millions de dollars, sauf les données sur les actions	Pour les trois mois terminés le			Pour les six mois terminés le	
	30 avril 2011	31 janvier 2011	30 avril 2010	30 avril 2011	30 avril 2010
Résultat de base par action					
Bénéfice net	678 \$	799 \$	660 \$	1 477 \$	1 312 \$
Dividendes et primes sur actions privilégiées	(42)	(42)	(43)	(84)	(85)
Bénéfice net applicable aux actions ordinaires	636 \$	757 \$	617 \$	1 393 \$	1 227 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	395 373	393 193	386 865	394 265	385 634
Résultat de base par action	1,61 \$	1,92 \$	1,60 \$	3,53 \$	3,18 \$
Résultat dilué par action					
Bénéfice net applicable aux actions ordinaires	636 \$	757 \$	617 \$	1 393 \$	1 227 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	395 373	393 193	386 865	394 265	385 634
Ajouter : le nombre d'options sur actions pouvant être exercées ¹ (en milliers)	1 021	1 002	1 000	1 011	1 079
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires dilué en circulation ² (en milliers)	396 394	394 195	387 865	395 276	386 713
Résultat dilué par action	1,60 \$	1,92 \$	1,59 \$	3,52 \$	3,17 \$

- 1) Ne tient pas compte du nombre moyen de 346 600 options en cours à un prix d'exercice moyen pondéré de 96,00 \$, du nombre moyen de 1 180 974 options en cours à un prix d'exercice moyen pondéré de 84,21 \$ et du nombre moyen de 1 635 786 options en cours à un prix d'exercice moyen pondéré de 80,85 \$, respectivement pour les trimestres terminés les 30 avril 2011, 31 janvier 2011 et 30 avril 2010, le prix d'exercice des options étant supérieur au cours moyen des actions ordinaires de la CIBC.
- 2) Les actions privilégiées convertibles et le passif au titre des actions privilégiées ne sont pas compris dans le calcul, étant donné que nous avons déjà réglé les actions privilégiées au comptant ou que nous n'avons pas encore exercé notre droit de conversion.

12. Cautionnements

En millions de dollars, au	30 avril 2011		31 octobre 2010	
	Paiement maximal futur éventuel ¹	Valeur comptable	Paiement maximal futur éventuel ¹	Valeur comptable
Prêts de valeurs avec indemnisation ²	44 773 \$	- \$	42 527 \$	-
Lettres de crédit de soutien et de bonne fin	6 163	25	5 721	25
Dérivés de crédit				
Options vendues	10 434	1 499	12 080	1 884
Protection vendue relativement aux swaps	2 811	102	2 982	156
Autres options vendues sur contrats de dérivés	³	1 484	³	1 593
Autres contrats d'indemnisation	³	-	³	-

1) Le montant total des sûretés disponibles relativement à ces cautionnements s'élevait à 47,8 G\$ (45,5 G\$ au 31 octobre 2010).

2) Les prêts de valeurs avec indemnisation correspondent au plein montant contractuel des valeurs des clients dont nous avons la garde et prêtées par Société de services de titres mondiaux CIBC Mellon, coentreprise à parts égales entre la CIBC et The Bank of New York Mellon.

3) Pour plus de précisions, consulter la description à la page 163 des états financiers consolidés de 2010.

13. Passifs éventuels

La CIBC est partie à diverses procédures judiciaires, y compris des enquêtes réglementaires, dans le cours normal des affaires. Même s'il est par nature difficile de prédire l'issue de ces affaires, à la lumière de nos connaissances actuelles et après consultation de nos conseillers juridiques, nous ne prévoyons pas que l'issue de ces affaires, isolément ou dans leur ensemble, ait des répercussions négatives importantes sur notre situation financière consolidée. Par contre, l'issue de ces affaires, isolément ou dans leur ensemble, peut avoir une incidence considérable sur nos résultats d'exploitation pour une période donnée.

Au quatrième trimestre de 2008, nous avons constaté un gain de 895 M\$ (841 M\$ US) découlant de la réduction à zéro de notre engagement non capitalisé sur un billet de financement variable émis par une entité émettrice de titres adossés à des créances avec flux groupés (TAC flux groupés). Cette réduction a fait suite à une série d'actions du fiduciaire désigné par l'acte de fiducie des TAC flux groupés après le dépôt du bilan, le 15 septembre 2008, de Lehman Brothers Holdings, Inc. (Lehman), garant d'un swap sur défaillance connexe conclu avec l'entité émettrice de TAC flux groupés.

En septembre 2010, juste avant l'échéance d'une prescription, la succession de Lehman a déposé une procédure contradictoire contre de nombreuses institutions financières, des fiduciaires désignés par l'acte de fiducie et des porteurs d'effets, y compris la CIBC, relativement à cette entité émettrice de TAC flux groupés et à 40 autres entités émettrices de TAC flux groupés. La succession de Lehman sollicite un jugement déclaratoire reconnaissant le caractère inapproprié des actions du fiduciaire désigné par l'acte de fiducie et précisant que l'engagement de capitalisation du billet de financement variable de la CIBC demeure. En octobre 2010, à la demande de la succession de Lehman, le tribunal des faillites a ordonné la suspension de l'instance pour une période de neuf mois.

Bien qu'il ne puisse y avoir de certitude quant à l'issue éventuelle, nous continuons de croire que les actions du fiduciaire désigné par l'acte de fiducie visant à réduire notre engagement non capitalisé sur un billet de financement variable à zéro ont été entièrement soutenues par les dispositions des contrats en vigueur et les normes juridiques pertinentes, et la CIBC a l'intention de contester vigoureusement les procédures contradictoires.

14. Informations sectorielles

La CIBC compte deux unités d'exploitation stratégique : Marchés de détail CIBC et services bancaires de gros. Ces unités d'exploitation stratégique bénéficient du soutien de six groupes fonctionnels, à savoir Technologie et opérations, Expansion de l'entreprise, Finance, Trésorerie, Administration et Gestion du risque. Les activités de ces groupes fonctionnels sont intégrées au groupe Siège social et autres, et leurs revenus, leurs frais et leurs ressources au bilan sont habituellement ventilés entre les secteurs d'activité des unités d'exploitation stratégique. L'incidence de la titrisation revient au groupe Siège social et autres. La nature des méthodes de fixation des prix de cession interne et de répartition des revenus de la Trésorerie peut faire en sorte que certains postes soient présentés différemment dans les résultats sectoriels et dans les résultats consolidés de la CIBC.

À compter du premier trimestre de 2011, la provision générale pour pertes sur créances liées à la FirstCaribbean International Bank (FirstCaribbean) a été intégrée au poste Siège social et autres. Auparavant, elle était comptabilisée dans Marchés de détail CIBC. Les informations des exercices précédents ont été retraitées.

Le 28 mars 2011, nous avons annoncé une modification à la structure organisationnelle qui sépare la direction de Gestion des avoirs CIBC et de FirstCaribbean de celle de Marchés de détail CIBC. La façon de présenter les résultats de nos unités d'exploitation stratégique n'a pas changé au cours du trimestre considéré puisque nous mettons actuellement au point la structure de présentation de l'information future de nos secteurs d'activité, ce qui pourrait avoir une incidence sur la répartition de certains montants de revenus et de frais entre les unités d'exploitation stratégique. Nous prévoyons commencer à présenter l'information selon le mode révisé à compter du troisième trimestre de 2011.

En millions de dollars, pour les trois mois terminés le		Marchés de détail CIBC	Services bancaires de gros	Siège social et autres	Total CIBC
30 avril 2011	Revenu net (frais nets) d'intérêts	1 576 \$	172 \$	(220) \$	1 528 \$
	Revenu autre que d'intérêts	876	221	264	1 361
	Total des revenus	2 452	393	44	2 889
	Dotation à (reprise sur) la provision pour pertes sur créances	279	1	(86)	194
	Amortissement¹	32	1	54	87
	Frais autres que d'intérêts	1 387	270	50	1 707
	Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et participations ne donnant pas le contrôle	754	121	26	901
	Impôts sur les bénéfices	199	9	13	221
	Participations ne donnant pas le contrôle	2	-	-	2
	Bénéfice net	553 \$	112 \$	13 \$	678 \$
	Actif moyen²	273 299 \$	111 879 \$	(17 120) \$	368 058 \$
31 janvier 2011	Revenu net (frais nets) d'intérêts	1 596 \$	180 \$	(166) \$	1 610 \$
	Revenu autre que d'intérêts	940	291	260	1 491
	Total des revenus	2 536	471	94	3 101
	Dotation à (reprise sur) la provision pour pertes sur créances	275	(2)	(64)	209
	Amortissement ¹	33	1	56	90
	Frais autres que d'intérêts	1 380	302	50	1 732
	Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et participations ne donnant pas le contrôle	848	170	52	1 070
	Impôts sur les bénéfices	218	34	16	268
	Participations ne donnant pas le contrôle	3	-	-	3
	Bénéfice net	627 \$	136 \$	36 \$	799 \$
	Actif moyen ²	260 414 \$	107 672 \$	(13 819) \$	354 267 \$
30 avril 2010 ³	Revenu net (frais nets) d'intérêts	1 440 \$	172 \$	(115) \$	1 497 \$
	Revenu autre que d'intérêts	894	376	154	1 424
	Total des revenus	2 334	548	39	2 921
	Dotation à (reprise sur) la provision pour pertes sur créances	333	27	(44)	316
	Amortissement ¹	28	1	65	94
	Frais autres que d'intérêts	1 302	243	39	1 584
	Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices et participations ne donnant pas le contrôle	671	277	(21)	927
	Charge (économie) d'impôts	179	87	(5)	261
	Participations ne donnant pas le contrôle	5	1	-	6
	Bénéfice net (perte nette)	487 \$	189 \$	(16) \$	660 \$
	Actif moyen ²	261 165 \$	99 462 \$	(27 038) \$	333 589 \$

En millions de dollars, pour les six mois terminés le		Marchés de détail CIBC	Services bancaires de gros	Siège social et autres	Total CIBC
30 avril 2011	Revenu net (frais nets) d'intérêts	3 172 \$	352 \$	(386) \$	3 138 \$
	Revenu autre que d'intérêts	1 816	512	524	2 852
	Total des revenus	4 988	864	138	5 990
	Dotation à (reprise sur) la provision pour pertes sur créances	554	(1)	(150)	403
	Amortissement¹	65	2	110	177
	Frais autres que d'intérêts	2 767	572	100	3 439
	Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et participations ne donnant pas le contrôle	1 602	291	78	1 971
	Impôts sur les bénéfices	417	43	29	489
	Participations ne donnant pas le contrôle	5	-	-	5
	Bénéfice net	1 180 \$	248 \$	49 \$	1 477 \$
	Actif moyen²	266 749 \$	109 741 \$	(15 442) \$	361 048 \$
30 avril 2010 ³	Revenu net (frais nets) d'intérêts	2 947 \$	319 \$	(255) \$	3 011 \$
	Revenu autre que d'intérêts	1 789	842	340	2 971
	Total des revenus	4 736	1 161	85	5 982
	Dotation à (reprise sur) la provision pour pertes sur créances	700	51	(76)	675
	Amortissement ¹	57	2	129	188
	Frais autres que d'intérêts	2 587	560	91	3 238
	Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices et participations ne donnant pas le contrôle	1 392	548	(59)	1 881
	Impôts sur les bénéfices	368	163	16	547
	Participations ne donnant pas le contrôle	10	12	-	22
	Bénéfice net (perte nette)	1 014 \$	373 \$	(75) \$	1 312 \$
	Actif moyen ²	263 894 \$	100 694 \$	(27 323) \$	337 265 \$

- 1) Comprend l'amortissement des bâtiments, du mobilier, du matériel, des améliorations locatives, des logiciels et des autres actifs incorporels.
2) Les actifs sont présentés en fonction de moyennes, car il s'agit de la mesure la plus pertinente pour une institution financière et c'est la mesure examinée par la direction.
3) Certaines informations de périodes antérieures ont été retraitées pour les rendre conformes à la présentation de la période considérée.

15. Faits nouveaux en matière de comptabilité

Transition aux Normes internationales d'information financière (IFRS)

Les entreprises canadiennes ayant une obligation d'information du public devront adopter les IFRS pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. Par conséquent, nous adopterons la présentation selon les IFRS à compter du 1^{er} novembre 2011 et nous publierons nos premiers états financiers consolidés intermédiaires dressés selon les IFRS pour le trimestre se terminant le 31 janvier 2012. Au moment de l'adoption, nous présenterons l'information financière comparative de l'exercice 2011 selon les IFRS.

La transition aux IFRS représente une initiative importante pour nous et repose sur une infrastructure formelle de gouvernance tenant compte de toute l'organisation et comprenant une équipe affectée au projet.

Les exigences à l'égard de la transition aux IFRS sont présentées dans la norme IFRS 1, *Première application des Normes internationales d'information financière*, laquelle recommande généralement que les modifications apportées aux PCGR du Canada soient appliquées rétroactivement et présentées dans notre bilan d'ouverture consolidé comparatif selon les IFRS au 1^{er} novembre 2010. Cependant, nous continuons d'évaluer quelques-uns des choix offerts en vertu des dispositions transitoires, dont

certain entraînent une exemption quant à l'application rétroactive.

Les normes IFRS devraient entraîner des différences de conventions comptables pour de nombreux éléments. Selon les normes IFRS actuelles et l'évaluation que nous avons faite jusqu'à maintenant concernant nos choix transitoires, les éléments qui risquent d'avoir la plus grande incidence sur la présentation de l'information financière et des fonds propres comprennent la décomptabilisation des instruments financiers et la comptabilisation des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi, comme décrit à la page 179 de notre Rapport annuel 2010.

Modifications futures

Les modifications proposées aux normes IFRS pourraient donner lieu à des différences comptables supplémentaires importantes, mais nous prévoyons que la plupart des modifications découlant des normes proposées ne seront applicables que pour les exercices suivant notre application initiale des IFRS au cours de l'exercice 2012.

L'incidence des IFRS au moment de la transition dépendra finalement des normes IFRS et des règlements en matière de fonds propres qui seront en vigueur à ce moment, des choix transitoires qui ne sont pas encore fixés ainsi que de la situation et du contexte qui prévaudront sur les plans économique et commercial.